



BURKINA FASO
Ministère de la Justice,
des Droits Humains et de
la Promotion Civique

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE
2016 DE LA JUSTICE



Edition Mars 2017

BURKINA FASO

Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2016 DE LA JUSTICE

Avant-propos



L'élaboration du tableau de bord s'inscrit dans le processus de capitalisation et de diffusion des données statistiques du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

Document synthétique et d'analyse des données sur l'organisation et la gestion administrative du ministère notamment la production juridictionnelle et la situation carcérale au Burkina Faso, le tableau de bord statistique 2016, à l'instar des précédentes éditions, s'articule autour des points suivants :

- l'organisation du ministère ;
- les moyens humains et financiers ;
- les activités des juridictions (ordre judiciaire et ordre administratif) ;
- la situation carcérale des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Relativement à l'organisation du ministère et aux moyens humains et financiers, le document fait état des structures d'exécution, des ressources humaines et de la disponibilité des moyens financiers pour la mise en œuvre de l'action gouvernementale en matière de justice.

En ce qui concerne l'activité juridictionnelle et pénitentiaire, l'analyse fait ressortir d'une part, la situation des affaires nouvelles, des décisions rendues, des décisions rédigées, des durées moyennes des procédures et des délais moyens d'exécution des décisions judiciaires et d'autre part, celle de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des entrées, répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

Le tableau de bord statistique étant le cumul des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires au cours des dix (10) dernières années, il constitue un document supplémentaire d'orientation des actions que le ministère met à la disposition des usagers du service public de la justice.

Dans son exploitation, vous relèverez éventuellement des écueils qui ont pu l'entacher en dépit des multiples efforts consentis pour son élaboration. En cela, je vous exhorte à apporter vos critiques constructives à même de parfaire les éditions futures.

Aussi, me paraît-il opportun de renouveler ma reconnaissance à l'endroit de nos partenaires techniques et financiers notamment l'UNICEF pour leurs efforts constants mais également à l'ensemble des acteurs internes du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique dont les contributions ont permis d'aboutir à l'élaboration et à la diffusion du présent document.

Le Ministre de la Justice, des Droits humains
et de la Promotion civique, Garde des Sceaux


Bessolé René BAGORO Le Ministre
Officier de l'Ordre National



Sommaire

Avant-propos	3
Sommaire	5
Abréviations	6
I. Organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique	8
I.1. Organisation de l'administration centrale	8
I.2. Organisation des juridictions	9
Les juridictions de l'ordre judiciaire	9
Les juridictions de l'ordre administratif	10
I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires	11
II. Moyens de la Justice	12
II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires	12
II.2. Personnel (1/3)	14
II.3. Personnel (2/3)	16
II.4. Personnel (3/3)	18
II.5. Budget	20
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	22
III.1. Cour de cassation	22
III.2. Cours d'appel	24
III.3. Tribunaux de grande instance	26
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (1/2)	26
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (2/2)	28
Activités des parquets des tribunaux de grande instance (1/2)	30
Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2)	32
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (1/2)	34
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (2/2)	36
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (1/2)	38
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (2/2)	40
Activités des greffes des tribunaux de grande instance	42
III.4. Tribunaux d'instance	44
III.5. Tribunaux de commerce	46
III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	48
III.7. Tribunaux du travail	50
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	52
IV.1. Cour des comptes	52
IV.2. Conseil d'Etat	54
IV.3. Tribunaux administratifs	56
V. Etablissements pénitentiaires	58
V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12	58
V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires	60
V.3. Caractéristiques des prévenus	62
V.4. Caractéristiques des inculpés (1/2)	64
V.5. Caractéristiques des inculpés (2/2)	66
V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2)	68
V.7. Caractéristiques des condamnés (2/2)	70
Glossaire	72
Les chiffres clés de la justice (1/2)	79
Les chiffres clés de la justice (2/2)	80
Liste des tableaux	81
Liste des graphiques	82

Abréviations

BE	Bureau d'Etudes
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CEDDH	Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains
CNC	Commission Nationale de Codification
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DACCAS	Direction des Affaires Civiles, Commerciales, Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DASR	Direction des Affaires Sociales et de la Réinsertion
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DECC	Direction de l'Education au Civisme et à la Citoyenneté
DEDH	Direction de l'Education aux Droits Humains
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DG	Direction des Greffes
DGAJJ	Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGDDH	Direction Générale de la Défense des Droits Humains
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGGSP	Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DGPC	Direction Générale de la Promotion Civique
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPDH	Direction Générale de la Promotion des Droits Humains
DH	Droits Humains
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPGSP	Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DPTP	Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix
DPVDH	Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAI	Direction du Suivi des Accords Internationaux
DSEC	Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
ENP	Ecole Nationale de Police
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction

MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PA-PNJ	Programme d'Appui à la Politique Nationale de la Justice
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire
TA	Tribunal Administratif
TAR	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

I. Organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration centrale (ministère), des juridictions et des établissements pénitentiaires.

L'organisation du ministère est régie par le décret n°2016-299/PRES /PM/MJDHPC du 29 avril 2016 portant organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

I.1. Organisation de l'administration centrale

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission d'assurer d'une part la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains, de la promotion civique et d'autre part de veiller à la promotion et à la protection des sceaux de l'Etat (confère décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement).

En effet, l'organigramme du ministère permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services.

Ainsi, le département est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend :

- ❖ le Directeur de cabinet ;
- ❖ les Conseillers techniques ;
- ❖ l'Inspection technique des services ;
- ❖ les Chargés de mission ;
- ❖ le Secrétariat permanent du comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire ;
- ❖ le Secrétariat permanent de la commission nationale de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires(CONAHDA)
- ❖ la Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- ❖ le Secrétariat particulier ;
- ❖ le Protocole du Ministre ;
- ❖ le Comité interministériel de lutte contre le SIDA et les IST ;
- ❖ la Sécurité.

Le Secrétariat général englobe les services du secrétariat général, le secrétariat général adjoint, les structures centrales, les structures déconcentrées, les structures rattachées et les structures de mission.

Les structures centrales :

- ❖ la Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;
- ❖ la Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS) ;
- ❖ la Direction générale de la défense des droits humains (DGDDH) ;
- ❖ la Direction générale de la promotion des droits humains (DGPDH) ;
- ❖ la Direction générale de la promotion civique (DGPC) ;
- ❖ la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- ❖ la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- ❖ la Direction des marchés publics (DMP) ;
- ❖ la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- ❖ la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- ❖ la Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV) ;
- ❖ la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- ❖ la Direction des services informatiques (DSI) ;
- ❖ la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII).

Les structures déconcentrées :

- ❖ les juridictions ;
- ❖ les établissements pénitentiaires ;
- ❖ les Directions régionales de la garde de sécurité pénitentiaire (DRGSP) ;
- ❖ les Directions régionales des droits humains et de la promotion civique (DRDHPC).

Les structures rattachées:

- ❖ la Commission Nationale de Codification (CNC) ;
- ❖ le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- ❖ l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- ❖ les projets et programmes du ministère.

Les structures de mission :

Concourant à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires, les structures de mission sont mises en place en cas de besoin.

I.2. Organisation des juridictions

L'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso émane de la loi 10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs, suivie des lois organiques créant les hautes juridictions en remplacement de la Cour suprême.

Selon l'article 126 de la Constitution, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits ;
- les cours et tribunaux institués par la loi.

En plus de ces juridictions, il convient de rappeler qu'en faveur de la révision de la Constitution burkinabè en juin 2012, il a été constitutionnalisé un tribunal des conflits, juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions. Une loi organique fixera sa composition, son organisation, ses attributions, son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant lui.

Les juridictions de l'ordre judiciaire

Elles sont régies et organisées par la loi n°10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, modifiée successivement par la loi n°028-2004/AN du 8 septembre 2004 et la loi n°77-2015/CNT du 23 novembre 2015. Au titre de l'article 2 de la loi modificative de 2004, les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissements, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants. A celles-ci, s'ajoutent les tribunaux de commerce créés par la loi n° 22-2009 /AN du 12 mai 2009 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux de commerce au Burkina Faso.

Elles ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la cour de cassation ; viennent ensuite les juridictions de second degré et enfin celles du premier degré à la base de la pyramide.

La juridiction supérieure de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

Créée par la loi organique n°13-2000/AN du 9 mai 2000¹ portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour de cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle comprend :

- une chambre civile,
- une chambre commerciale,
- une chambre sociale,
- une chambre criminelle,
- un parquet général,
- un greffe.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

¹ Cette loi a été modifiée par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016.

Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

La juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel au regard de l'organisation judiciaire burkinabè. L'article 11 de la loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et en dernier ressort. Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004 portant..).

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans le ressort des Tribunaux de grande instance, des tribunaux d'instance et dans celui des Cours d'appel, des tribunaux pour enfants. Les tribunaux d'instance reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements et départementaux. Les tribunaux pour enfants sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour connaître des crimes commis par un mineur en premier et dernier ressort. Ils connaissent également des appels des décisions rendues par le juge des enfants.

Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire burkinabè sont par excellence les Tribunaux de grande Instance (TGI). Ce sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction.

Conformément aux articles 20 et 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre correctionnelle, un greffe central et de greffes de chambres. Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, la compétence commerciale est dévolue à la chambre commerciale du tribunal de grande instance (art 19 de la loi n°22-2009 /AN du 12 mai 2009).

Il faut noter qu'au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des juges des enfants, des tribunaux pour enfants et du tribunal militaire. Depuis 2009, il existe sur le territoire national burkinabè deux tribunaux de Commerce respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat, des Tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et l'unique pour le moment de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés dans les chefs-lieux de chaque province selon la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 modifiant la loi n°21/95/ADPdu16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs au Burkina Faso.

Leur ressort territorial est la province. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier

ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Depuis 1996, il existe sur le territoire national burkinabè, deux tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000/AN du 16/05/2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

NB : Une polémique traverse depuis un certain temps les opinions à propos du classement de la cour des comptes dans l'un ou l'autre ordre des juridictions. Certains proposent qu'elle soit classée dans l'ordre administratif, ce qui va sans doute poser des problèmes dont entre autres, celui de ses rapports avec le Conseil d'Etat, juridiction supérieure de l'ordre administratif. D'autres par contre suggèrent que soit créé un ordre financier dont la Cour des Comptes sera la juridiction supérieure.

I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires

Au Burkina Faso, les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction (MAC) situées dans le ressort des tribunaux de grande instance et d'autre part d'un centre pénitentiaire agricole situé à Baporo. Les MAC ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire et animés par un corps paramilitaire notamment la garde de sécurité pénitentiaire.

II. Moyens de la Justice

II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

Point saillant:

- Ouverture d'un nouveau TGI et d'une maison d'arrêt en 2016.

Commentaire général :

Le nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels s'élève à 465 en 2016 dont 368 tribunaux départementaux et d'arrondissements. En 2015, le nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels s'élevait à 463.

Sur la période 2007-2016, le nombre de juridictions de premier degré a connu une évolution significative sur l'ensemble du territoire national. En effet, le nombre de tribunaux de grande instance est passé de 19 à 25, soit un accroissement de 31,6% au cours de la décennie.

Le nombre de juges des enfants est passé de 2 à 7 au cours de la même période et celui des tribunaux d'arrondissements est passé de 8 en 2007 à 19 en 2016. L'augmentation du nombre de ces juridictions de proximité fait suite à l'adoption de la loi n°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso. Toutefois, ces juridictions n'ont commencé à fonctionner qu'en 2013.

Le nombre de TGI a augmenté d'une unité par rapport à 2015 avec l'ouverture du tribunal de grande instance de Koupéla. La création de cette juridiction a permis de réduire le rayon moyen d'accès à un TGI qui passe de 60,3 Km en 2015 à 59,1 Km en 2016. Pour atteindre la valeur cible de l'indicateur d'effet du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui est d'avoir un rayon moyen d'accès à un TGI de 58 km en 2018, il faudrait ouvrir un TGI et le rendre fonctionnel d'ici 2018. En guise d'exemple, avec l'ouverture du TGI de Koupéla, celui de Tenkodogo sera désengorgé avec la modification de la carte judiciaire qui touche principalement ce TGI.

L'opérationnalisation en 2010 des tribunaux de commerce de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso a contribué à l'amélioration du climat des affaires au Burkina Faso.

Par ailleurs, entre 2007 et 2016, le nombre d'établissements pénitentiaires est passé de 19 à 26 avec entre autres, l'ouverture de la prison de haute sécurité en 2014 qui a permis de garantir la sécurité des détenus à haute dangerosité et par voie de conséquence la sécurité publique. En outre, l'ouverture de la maison d'arrêt et de correction de Koupéla en 2016 a permis de réduire la surpopulation carcérale de la MAC de Tenkodogo et de rapprocher les pensionnaires de leur famille.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Notes :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle.

Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CCas)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Tribunaux de commerce	-	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	2	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	8	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	19	20	23	24	24	24	24	24	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	19	20	23	24	24	24	24	25	25	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2016 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	2	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		21								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	25	2	349	19	3	2	2	7	1	1	25	27

*Y compris CPAB.

II.2. Personnel (1/3)

Points saillants :

- Nombre de magistrats toujours supérieur à celui des greffiers ;
- 58 GSP sur 100 agents au ministère en 2016.

Commentaire général

Le ministère en charge de la justice a employé 3 504 agents en 2016. Dans cet effectif on dénombre 538 magistrats, 482 greffiers, 2 032 gardes de sécurité pénitentiaire, 205 personnels des droits humains et 247 autres personnels. Par rapport à l'année antérieure, l'effectif du ministère s'est accru de 2,9% avec une croissance plus accélérée de l'effectif des femmes (4,9%). Par rapport à 2008, le personnel du MJDHPC a plus que doublé. Il a augmenté de 145,7%.

Au cours de la dernière décennie, le nombre de magistrats est resté toujours supérieur à celui des greffiers. Le ratio greffiers par magistrat est ainsi de 0,9. Au cours de cette même période, la différence entre le nombre de greffiers et celui des magistrats est plus énorme en 2010. Pendant cette année, le ratio greffiers par magistrat descend à 0,75 soit 3 greffiers pour 4 magistrats.

Par rapport à l'année 2015, l'effectif des magistrats a augmenté de 6,5%, celui des greffiers de 7,3%. L'effectif des GSP est resté quasi inchangé pendant que celui des autres personnels a baissé de 2%. Cependant, comparativement à 2007, l'effectif des magistrats a augmenté de 57,8%, celui des greffiers de 55% et celui des GSP de 173,1%. Il y a donc eu au cours de la période, plus de recrutement de gardes de sécurité pénitentiaire que l'ensemble des autres corps. En 2016, un peu plus d'1 agent du ministère sur 2 (58%) est un GSP.

L'évolution du personnel du ministère selon le sexe laisse apparaître une disparité selon les corps. Depuis 2008, l'évolution du personnel greffier et magistrat est plus lisible chez les hommes que chez les femmes. Les greffiers et les magistrats de sexe masculin ont ainsi respectivement augmenté de 63,5% et 65,4% pendant que les effectifs de leurs collègues de sexe féminin n'ont augmenté respectivement que de 34,8% et de 34,5% au cours de la même période. Par contre, l'effectif des personnels de sexe féminin de la GSP a augmenté de 304% pendant que celui des hommes en a augmenté de 158,7% de 2008 à 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

Tableau 3 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps

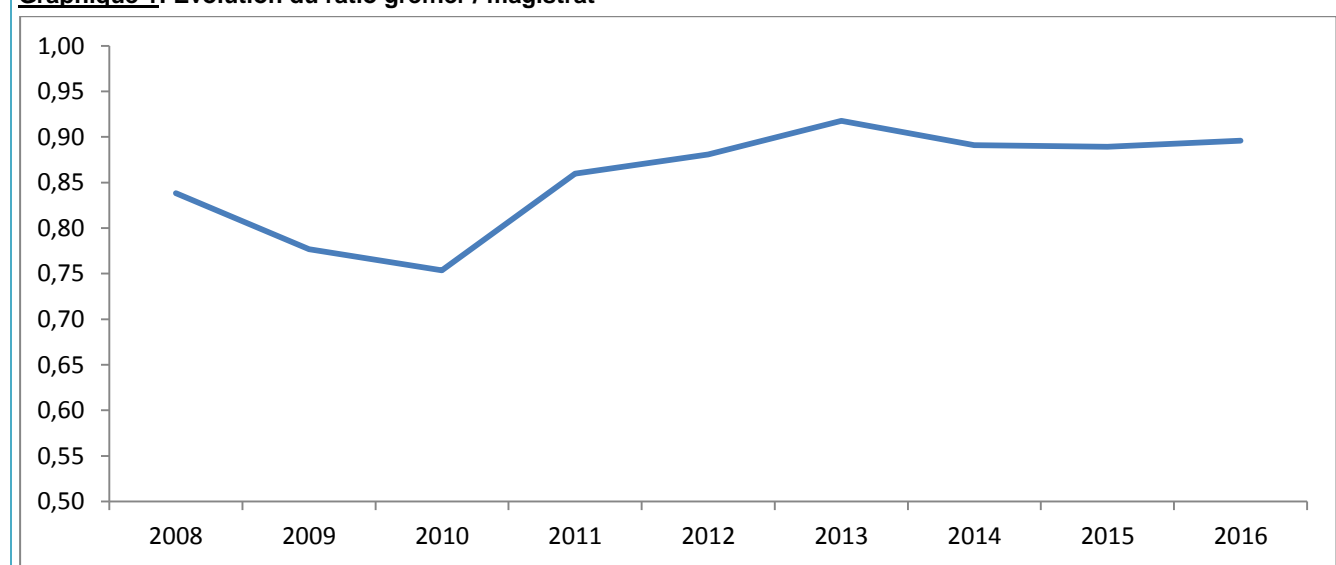
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Magistrats	Hommes	281	300	311	333	360	355	378	396	425
	Femmes	90	94	95	95	93	95	99	109	113
	Total	371	394	406	428	453	450	477	505	538
Greffiers	Hommes	219	223	225	274	297	304	315	335	358
	Femmes	92	83	81	94	102	109	110	114	124
	Total	311	306	306	368	399	413	425	449	482
GSP	Hommes	670	723	1236	1311	1426	1493	1591	1730	1733
	Femmes	74	79	135	161	212	237	255	300	299
	Total	744	802	1371	1472	1638	1730	1846	2030	2032
Personnel des DH	Hommes	nd	nd	nd	nd	nd	nd		128	149
	Femmes	nd	nd	nd	nd	nd	nd		42	56
	Total	nd	nd	nd	nd	nd	nd		170	205
Autres Personnels	Hommes	nd	nd	nd		131	140	167	184	175
	Femmes	nd	nd	nd		45	48	49	68	72
	Total	nd	nd	nd		176	188	216	252	247
Ensemble	Hommes	1170	1246	1772	1918	2214	2292	2451	2773	2840
	Femmes	256	256	311	350	452	489	513	633	664
	Total	1426	1502	2083	2268	2666	2781	2964	3406	3504

Source : DRH

Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations des personnels par sexe

	Magistrats			Greffiers			GSP			Autres personnels*		
	Variation en % par rapport à			Variation en % par rapport à			Variation en % par rapport à			Variation en % par rapport à		
	Effectif 2016	2007	2015	Effectif 2016	2008	2015	Effectif 2016	2008	2015	Effectif 2016	2012	2015
Sexe	538	57,8	6,5	482	55,0	7,3	2032	173,1	0,1	247	40,3	-2
Hommes	425	65,4	7,3	358	63,5	6,9	1733	158,7	0,2	175	33,6	-4,9
Femmes	113	34,5	3,7	124	34,8	8,7	299	304,1	-0,3	72	60,0	5,9

Source : DRH,

Graphique 1: Evolution du ratio greffier / magistrat

II.3. Personnel (2/3)

Points saillants :

- Augmentation du ratio magistrats pour 100 000 habitants ;
- Baisse continue de l'effectif des SGP depuis 2012.

Commentaire général

Le nombre de magistrats en 2016 est de 538 dont 113 magistrats de sexe féminin. En 2015, ce nombre était de 505 dont 109 femmes et 341 dont 84 femmes il y a 10 ans. La proportion de magistrats en juridiction est de 82,7%. Il était de 78% en 2015. L'augmentation de la proportion des magistrats en juridiction est due non seulement à la réduction du nombre de magistrats à la chancellerie mais aussi à la baisse du nombre de magistrats mis à la disposition d'autres ministères, en détachement, en disponibilité et en mission onusienne.

Le ratio magistrats pour 100 000 habitants en 2016 est 2,5. En 2015, il y avait 2,4 magistrats pour 100 000 habitants. Ce ratio n'a pas évolué significativement durant la période 2007-2016 malgré la forte croissance du nombre de magistrats (341 en 2007 et 538 en 2016). Il est passé de 2,2 en 2007 à 2,5 en 2016 et reste en deçà de la norme recommandée au niveau international qui est de 10 magistrats pour 100.000 habitants.

En 2016, les greffiers en chef représentent 25,3% de l'ensemble du personnel Greffier. Cette proportion est 52,1% et 22,6% pour respectivement les greffiers et les secrétaires de greffe et parquet. L'effectif total des greffiers a augmenté de 7,3% par rapport à 2015. Cependant, cette augmentation globale du personnel greffier présente une disparité selon la catégorie. En effet, par rapport à 2015, les effectifs des Greffiers en chef et des greffiers ont augmenté respectivement de 7% et 13,1% tandis que celui des secrétaires de greffe et parquet a baissé de 3,5%.

La répartition des greffiers par sexe en 2016 montre que plus on avance en grade dans le corps, plus la proportion de femme ne diminue. En effet, la plus grande proportion des femmes est observée au niveau des secrétaires de greffe et parquet avec 40,4% de greffiers de sexe féminin contre 22,3% pour les greffiers et 19,7% pour les greffiers en chef.

Le nombre total de personnel greffier est de 482 contre 538 magistrats. Or, vu le volume de travail de chaque corps, le nombre de greffiers devraient en principe dépasser celui des magistrats. Il faudrait donc dans les années à venir développer une stratégie de recrutement pour d'une part équilibrer la proportion des différents corps du personnel judiciaire et d'autre part répondre à l'insuffisance du personnel greffier.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Sources statistiques :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

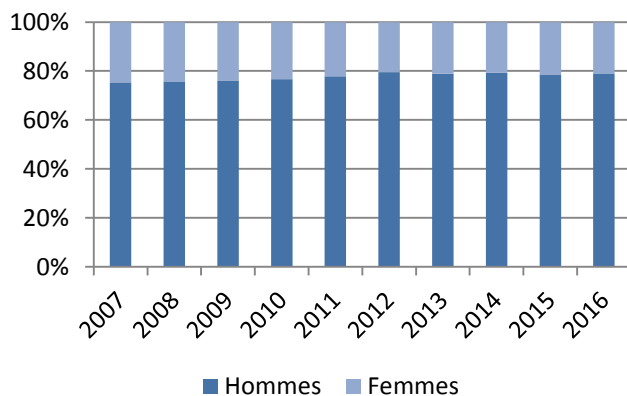
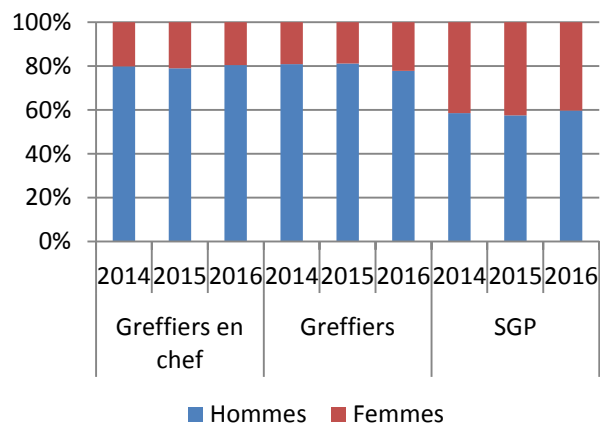
Tableau 5: Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	341	371	394	406	428	453	450	477	505	538
Sexe										
Hommes	257	281	300	311	333	360	355	378	396	425
Femmes	84	90	94	95	95	93	95	99	109	113
Position										
Chancellerie	22	30	27	30	41	43	46	52	55	49
Juridictions	286	303	334	339	350	372	358	376	394	445
Détachement, mis à disposition, disponibilité, mission onusienne	33	38	33	37	37	38	46	49	56	34
Magistrats* pour 100 000 habitants	2,2	2,5	2,6	2,3	2,4	2,5	2,3	2,4	2,4	2,5

* Non compris détachement, disponibilité et mis à disposition

Tableau 6: Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position

	Greffiers en chef					Greffiers					SGP				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	89	100	109	114	122	165	169	193	222	251	145	144	123	113	109
Sexe															
Hommes	70	79	87	90	98	135	134	156	180	195	92	91	72	65	65
Femmes	19	21	22	24	24	30	35	37	42	56	53	53	51	48	44
Position															
Chancellerie	12	16	19	22	19	6	8	11	9	10	12	9	13	10	8
Juridictions	73	79	84	88	87	142	146	166	199	206	98	82	79	86	89
Mise à disposition, disponibilité	2	3	3	2	3	4	3	4	4	8	3	3	1	0	7
Stage à l'ENAM	2	2	1	0	3	13	12	12	10	10	32	50	30	17	20
Mission onusienne			2	2	3			0	0	0			0	0	0

Graphique 2: Evolution de la répartition des magistrats par sexe**Graphique 3: Evolution de la répartition du personnel greffier**

II.4. Personnel (3/3)

Points saillants :

- Stagnation du nombre de GSP
- Légère baisse du ratio Détenus /GSP ;
- 72,4% de GSP dans les établissements pénitentiaires.

Commentaire général

En 2016, l'effectif total des gardes de sécurité pénitentiaire est 2 032. Cet effectif n'a presque pas varié par rapport à 2015. Dans cet effectif 73,1% sont dans les établissements pénitentiaires contre 69,0% en 2015. Par rapport à 2008, l'effectif total de GSP a augmenté de 173%.

Selon le grade, en 2016, la répartition du personnel des gardes de sécurité pénitentiaire n'a pas considérablement évolué par rapport à 2015. On enregistre en 2016, 5% d'inspecteurs contre 4,8% en 2015, 12,4% de contrôleurs contre 11,9% en 2015, 82,2% d'assistants contre 82,8% en 2015 et 0,4% d'agents contre 0,5 en 2015. Entre 2008 et 2015 le nombre d'assistants a augmenté plus vite que les autres grades. Le nombre d'agents GSP a baissé considérablement au cours de la période. Cette baisse d'agents GSP est due à l'arrêt du recrutement du personnel type « agent ».

En 2016, 14,7% de l'effectif total des GSP sont de sexe féminin. Par grade, on retrouve 8,5% de femmes inspecteurs, 10,6% de femmes contrôleurs 19,3% de femmes assistants et aucune de femme agent.

En 2016, un GSP en service dans un centre de détention au Burkina Faso a en charge en moyenne 5,2 détenus. Ce ratio était de 5,4 en 2015. Par rapport à 2007 le ratio détenus/GSP s'est amélioré de 0,9 point. Au cours de la dernière décennie, ce ratio a connu son niveau le plus élevé en 2009. Il était de 8,7 détenus / GSP.

Le personnel en charge des droits humains en 2016 est composé de 27,3% de femmes sur un effectif total de 205 agents. Plus de la moitié de cet effectif soit 58% sont en fonction à la chancellerie et 41,9% dans les directions régionales des droits humains. Selon la catégorie 51% du personnel des droits humains sont des conseillers en droits humains et 49% des attachés en droits humains.

L'effectif des notaires est passé de 17 en 2014 à 18 en 2016. Cet effectif, a peu varié au cours des cinq dernières années il était de 13 en 2012 soit une augmentation de 4 unités. Cet effectif demeure relativement faible au regard des besoins en actes notariés exprimés sur le territoire national. Selon la répartition par sexe, on compte 8 femmes et 10 hommes. Ces notaires exercent uniquement dans les juridictions de Ouagadougou (15) et de Bobo-Dioulasso (3). Dans les autres juridictions du Burkina, les greffiers en chef des tribunaux de grande instance jouent le rôle de notaire.

Le nombre d'avocats inscrits au barreau en 2016 est de 181. Cet effectif d'avocat a connu une augmentation de 7 unités (4%) par rapport à 2015. Au cours des cinq dernières années la plus forte augmentation de l'effectif des avocats a été de 12 enregistrée entre 2012 et 2013. La répartition selon le sexe donne 80,7% d'hommes et 19,3% de femmes. Les avocats sont majoritairement installés dans la ville de Ouagadougou avec 94,5% contre seulement 5,5% à Bobo-Dioulasso. Cependant, ils ont compétence sur tout le territoire national.

L'effectif des huissiers est de 27 en 2016. Il n'a pas évolué par rapport à l'année antérieure. Ce corps ne couvre pas l'ensemble du territoire. Ils sont installés dans 7 villes du pays avec une forte concentration à Ouagadougou (63% des huissiers). La répartition des huissiers selon le sexe donne 19% de femmes et 81% d'hommes.

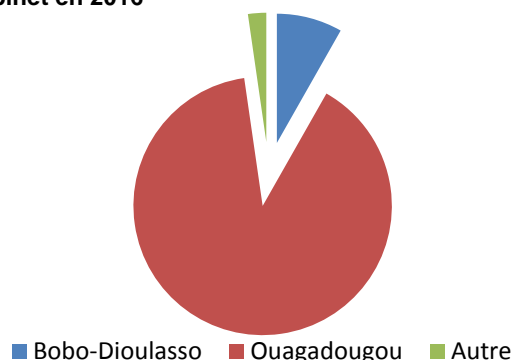
Hormis le personnel judiciaire, d'autres corps appuient le Ministère. Il s'agit des interprètes, des chauffeurs, des agents de liaison, des secrétaires et des agents de bureau. On a également d'autres personnels tels que des financiers, des statisticiens, des informaticiens, des éducateurs sociaux, des économistes, des juristes, des gestionnaires des ressources humaines, etc. en 2016, ils étaient au nombre 247 dont 72 de sexe féminin.

Notes méthodologiques :

Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe :
Rapport entre le nombre (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Graphique 4: Auxiliaires de justice par position du cabinet en 2016



Graphique 5: Evolution de la répartition des GSP par grade

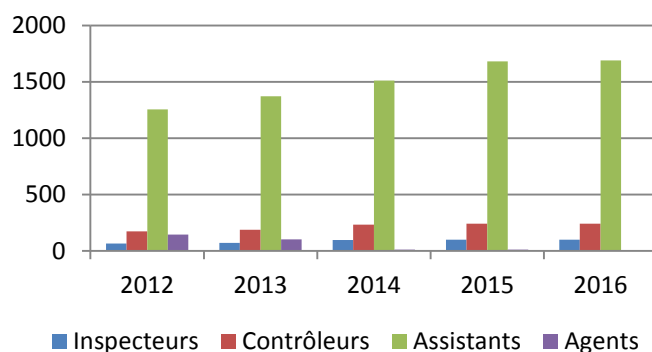
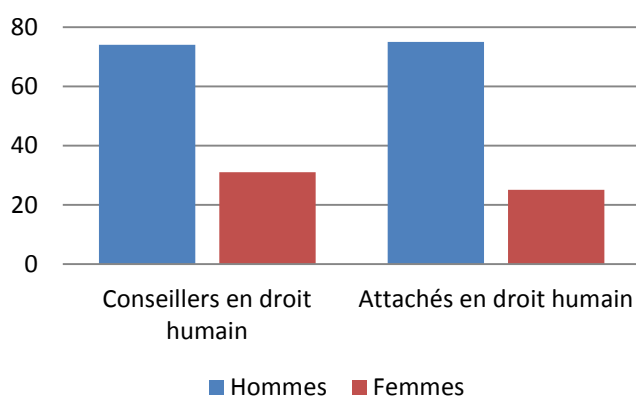


Tableau 7: Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP au 31/12

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Effectif des GSP	-	744	802	1 325	1 435	1 638	1 730	1 846	2030	2032
GSP dans les EP	660	622	622	800	1 006	1 175*	1 206*	1 313*	1 400*	1 485*
Population carcérale	4 207	4801	5400	5198	5039	5 035	5 976	6827	7 544	7 670
Détenus par GSP	6,4	7,7	8,7	6,5	5	4,3	5,0	5,2	5,4	5,2

*Les GSP du centre de Laye ne sont pas pris en compte à partir de 2012 ,

Graphique 6: Personnel des droits humains par sexe en 2016



Graphique 7: Personnel des droits humains par direction régionale en 2016

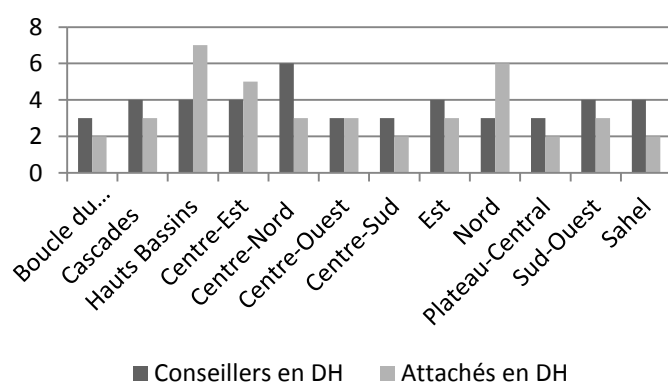


Tableau 8: Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation

Année	Notaires					Huissiers de justice					Avocats				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	13	17	17	18	18	33	29	29	27	27	156	168	164	174	181
Sexe															
Hommes	9	10	10	10	10	27	24	24	22	22	125	135	132	139	146
Femmes	4	7	7	8	8	6	5	5	5	5	31	33	32	35	35
Position															
Bobo-Dioulasso	4	3	3	3	3	7	6	6	5	5	13	13	13	10	10
Dédougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	9	14	14	15	15	20	18	18	17	17	143	155	151	164	171
Ouahigouya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	1	-	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : ordre des notaires, chambre des huissiers, ordre des avocats

Tableau 9: Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position

	2012	2013	2014	2015	2016
Hommes	131	140	167	184	175
Femmes	45	48	49	68	72

Source : DRH du ministère de la justice (les données de 2015 sont celles du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains).

II.5. Budget

Points saillants :

- 0,98% du budget de l'Etat consacré au Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique en 2016 comme en 2015.
- 103,6% des dotations prévisionnelles consommées en 2016 contre 88,7% en 2015
- Baisse continue de la part du budget allouée aux dépenses d'investissement depuis 5 ans.

Commentaire général

Le secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique est financé essentiellement par le budget de l'Etat. L'emploi des ressources budgétaires du Ministère porte sur toutes les natures de dépenses (personnel, fonctionnement, transferts courants et investissements).

Avec un budget global de dix-neuf milliards cent-trente-huit millions (19 138 000 000) FCFA pour l'année 2016, ce budget affecté au département a connu une augmentation de 12% par rapport à la dotation de 2015. Les dépenses de personnel (traitement et salaire, primes et indemnités, cotisation sociale et avantages en nature au personnel) occupent 64,9% des dotations ; les dépenses de fonctionnement (matériel, mobilier de logement et bureau et achats de biens et services) pour 18,5% ; les dépenses de transferts courants 4,9% et les dépenses d'investissement pour 11,8%. Il faut noter que la part des dépenses d'investissement diminue d'année en année. Par rapport à l'année antérieure, seules les dépenses en personnel se sont augmentées. Les dépenses en investissements diminuent continuellement depuis 2012.

Le Ministère a procédé depuis 2007, à la délégation des crédits de dépenses de fonctionnement aux Cours et Tribunaux ainsi qu'aux MAC. Cette mesure vise à optimiser le fonctionnement des structures déconcentrées et à décongestionner l'exécution de la dépense. Depuis 2014, le Ministère a procédé à la délégation des crédits destinés à l'acquisition des vivres des détenus pour un montant global de quatre cent millions (400 000 000) FCFA. Ce qui explique la très forte augmentation des crédits délégués allouées aux MAC.

Le taux d'exécution budgétaire du Ministère en 2016 est de 103,6% contre 88,7% en 2015. Il est resté supérieur à 87% depuis 2010. La répartition de ce taux en 2015 selon les titres donne un taux de consommation de 111,5% des prévisions de dépense en personnel, 92,8% des prévisions de dépense de fonctionnement, 99,5% des prévisions de dépenses liées aux transferts courants et 89,7% des prévisions de dépenses des investissements.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part du budget du ministère de la justice dans le budget de l'Etat : Rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la justice et le montant total du budget de l'Etat sur ressources propres.

Part des dotations budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des dotations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des dotations budgétaires.

Part des exécutions budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des consommations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des consommations budgétaires.

Dépenses en transfert courant : prise en charge de la formation des élèves de la GSP et de la section Magistrature à l'ENAM, de la subvention du Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo et du centre pour mineurs de Laye, du fonds d'assistance judiciaire, des contributions de l'Etat aux comités nationaux et internationaux, aux Commissions Nationales et aux Organismes Internationaux et de divers appuis aux associations

Dépenses d'investissement : programme d'appui à la production pénitentiaire, programme d'humanisation des établissements pénitentiaires, pool économique et financier en matière de justice et programme de construction et normalisation de nouvelles juridictions et établissements pénitentiaires

Taux d'exécutions budgétaires : Rapport entre le montant des consommations budgétaires et le montant des dotations budgétaires.

Taux de croissance : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base.

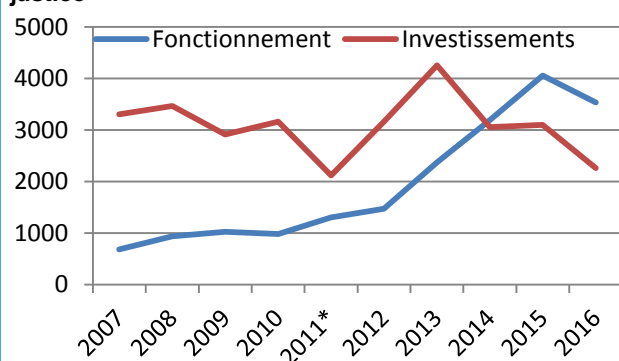
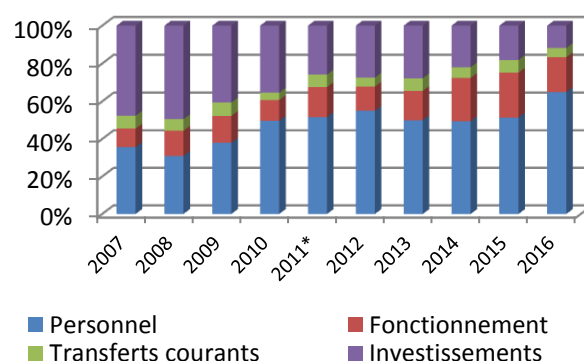
Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2007 à 2016 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

Tableau 10 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)

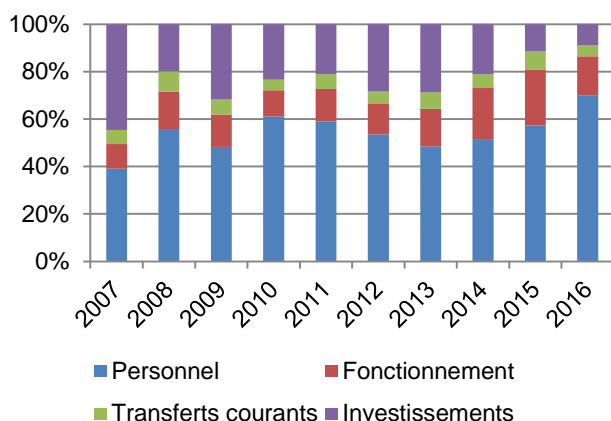
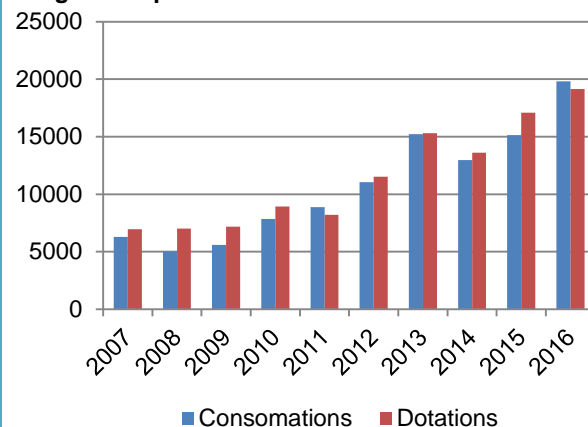
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Personnel	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414
Fonctionnement	683,0	940,5	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532
Transferts courants	475,9	430,3	509,7	349,5	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0	932
Investissements exécutés par l'Etat-transferts en capital**	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	2 758,2	3 100,7	2 260
Total	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,8	15 306,8	13 619,4	17 085,7	19 138
Taux de croissance annuelle	-29,3%	0,9%	2,4%	24,7%	-8,1%	40,6%	40,0%	-11,0%	25,45%	12,01%
Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat	0,8%	0,7%	0,7%	0,84%	0,7%	0,8%	1,0%	0,73%	0,98%	0,98%

Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 8: Evolution du budget du Ministère de la justice**Graphique 9 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles****Tableau 11: Consommations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Personnel	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847
Matériel (fonctionnement)	657,3	799,2	945,0	872,54	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278
Transferts courants	371,5	429,1	445,2	349,04	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,3	927
Investissements exécutés par l'Etat-transferts en capital**	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 734,9	1 748,2	1 766
Total	6 278,1	5 045,8	5 594,5	7 838,4	8 867,6	11 034,2	15 213,1	12 972,7	15 147,2	19 817
Dotations	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,9	15 306,8	13 619,4	17 085,7	19 138
Taux de consommation des dotations prévisionnelles	90,4%	72,1%	78,1%	87,8%	108,1%	95,7%	99,4%	95,3%	88,7%	103,6%

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 10: Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice**Graphique 11: Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles**

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Points saillants :

- Baisse du taux de rédaction des jugements par rapport à 2015 ;
- 56% des décisions jugées irrecevables en 2016 ;
- durée moyenne de traitement des affaires de 4 ans 9 mois.

Commentaire général

La Cour de Cassation a reçu 231 affaires nouvelles en 2016, soit une augmentation de 64 unités par rapport à 2015 et de 61 par rapport à 2007. Au cours de cette dernière décennie, 2013 est l'année où la Cour de Cassation a connu le plus d'affaires soit 236. Sur les 231 affaires nouvelles reçues par la Cour de Cassation en 2016, 27,7% sont issues de la chambre civile, 21,6% de la chambre criminelle, 21,2% de la chambre sociale, 15,6% de la juridiction du premier président et 1,7% des chambres mixtes et réunion.. Pourtant, en 2015, la chambre civile a, à elle seule, enregistré 31,7% des affaires de la cour de cassation et les chambres commerciale, sociale et la juridiction de premier président ont reçu respectivement 17,4%, 19,8% et 13,2% des activités de la Cour.

En 2016, la Cour de cassation a rendu 161 décisions dont 31,7% sur le fond. En 2015, cette proportion était de 33,3% et 61,5% en 2007. Les décisions d'irrecevabilité dépassent la moitié des décisions rendues par la Cour en 2016 soit 56%. Les décisions de rejet occupent 23% des décisions rendues et les décisions de cassation 8,7%. Comparativement à 2015, les décisions d'irrecevabilité étaient de 38,1%, les rejets 14,4% et les décisions de cassations 16,1%. En 2007 par contre, les décisions de rejet étaient de 45,3% et les décisions d'irrecevabilité de 29,2%.

Quant au taux de rédaction des décisions, il est de 65,8% en 2016. En 2015 par contre la Cour de Cassation a rédigé 108,3% de l'équivalent de leurs décisions rendues. Le niveau de cet indicateur en 2007 était de 77%.

La durée moyenne de traitement d'une affaire à la cour de cassation est de 4 ans 9 mois en 2016 contre 4 ans 10 mois en 2015. Parmi les décisions rendues en 2016, 108 (67%) ont connu un délai de traitement de plus de 5 ans, 9 affaires entre 4 ans et moins de 5 ans, 12 affaires entre 3 ans et moins de 4 ans, 19 affaires entre un an et moins de 3 ans, 2 affaires entre 6 mois et une année et enfin 11 affaires soit 7% ont connu tout de même un dénouement en moins de 6 mois.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

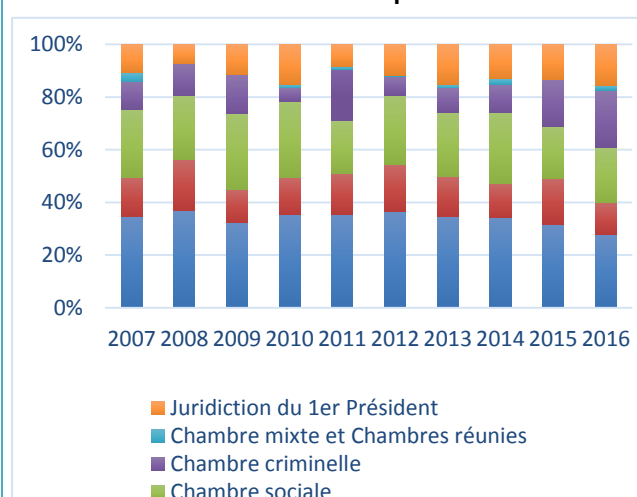
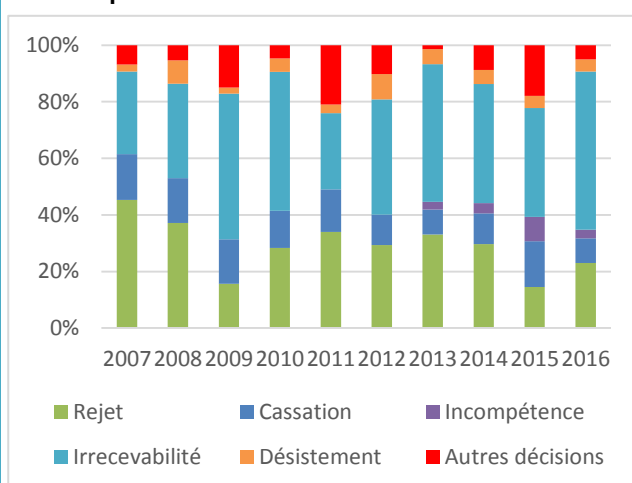
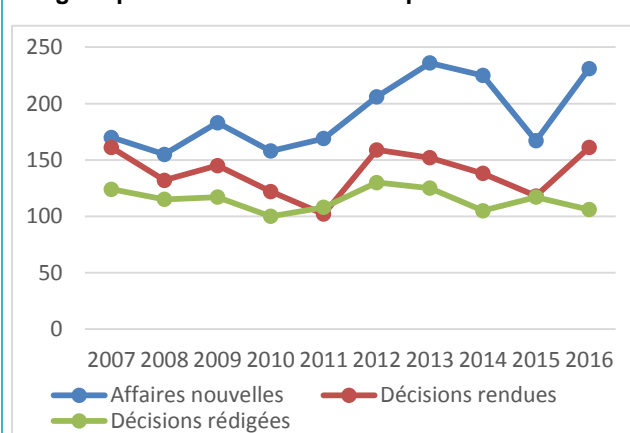
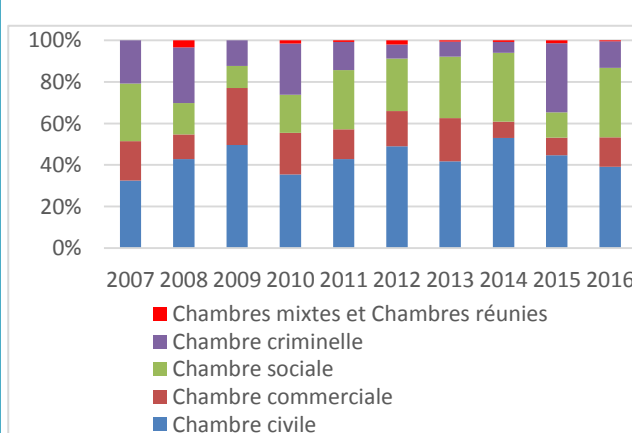
Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Tableau 12: Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation

	Situation en 2016	Variation absolue par rapport à		Variation relative par rapport à en %	
		2007	2015	2007	2015
Affaires nouvelles	231	61	64	26,4	27,7
Décisions rendues	161	0	43	0,0	26,7
dont décisions sur le fond	51	-48	15	-94,1	29,4

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	170	155	183	158	169	206	236	225	167	231
Décisions rendues	161	132	145	122	102	159	152	138	108	161
dont décisions sur le fond	99	79	42	44	49	63	62	56	36	51
% de décisions sur le fond	61,5	45,1	27,1	36,1	48,0	39,6	40,8	40,6	33,3	31,7
Proportion de décisions rédigées (%)	77,0	89,7	75,5	82,0	105,9	81,8	82,2	76,1	108,3	65,8

Graphique 12: Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre**Graphique 13: Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature****Graphique 14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre****Graphique 15: Répartition du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres****Tableau 13 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2016**

	moins de 6 mois	6 mois à moins d'1 an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	TOTAL
Ensemble	11	2	9	10	12	9	108	161
Chambre civile	4	0	4	8	3	5	34	58
Chambre commerciale	0	2	1	2	6	2	18	31
Chambre sociale	0	0	0	0	3	0	51	54
Chambre criminelle	7	0	4	0	0	2	4	17
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	0	0	0	0	0	1	1

III.2. Cours d'appel

Points saillants :

- 40% des décisions attaquées sur le fond infirmées par la cour d'appel ;
- un taux de rédaction de 111,72% à la cour d'appel de Bobo-Dioulasso ;
- réduction de moitié des affaires pénales de la cour d'appel de Bobo-Dioulasso.

Commentaire général

Les affaires nouvelles de l'ensemble des Cours d'appel se chiffrent à 1 641 en 2016. Elles ont connu une augmentation de 29,7% par rapport à 2015 et 70,2% par rapport à 2007. La répartition selon la provenance montre une prédominance des affaires issues des tribunaux de grande instance (52,5%), suivies des affaires en provenance des tribunaux de travail avec 24,4%, et celles des tribunaux de commerce (18,5%). La proportion des affaires nouvelles provenant des Tribunaux d'instance et des saisines directes sont respectivement de 2,4% et de 2,1%. La Cour d'appel de Ouagadougou a reçu 79,3% des affaires nouvelles.

Les deux cours d'appel ont rendu 1 372 décisions en 2016. Ce nombre s'est accru de 58% par rapport à 2015 et 70% par rapport à 2007. Selon les Cours d'appel, celui de Bobo-Dioulasso a rendu 290 décisions en 2016 soit une augmentation de 156,6% par rapport à 2015. Celui de Ouagadougou a rendu 1 082 décisions soit une augmentation de 42,7% par rapport à 2015.

La répartition selon la nature de la décision donne et 74,3% de décisions sur le fond. Les autres décisions, (irrecevabilité, désistement, etc.) représentent 20,8% de l'ensemble des décisions. Plus du tiers des décisions frappées d'appel et soumises à l'appréciation de la Cour d'appel ont été infirmées. En effet, sur 1 019 décisions rendues sur le fond, 614 ont été confirmées et 405 infirmées, soit un taux d'infirmerie de 39,7%.

Les chambres civiles et commerciales ont rendu le plus grand nombre de décisions soit 28,4% suivies de la juridiction du 1er Président avec 25,7% puis la chambre correctionnelle avec 22,9% et la chambre sociale avec 21,7%. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que les affaires pénales de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso ont considérablement baissé de moitié par rapport à 2015.

Le nombre de décisions rédigées est de 1 096 en 2016 avec une hausse de 29,6% par rapport à 2015. Le ratio décisions rédigées / décisions rendues a baissé. En effet, il est passé de 97,1% en 2015 à 79,88% en 2016. La Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso a un ratio décisions rédigées/décisions rendues de 111,72% et celle de Ouagadougou 71,34%.

Les affaires pénales transmises par les parquets généraux dans les chambres correctionnelles et d'accusation ont connu une baisse de 23%. Toutefois, les affaires transmises dans les chambres correctionnelles prédominent soit 70,32% de l'ensemble des affaires par rapport à celles transmises dans les chambres d'accusation.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues multiplié par 100.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Sources statistiques

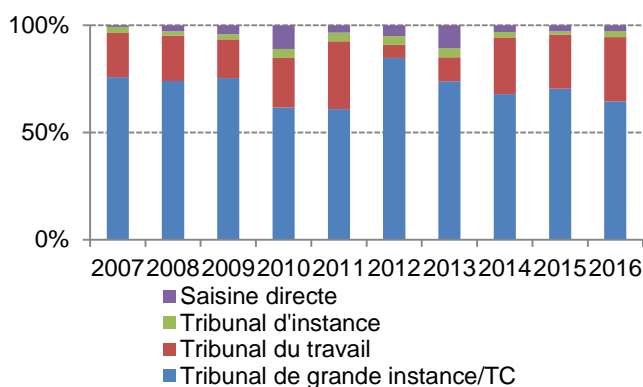
Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, pluri-fonctionnel et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 14 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel

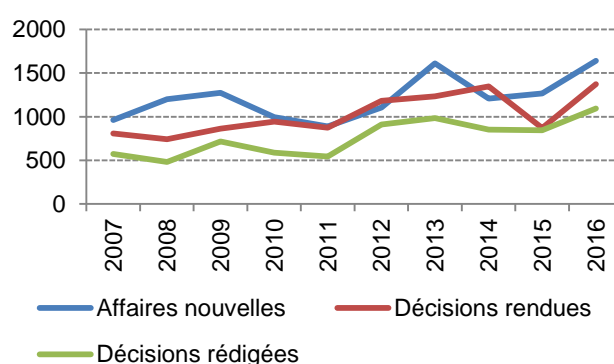
	Situation en 2016	Variation en nombre par rapport		Variation en % par rapport	
		2015	2007	2015	2007
Affaires nouvelles	1 641	376	677	29,7	70,2
Décisions rendues	1372	501	565	58	70
Décisions rédigées	1096	250	523	29,6	91,3

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	964	1200	1275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641
Décisions rendues	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372
dont décisions sur le fond	566	525	633	744	589	821	826	915	629	1019
% de décisions sur le fond (en %)	70,1	70,8	73,3	78,8	67,2	69,4	67,0	73,4	72,2	74,27
Décisions rédigées	573	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096
Proportion de décisions rédigées (en %)	71,0	64,7	83,1	62,3	62,0	76,9	79,7	68,9	97,1	79,9

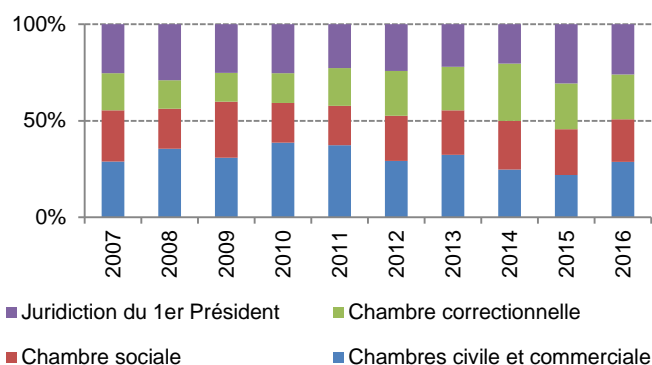
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine



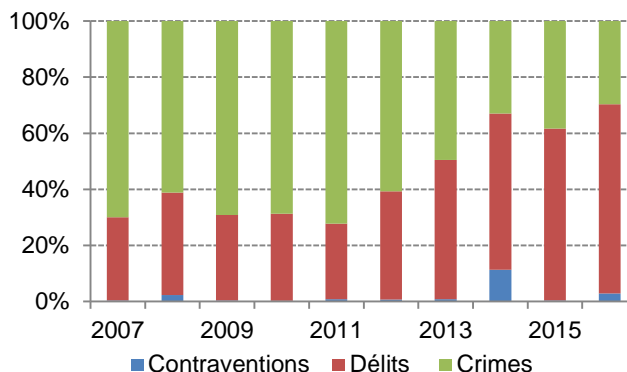
Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA



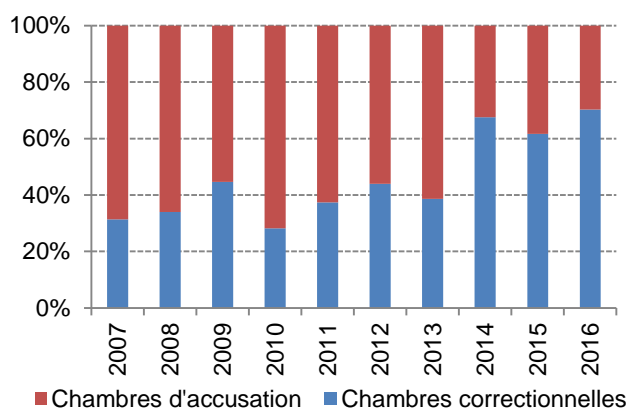
Graphique 18 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre



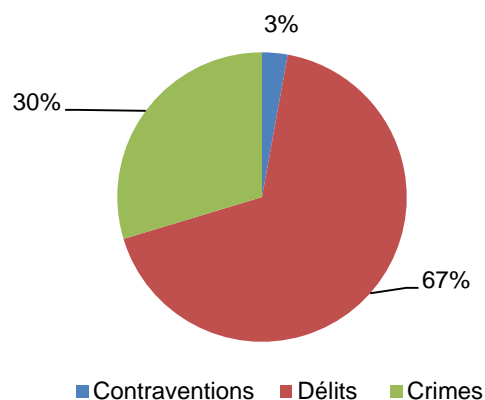
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature



Graphique 20 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination



Graphique 21 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2016



III.3. Tribunaux de grande instance

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- 46,5 décisions civiles et commerciales rendues par magistrat en 2016
- 85,9 décisions civiles et commerciales rédigées sur 100 décisions rendues;

Commentaire général

Les affaires nouvelles civiles, commerciales, enregistrées dans les tribunaux de grande instance (TGI) en 2016 se chiffrent à 13 739. Elles ont augmenté de près de 40% par rapport à l'année antérieure et de 226,4% par rapport à 2007. Certains TGI ont vu leurs affaires civiles et commerciales plus que doublées entre 2015 et 2016. Il s'agit des TGI de Orodara et de Tougan avec respectivement 130,5% et 120% d'augmentation. Par contre, les TGI de Diébougou, Diapaga, Ouahigouya, Dori et Manga ont vu leurs affaires civiles et commerciales diminuées respectivement de 19,8%, 12,6%, 11,9%, 11,4% et 10,4%. Les affaires nouvelles de référés au nombre de 838 ont augmenté de 30,3%. Quant aux nouvelles requêtes d'ordonnances enregistrées, elles sont au nombre de 25 818 avec un accroissement de 15,4% par rapport à 2015.

Les décisions rendues en matière civile et commerciale en 2016 sont au nombre de 10 734. Elles ont augmenté de 190,6% par rapport à 2007 et 44,2% par rapport à 2015. Relativement à 2015, les décisions civiles et commerciales rendues par les TGI de Bobo-Dioulasso, Kongoussi, Tougan et Orodara ont au minimum doublé entre 2015 et 2016.

Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles est de l'ordre de 82,6% en 2016 en matière civile et commerciale. En d'autres termes, les chambres civiles et commerciales des TGI ont rendu, des décisions qui équivalent à 82,6% de leurs affaires nouvelles en 2016. Le nombre de décisions rendues par les TGI de Diébougou, Dédougou, Kongoussi et Tougan dépasse l'équivalent de leurs affaires nouvelles. Les taux les plus faibles sont enregistrés dans les TGI de Dori (61,8%), Tenkodogo (66,5%) et Ouagadougou (42,3%).

Le nombre de décisions rendues par magistrat pour les affaires civiles, commerciales et référés est de 44,0 contre 32,1 en 2015. Cependant, la charge de travail des magistrats varie d'un TGI à un autre. Chaque magistrat du TGI de Diapaga a rendu en moyenne 13,8 décisions en 2016 hormis les ordonnances et celui de Koupéla ouvert en novembre avec deux mois de fonctionnement 7,6. Le TGI de Koudougou tout comme en 2015 enregistre le plus fort ratio décisions rendues par magistrat soit 92,7 décisions rendues en moyenne.

85,9% des décisions rendues en matière civile et commerciale ont été rédigées en 2016 contre 87,3% en 2015. Au TGI de Koupéla, Nouna, Orodara et Tenkodogo, on enregistre au moins 100% de décisions rédigées tandis que celui de Ouagadougou a rédigé 69,2% de ses décisions, taux le plus faible.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

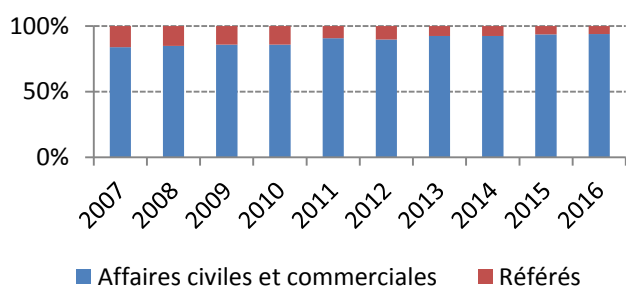
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporter à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance

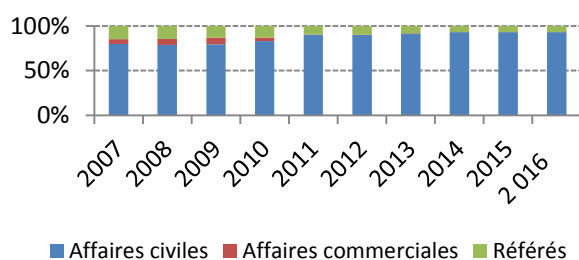
Tableau 15 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	4 209	4639	6014	7582	7440	7 629	9 918	10 423	9 857	13 739
Décisions rendues	3 694	4233	5317	6012	6521	6 286	8 500	8 789	7 442	10 818
dont décisions sur le fond	3 403	3920	4751	5499	5916	5 618	7 459	8 378	7 029	9890,
% de décisions sur le Fond	92,1	92,6	89,4	91,0	90,7	89,4	87,8	95,3	94,6	91,4
Décisions rédigées	2 934	3 507	3644	5328	5891	5 517	5 540	7 437	6 498	8 345
% de décisions rédigées	79,4	82,8	68,5	89	90,3	87,8	65,2	84,6	87,3	91,3

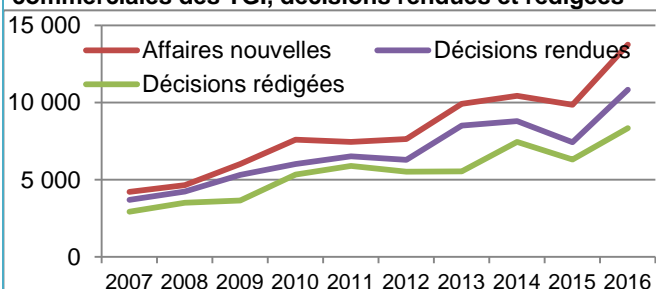
Graphique 22 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI



Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI



Graphique 24 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées



Graphique 25 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI

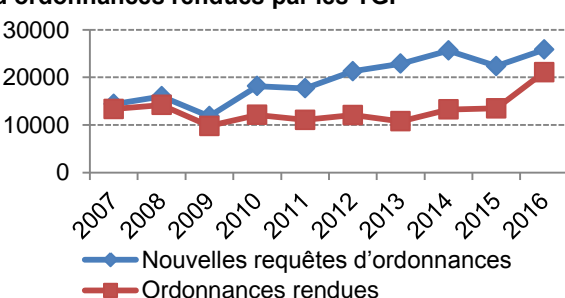


Tableau 16 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)

	Affaires nouvelles			Décisions rendues					
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Par affaire nouvelle (%)	Par magistrat	% de décisions rédigées
	2016	2007	2015	2016	2007	2015	2016	2016	2016
Ensemble	13 739	226,4	39,4	10734	190,6	44,2	82,6	44,0	85,9
Banfora	342	776,92	61,3	284	446,2	34,6	81,6	40,6	87,0
Bobo-Dioulasso	1408	139,05	58,2	1 109	98,4	105,4	85,9	31,7	81,4
Bogandé	121	426,09	2,5	120	471,4	13,2	99,2	20,0	80,0
Boromo	337	702,38	82,2	275	623,7	76,3	88,4	45,8	94,2
Dédougou	194	52,756	4,3	165	26,0	18,7	103,1	20,6	98,2
Diapaga	76	181,48	-12,6	69	165,4	-4,2	89,5	13,8	95,7
Diébougou	243	-	-19,8	228	-	32,6	128,0	57,0	74,1
Djibo	192	-	57,4	189	-	62,9	99,5	37,8	98,4
Dori	233	339,62	-11,4	144	193,9	-0,7	61,8	20,6	84,7
Fada N'gourma	522	500	3,6	449	475,6	20,4	86,4	56,1	99,8
Gaoua	381	343,02	75,6	353	271,6	57,6	92,9	58,8	94,6
Kaya	346	63,981	8,8	308	63,0	0,7	90,5	44,0	72,7
Kongoussi	198	73,684	94,1	197	77,5	194,0	103,5	32,8	89,3
Koudougou	1109	376	7,5	927	296,2	31,9	89,5	92,7	93,9
Koupéla	49	-	-	38	-	-	77,6	7,6	100,0
Léo	171	-	59,8	129	-	65,4	83,0	21,5	102,3
Manga	293	184,47	-10,4	286	177,7	-12,0	97,6	40,9	98,6
Nouna	129	-	4,0	113	-	28,4	86,8	22,6	100,0
Orodara	219	-	130,5	166	-	140,6	73,1	33,2	133,7
Ouagadougou	4682	159,1	61,2	3 103	121,0	47,9	72,3	52,6	69,2
Ouahigouya	245	184,88	-11,9	210	159,3	-20,5	85,3	26,3	78,1
Tenkodogo	901	254,72	31,9	599	183,9	22,7	66,5	59,9	100,8
Tougan	342	755	120,6	340	871,4	172,0	101,2	56,7	99,1
Yako	456	307,14	52,0	442	317,0	58,4	96,9	73,7	96,6
Ziniaré	550	212,5	59,4	491	187,1	64,8	89,3	70,1	99,6

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- Baisse de 20 jours de la durée moyenne de traitement des affaires civiles;
- Baisse de 5 mois de la durée moyenne de traitement des affaires commerciales.

Commentaire général

Selon les types de décisions rendues au cours de l'année 2016 par les TGI, sur les 10 818 décisions rendues sur le fond, 98,3% sont rendues contradictoirement, 0,9% par réputé contradictoire et 0,8% par défaut. La proportion des décisions rendues par défaut baisse d'année en année. Elle représentait respectivement 2,4% et 17,7% des décisions en 2015 et 2014.

Pour ce qui est de la nature des décisions rendues sur le fond, les décisions d'acceptation sont prédominantes depuis 2007. Elles représentent 94,2% de l'ensemble des décisions rendues sur le fond en 2016. Les décisions de rejet représentent 5,8%.

La durée de la procédure est le temps écoulé entre l'enrôlement de l'affaire et le rendu de la décision. La durée moyenne de traitements des affaires civiles est de 2 mois 7 jours en 2016 contre 2 mois 27 jours en 2015 et 3 mois 9 jours en 2014. En 2016, 64% des affaires civiles sont traitées en moins d'un mois. Cette proportion était de 27% en 2015. Seulement 4% des affaires sont traitées à plus d'un an contre 3% en 2015.

Quant aux affaires commerciales traitées dans les tribunaux de grande instance en 2016, elles présentent une durée moyenne de traitement de 6 mois 18 jours soit une baisse de 5 mois 2 jours par rapport à 2015. 64% des affaires commerciales sont traitées en moins de 6 mois en 2016 contre 44% en 2015.

Dans l'ensemble, la durée moyenne de traitement des affaires civiles et commerciales par les TGI en 2016 est de 2 mois 7 jours contre 2 mois 28 jours en 2015.

Notes méthodologiques :

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

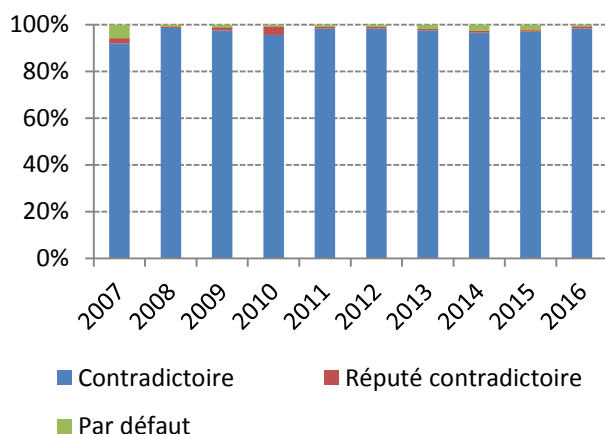
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, courrier arrivée, courrier départ, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Graphique 26 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type



Graphique 27 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature

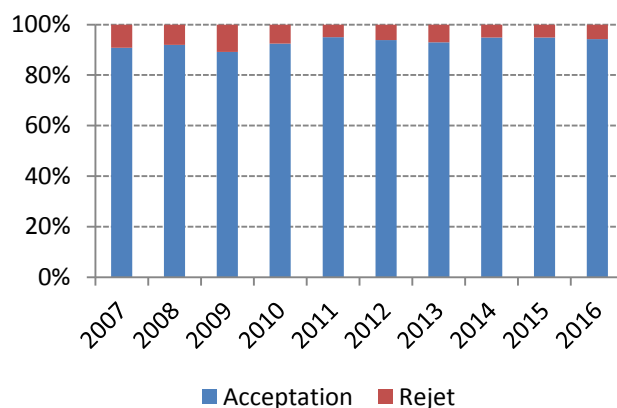
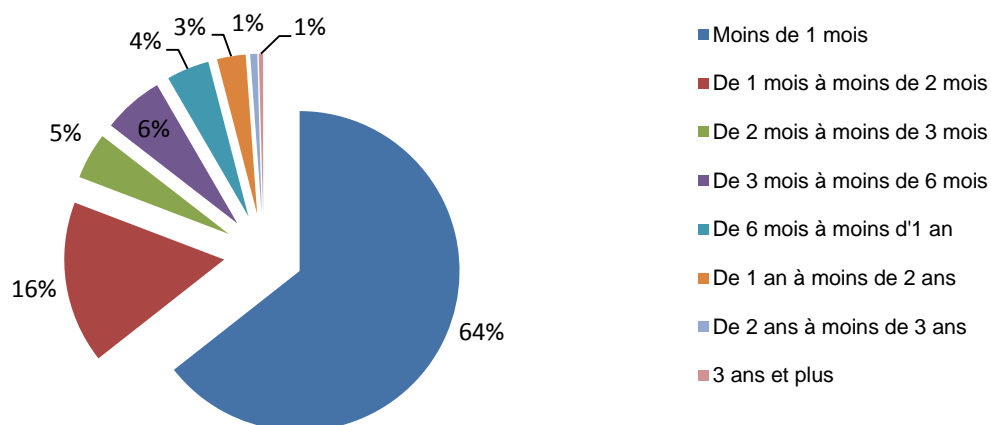


Tableau 17 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civile	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	6 826
	%	27	8	52	6	4	2	1	0	100
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
	%	64	16	5	6	4	3	1	0	100
Affaires commerciales	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	9
	%	0	0	22	22	11	33	11	0	100
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	12
	%	0	8	33	25	25	0	8	0	100
Ensemble	2015	1 833	524	3 533	436	280	163	39	27	6 835
	%	27	8	52	6	4	2	1	0	100
	2016	6 434	1 638	469	614	432	289	71	44	9 991
	%	64	16	5	6	4	3	1	0	100

Graphique 28 : Décisions rendues par les TGI en 2016 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure



Activités des parquets des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- 326 mineurs impliqués dans les affaires pénales ;
- Hausse des affaires classées sans suite.

Commentaire général

En 2016, les parquets des tribunaux de grande instance ont enregistré 9 121 affaires nouvelles. Ce chiffre a connu une augmentation de 5,2% par rapport à 2015 et de 9,9 % par rapport à 2007. Les parquets de Ziniaré, Koudougou, Tougan, et Bobo-Dioulasso ont connu la plus forte hausse des affaires nouvelles enregistrées avec respectivement, 83,2 %, 57,4 %, 51,7 %, et 51,3 %. Toutefois, on note de fortes baisses des affaires nouvelles aux parquets de Bogandé (-48 %), Diapaga (-40,9%) et Léo (-28,2 %).

Les crimes et délits contre les biens représentent 55,2% des affaires nouvelles des parquets. Ils ont légèrement baissé de 0,6% par rapport à 2015. C'est notamment dans les TGI de Bogandé (-73%) de Léo (-46,6%) et de Diapaga (-40,8%) que le nombre d'affaires pour crimes et délits contre les biens ont sensiblement baissé.

Quant aux orientations des affaires nouvelles dans les parquets, elles restent similaires aux années précédentes. En 2016, les affaires nouvelles des parquets ont été orientées à 73% vers les chambres correctionnelles, 10% vers les cabinets d'instruction et 17% ont été classées sans suite. Le nombre de classement sans suite s'est accru, passant de 1209 en 2015 à 1548 en 2016 ; le taux de variation étant évalué à 17%. Les affaires orientées vers les chambres correctionnelles sont composées de 53,5% de flagrant délit et de 19,7% de citation directe. Les affaires de flagrant délit en 2016 ont baissé de 7,9 points par rapport à 2015. En 2016, 326 mineurs ont été impliqués dans les affaires pénales. Par rapport à 2015 ce nombre a baissé de 8 unités soit une diminution de 2,3%.

Parmi les 326 mineurs impliqués dans les affaires pénales en 2016, 68,09% sont mis sous ordre de garde provisoire contre 80,8% en 2015.

Notes méthodologiques :

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

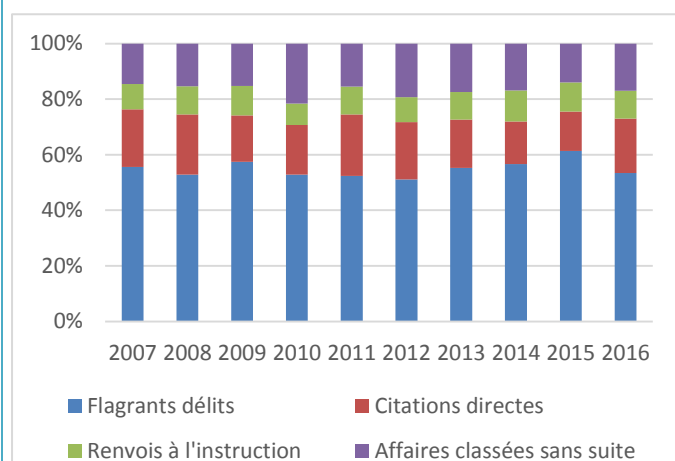
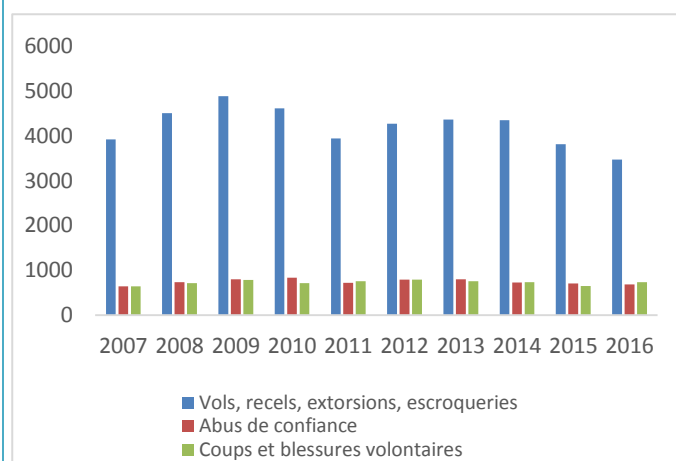
Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

Tableau 18: Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Orientations des affaires										
Chambre correctionnelle	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658
Saisines des juges d'instruction	755	968	1 112	822	875	914	992	1 076	908	915
Classements sans suite	1 210	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548
<i>Taux de classement sans suite</i>	14,6	15,4	15,3	21,6	15,5	19,3	17,5	16,9	13,9	17,0
Activités relatives aux mineurs										
Mineurs impliqués	365	558	503	331	325	384	366	394	334	326
Mineurs mis sous OGP	222	448	315	93	125	248	204	243	270	222

Graphique 29: Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI**Graphique 30: Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI****Tableau 19 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI**

	Ensemble des affaires				Crimes et délits contre les biens			Crimes et délits contre les particuliers		
	2016		Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en %	
	Nombre	%	2016/07	2016/15		2016	2007		2015	2016
Ensemble	9 121	100	10,0	5,2	5 036	1,5	-0,6	2 577	20,1	13,0
Banfora	514	5,6	45,2	-2,5	338	64,1	12,3	130	0,8	-22,6
Bobo-Dioulasso	1020	11,2	-4,9	51,3	606	-2,6	37,7	275	0,0	154,6
Bogandé	157	1,7	-19,1	-48,0	38	-67,5	-73,0	66	24,5	-50,7
Boromo	328	3,6	16,7	27,6	156	4,0	-7,1	96	11,6	84,6
Dédougou	335	3,7	10,9	3,4	156	-4,3	-12,8	109	18,5	14,7
Diapaga	117	1,3	-18,2	-40,9	61	5,2	-40,8	34	-29,2	-30,6
Diébougou	260	2,9	-	17,1	125	-	0,0	95	-	15,9
Djibo	253	2,8	-	14,0	124	-	18,1	99	-	-3,9
Dori	273	3,0	12,8	-5,2	152	23,6	-15,1	87	-3,3	4,8
Fada N'gourma	332	3,6	-8,8	-20,6	173	-14,8	-8,0	81	-27,0	-48,4
Gaoua	238	2,6	-45,2	-14,4	143	-34,4	-4,0	59	-57,2	-31,4
Kaya	233	2,6	-48,7	12,0	127	-50,4	-8,6	66	-42,6	69,2
Kongoussi	94	1,0	-49,5	-20,3	54	-48,1	-23,9	34	-44,3	13,3
Koudougou	732	8,0	61,9	57,4	442	57,3	42,6	217	80,8	164,6
Koupéla	4	0,0	-	-	0	-	-	4	-	-
Léo	181	2,0	-	-28,2	71	-	-46,6	73	-	-17,0
Manga	184	2,0	-45,2	-20,0	98	-59,2	-31,5	61	45,2	17,3
Nouna	162	1,8	-	21,8	90	-	52,5	43	-	2,4
Orodara	142	1,6	-	-11,3	68	-	-5,6	52	-	-14,8
Ouagadougou	2325	25,5	4,8	2,4	1343	-7,7	-3,0	542	16,6	14,3
Ouahigouya	274	3,0	23,4	-20,1	193	40,9	-11,9	60	15,4	-30,2
Tenkodogo	454	5,0	-23,8	11,0	215	-43,0	-10,0	152	-1,9	34,5
Tougan	132	1,4	-5,0	51,7	84	-16,0	47,4	36	20,0	89,5
Yako	137	1,5	-3,5	-9,3	77	28,3	-9,4	34	-32,0	3,0
Ziniaré	240	2,6	48,1	83,2	102	10,9	34,2	72	118,2	63,6

Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- prédominance des crimes et délits contre les biens ;
- prédominance des rectifications matérielles dans les affaires « civiles » des parquets.

Commentaire général

En 2016, 9 121 affaires nouvelles ont été enregistrées dans les parquets des tribunaux de grande instance. La répartition de ces affaires nouvelles par catégorie montre une prédominance des crimes et délits contre les biens (55,2%). Cette prédominance des infractions contre les biens est due principalement aux délits « vols, recels, extorsions et escroqueries » qui sont les plus fréquents et constituent près de 69% de cette catégorie d'affaires. Les crimes et délits contre les particuliers représentent 28,2% des affaires nouvelles des parquets en 2016. Il faut relever par ailleurs que 1,01% des affaires nouvelles sont des infractions en matière d'armes et munitions.

Dans les affaires où les mineurs sont impliqués, 83,4% sont des flagrants délits, 3,4 % des citations directes, 8 % des affaires criminelles et 5,2% des affaires classées sans suite. En 2016, les parquets des TGI ont enregistré 9 522 affaires nouvelles civiles contre 8 977 en 2015. Les activités civiles des parquets sont dominées dans l'ensemble par des actes relatifs aux rectifications matérielles. Elles sont au nombre de 5 273 et occupent 55,37% des affaires. Les actes relatifs à l'état des personnes représentent 38,6% des affaires nouvelles et restent dominés par les rectifications, modifications, ajouts de prénoms qui représentent 95,6%.

Par ailleurs, 9 196 conclusions ont été rendues en 2016 contre 9 051 en 2015, soit une hausse de 1,6 %. Les conclusions rendues concernent les rectifications matérielles pour un taux de 52,5 % et l'état des personnes pour un taux de 41,7 %.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

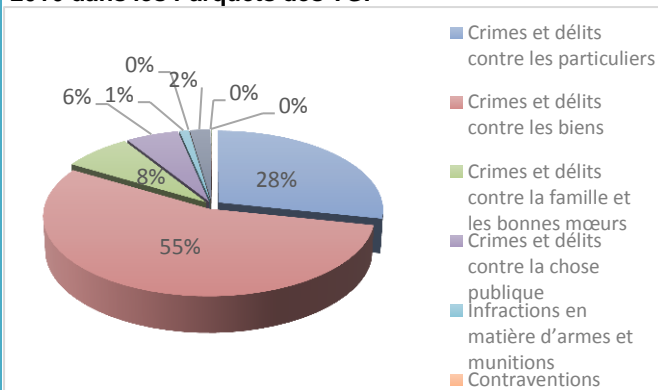
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques
Registre des parquets.

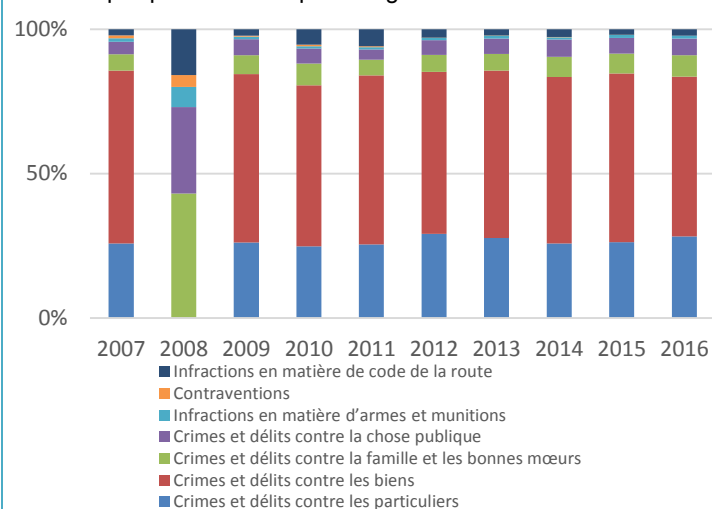
Tableau 20 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction

	Nombre		Variation en % /	
	2016	2015	2016	2015
Ensemble	9121	10,0	5,2	
Crimes et délits contre les particuliers	2577	20,1	13,0	
Crimes et délits contre les biens	5036	1,5	-0,6	
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	683	43,8	16,0	
Crimes et délits contre la chose publique	520	44,4	8,8	
Infractions en matière d'armes et munitions	93	-3,1	0,0	
Contraventions	0	-100,0	-100,0	
Infractions au code de la route	203	14,7	26,1	

Graphique 31: Répartition des affaires enregistrées en 2016 dans les Parquets des TGI



Graphique 32: Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction



Graphique 33: Evolution de la répartition des mineurs selon l'orientation des affaires dans lesquelles ils sont impliqués par les parquets des TGI

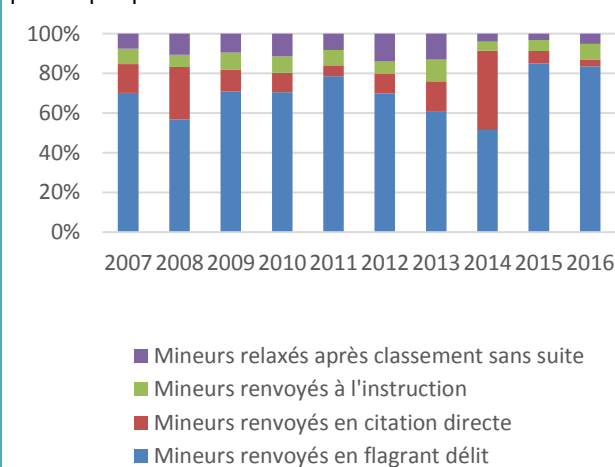
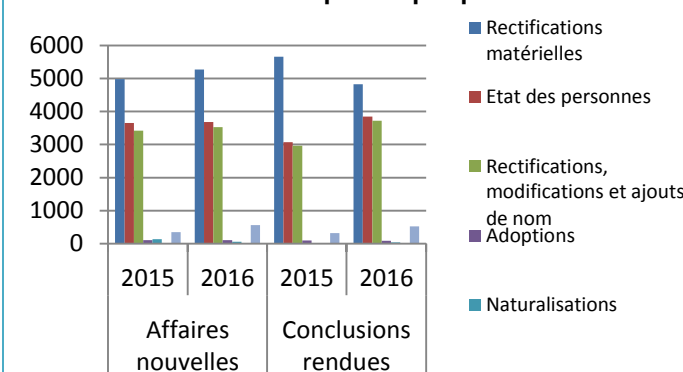


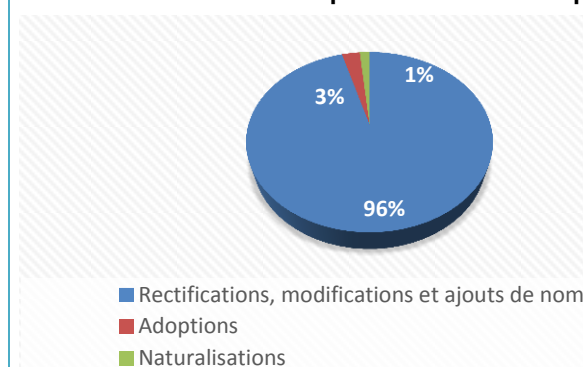
Tableau 21 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues		Conclusions/ Affaires nouvelles en %	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Ensemble	8 977	9522	9051	9196	100,8	96,6
Rectifications matérielles	4 976	5273	5657	4828	113,7	91,6
Etat des personnes	3 656	3683	3071	3841	84,0	104,3
Dont						
Rectification, modification et ajout de nom	3 421	3522	2964	3716	86,6	105,5
Adoption	102	104	98	88	96,1	84,6
Naturalisation	133	57	9	37	6,8	64,9
Procédures collectives	0	2	0	0	-	0
Autres	345	564	323	527	93,6	93,44

Graphique 34: Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI



Graphique 35: Répartition des affaires nouvelles en 2016 relatives à l'état des personnes dans les parquets



Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (1/2)

Point saillant :

- 1 décision correctionnelle sur 4 rendue à Ouagadougou;
- Baisse des jugements pour crimes et délits contre les particuliers à Fada de 68% et à Diapaga de 55% ;
- Baisse des jugements pour crimes et délits contre les biens à Bogandé de 59% et de 32% à Diapaga.

Commentaire général :

En 2016, les chambres correctionnelles des TGI ont rendu 5 681 décisions ; en hausse de 5,2% par rapport à 2015. Au cours de la dernière décennie, le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI s'est accru de 8,3%. Le plus grand nombre de décisions rendues au cours de la période a été enregistré en 2013. L'évolution du nombre de décisions rendues par les chambres correctionnelles varie selon les TGI. En 2016, la croissance des décisions rendues est remarquable dans les TGI de Dédougou où elle est de 46,1%, et de Nouna où elle est de 44%. Les décisions rendues par le TGI de Ouagadougou ont augmenté de 16% ; mais il a rendu le plus grand nombre de décisions en 2016. La proportion des jugements correctionnels rendus par ce tribunal est de 24,8%. Le TGI de Bobo-Dioulasso en a rendu 8,5% des décisions. Les TGI de Kongoussi, Diapaga, Koupéla, Nouna et Yako ont chacun rendu moins de 2% des décisions correctionnelles de 2016. Les plus fortes baisses de décisions rendues en 2016 par rapport à 2015 ont été observées dans les TGI de Diapaga (-36,8%) et de Manga (-36,2%).

Selon les infractions, les jugements rendus en matière de crimes et délits contre les biens représentent, 64,9% des infractions qui ont fait l'objet de jugement. Viennent ensuite les crimes et délits contre les particuliers (18,9%), les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs (9,1%), les crimes et délits contre la chose publique (4,3%). Les jugements rendus pour crimes et délits contre les biens au nombre de 3 685 en 2016 sont restés presque statiques par rapport à 2015 (0,7% d'augmentation). Les jugements rendus de cette catégorie d'infraction ont cependant augmenté de 67,3% à Dédougou et 54,2% à Nouna. Ils ont diminué de 59% à Bogandé et 31,5% à Diapaga. Quant aux jugements pour crimes et délits contre les particuliers, ils ont augmenté de 1,3% par rapport à 2015. Les augmentations les plus remarquables sont enregistrées à Boromo (186,7%), à Kongoussi (160%) et à Tougan (137,5%). Les plus fortes baisses sont enregistrées à Fada N'Gourma (-68%) et à Diapaga (-54,5%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

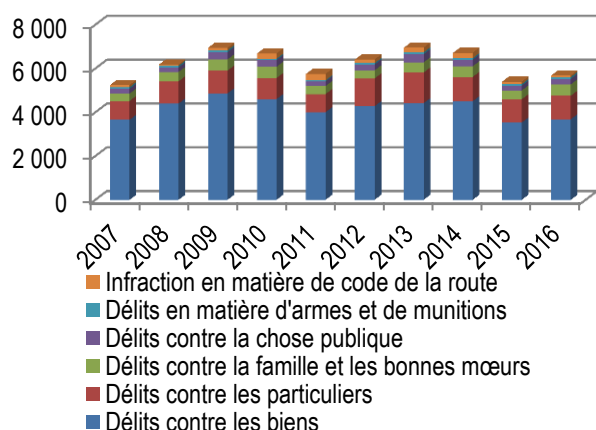
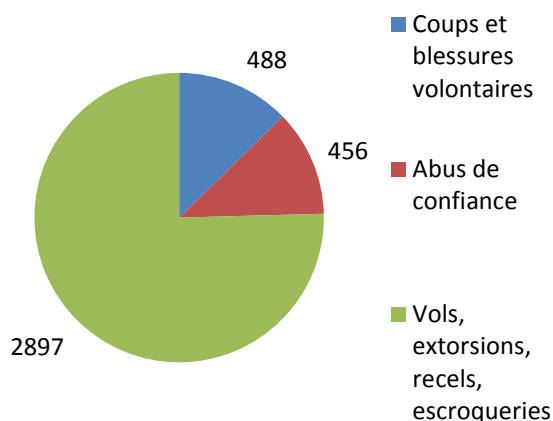
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels

Tableau 22 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble décisions rendues	5 247	6183	6954	6686	5755	6414	6959	6719	5401	5681
Délits contre les biens	3 659	4398	4868	4604	4002	4281	4415	4504	3533	3685
Délits contre les particuliers	858	1014	1038	963	829	1262	1404	1114	1059	1073
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	337	432	511	514	370	375	464	486	404	517
Délits contre la chose publique	214	201	327	300	208	264	370	298	216	245
Délits en matière d'armes et de munitions	80	79	89	69	54	66	90	74	77	89
Infraction en matière de code de la route	99	59	112	236	292	166	216	243	112	72
Ensemble décisions rédigées	3919	3958	4282	3150	3517	3445	3749	3130	3035	3089
%décisions rédigées	74,7	64,0	61,6	47,1	61,1	53,7	53,9	46,6	56,2	54,4

Graphique 36: Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits**Graphique 37: Poids des jugements des principaux délits****Tableau 23 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI**

	Ensemble des jugements rendus				Délits contre les biens			Délits contre les Particuliers		
	2016		Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	Nombre	%2016	2007	2015		2016	2007		2015	2016
Ensemble	5 681	100,0	8,3	5,2	3 685	0,7	4,3	1073	25,1	1,32
Banfora	301	5,3	6,0	16,7	189	1,6	18,9	68	0,0	17,2
Bobo-Dioulasso	485	8,5	-33,6	31,4	368	-24,7	38,9	57	-58,1	50,0
Bogandé	168	3,0	47,4	-31,7	62	-29,5	-58,9	57	307,1	-18,6
Boromo	269	4,7	25,7	41,6	137	-3,5	2,2	86	109,8	186,7
Dédougou	222	3,9	6,7	46,1	174	27,9	67,3	29	-38,3	-9,4
Diapaga	98	1,7	30,7	-36,8	61	64,9	-31,5	20	-13,0	-54,5
Diébougou	201	3,5	-	30,5	104	-	-1,9	51	-	59,4
Djibo	148	2,6	-	28,7	96	-	29,7	40	-	29,0
Dori	185	3,3	28,5	-17,4	116	23,4	-7,2	49	25,6	-19,7
Fada N'gourma	185	3,3	-21,9	-19,9	125	-17,2	8,7	24	-52,9	-68,0
Gaoua	177	3,1	-34,0	-2,7	118	-28,5	-0,8	36	-30,8	-16,3
Kaya	151	2,7	-43,9	-7,4	97	-48,9	-16,4	20	-50,0	-20,0
Kongoussi	90	1,6	-37,5	40,6	57	-43,6	21,3	26	-33,3	160,0
Koudougou	278	4,9	-7,6	1,1	190	-11,2	6,7	52	-1,9	10,6
Koupéla	0	0,0	-	-	0	-	-	0	-	-
Léo	151	2,7	-	-6,2	71	-	-36,6	48	-	41,2
Manga	127	2,2	-49,8	-36,2	72	-62,9	-37,9	25	56,3	-51,0
Nouna	108	1,9	-	44,0	74	-	54,2	23	-	109,1
Orodara	99	1,7	-	7,6	47	-	-4,1	36	-	20,0
Ouagadougou	1 407	24,8	-	16,3	994	24,1	17,8	153	53,0	-8,9
Ouahigouya	224	3,9	25,8	6,7	157	24,6	18,0	43	34,4	13,2
Tenkodogo	235	4,1	-48,1	-30,3	142	-58,6	-36,6	43	-27,1	-38,6
Tougan	105	1,8	-16,7	40,0	79	-16,0	38,6	19	26,7	137,5
Yako	90	1,6	16,9	-1,1	49	0,0	-19,7	21	10,5	110,0
Ziniaré	177	3,1	132,9	2,3	106	79,7	-0,9	47	235,7	9,3

Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- Allongement de la durée moyenne de traitement des affaires de flagrant délit de 1 mois 7 jours ;
- Allongement de la durée moyenne de traitement des affaires de citation directe de 1 mois 24 jours.

Commentaire général

Les jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance en 2016 sont au nombre de 5 681 contre 5 401 à 2015. Parmi ces décisions, celles rendues en matière de flagrant délit représentent 82,3% des décisions contre 86,4% en 2015. Les décisions rendues en matière de citation directe quant à elles représentent 17,7% des décisions correctionnelles rendues en 2016.

En ce qui concerne les jugements par type, ils présentent la même structure que les années antérieures. En effet tout comme en 2015, les jugements rendus contradictoirement en 2016 représentent 96% de l'ensemble des décisions rendues. Quant aux jugements rendus par défaut, ils représentent 3,6% de l'ensemble des décisions rendues.

En 2016, le temps moyen de traitement des affaires de flagrant délit est de 3 mois 6 jours. Ce temps moyen s'est rallongé de 1 mois 7 jours par rapport à 2015. Il faut noter tout de même que 27,5% de ces affaires sont traitées en moins d'1 mois contre 44,7% en 2015. Les décisions rendues à plus de 6 mois représentent 11,4% de l'ensemble. Quant aux citations directes leur durée moyenne de traitement s'est également rallongée par rapport à 2015. Elle est passée de 11 mois 5 jours en 2015 à 12 mois 29 jours. De ces affaires, 34,9% ont été traitées en moins de 3 mois et 31,5% en 1 an et plus.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

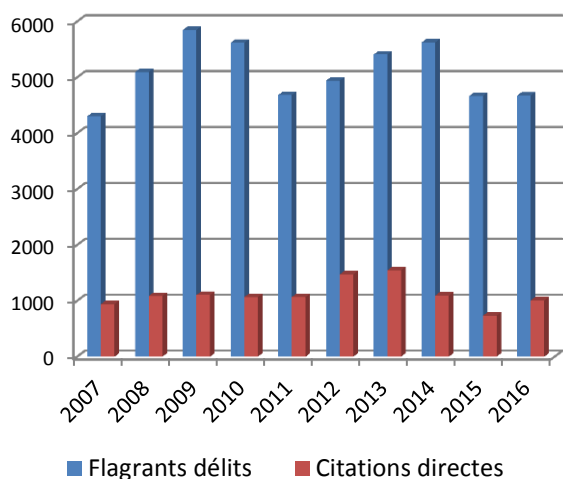
Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Graphique 38 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure



Graphique 39 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type

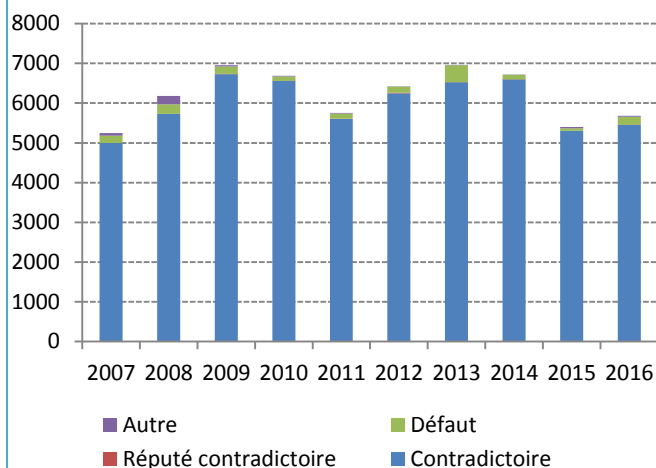


Tableau 24 : Proportion des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en pourcentage selon la durée de la procédure

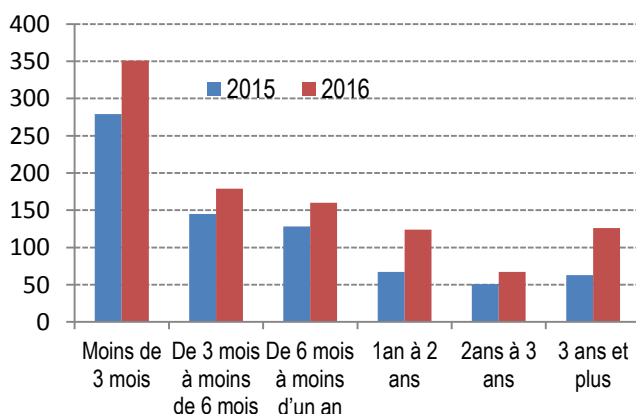
Flagrants délits	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2014	21,8	32,0	37,0	5,7	1,4	2,0	100,0
2015	21,2	23,5	42,6	9,3	2,2	1,3	100,0
2016	12,3	15,2	35,9	25,2	9,7	1,7	100,0

Citations directes	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an-2 ans	2 ans-3 ans	3 ans et plus	Total
2014	33,9	20,8	17,9	12,2	6,0	9,0	100,0
2015	38,1	19,8	17,5	9,1	7,0	8,6	100,0
2016	34,9	17,8	15,9	12,3	6,7	12,5	100,0

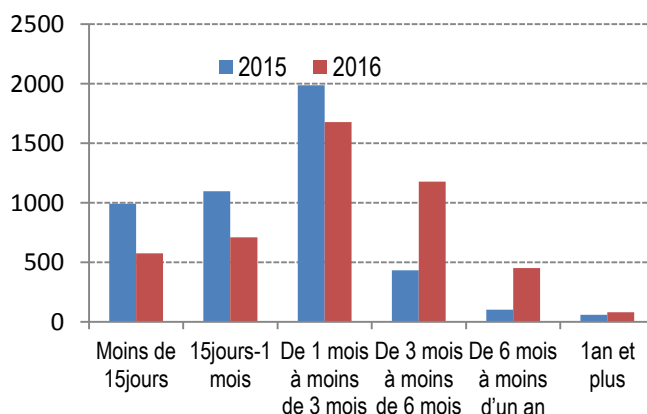
Tableau 25 : Durées moyennes des décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI

Flagrants délits			Citations directes		
2014	2015	2016	2014	2015	2016
1 mois 25 jrs	1 mois 29 jrs	3 mois 6 jrs	11 mois 17 jrs	11 mois 5 jrs	12 mois 29 jrs

Graphique 40 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure



Graphique 41 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure



Points saillants :

- baisse du nombre d'affaires nouvelles depuis 2015 ;
- 417 affaires terminées en 2016 contre 363 en 2015 ;
- 47,7 affaires clôturées pour 100 affaires nouvelles en 2016.

Commentaire général

Le nombre d'affaires nouvellement enregistrées dans les cabinets d'instruction continue de décroître en 2016. En effet, ce nombre connaît respectivement une baisse de 6,5% par rapport à 2015 et de 12,6% par rapport à 2007. La répartition des affaires nouvelles selon la nature des infractions présente la même structure que les années précédentes c'est-à-dire une nette domination des affaires criminelles (72,3%) sur les affaires correctionnelles (27,7%).

Au nombre de 363 en 2015, le nombre d'affaires terminées est de 417 en 2016. Ce nombre connaît une augmentation de 14,9% par rapport à 2015. Contrairement à 2015 où la hausse s'était plus constatée au niveau des affaires criminelles (35,1%), en 2016, ce sont les affaires correctionnelles qui ont augmenté de 86,4%. Cela peut s'expliquer en partie par la correctionnalisation de certaines infractions comme le viol. Il faut noter également que les TGI de Banfora, Diapaga, Koupéla et Manga n'ont clôturé aucune affaire en 2016. Toutefois, il y a lieu de souligner que le TGI de Koupéla a été ouvert en novembre 2016.

Le ratio affaires terminées sur affaires nouvelles au niveau national est de 47,7% en 2016 contre 38,8% en 2015 soit une augmentation de 22,9%. D'une juridiction à une autre, il existe beaucoup de disparités. Les ratios affaires terminées / affaires nouvelles les plus élevés ont été enregistrés dans les cabinets d'instruction de Boromo, Gaoua, Kaya, Nouna, Bogandé avec respectivement 250%, 169,2%, 120%, 120% et 107,1%. Cependant, il faut relever que dans ces cabinets le nombre des affaires nouvelles est faible.

Le nombre d'affaires en cours d'instruction en 2016 est de 9 172 contre 8 885 en 2015 soit une augmentation de 3,2%. Cela signifie que les cabinets d'instruction ont reçu plus d'affaires qu'ils en ont clôturées. La plus grande augmentation est constatée à Bobo-Dioulasso et est de l'ordre de 115,6%. Les affaires criminelles représentent 72,8% et les affaires correctionnelles 27,2%. Certains cabinets d'instruction ont par ailleurs connu une baisse du nombre d'affaires en cours. Les plus remarquables sont Diébougou (26,6%), Boromo (19,6%) et Dori (12,1%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

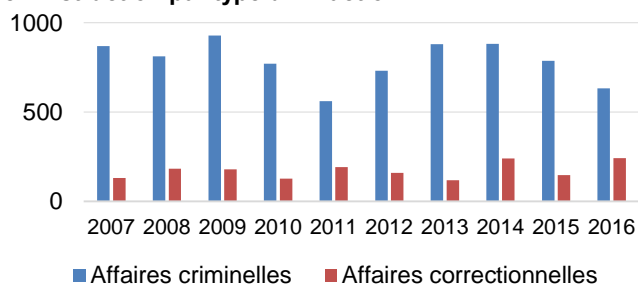
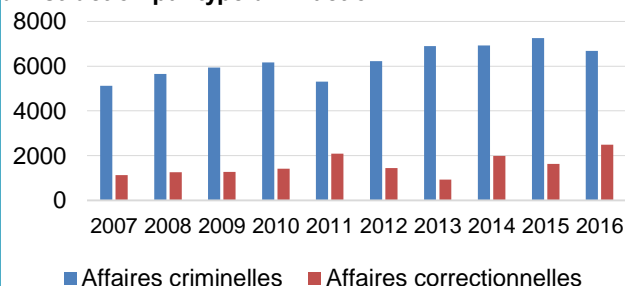
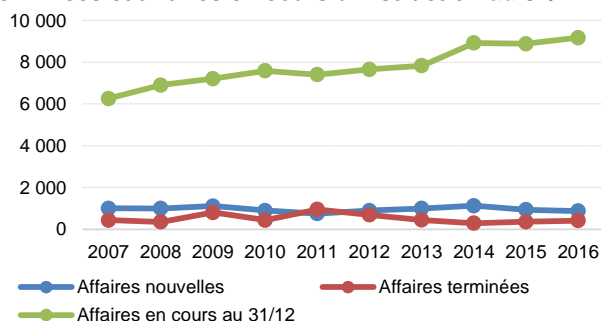
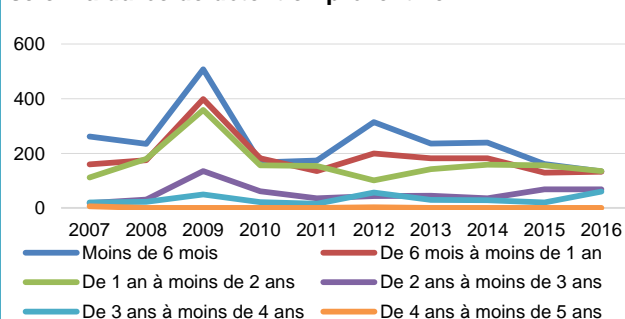
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2016

Tableau 26 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875
Affaires terminées	438	355	801	438	947	690	442	291	363	417
Affaires en cours au 31/12	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9172

Graphique 42 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction**Graphique 43 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction****Graphique 44 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12****Graphique 45 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive****Tableau 27 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio *Affaires terminées / Affaires nouvelles* et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI**

	Affaires nouvelles			Affaires terminées/ Affaires nouvelles			Affaires en cours			Inculpés détenus plus de 12 mois	
	Nombre	Variation en %/		En %			Nombre	Variation en %/		Nombre	%
		2016	2007	2015	2007	2015	2016	2007	2015		
Ensemble	875	-12,6	-6,5	43,8	38,8	47,7	9172	46,5	3,2	263	49,6
Banfora	23	-50,0	-57,4	695,7	0,0	0,0	401	108,9	-5,4	10	62,5
Bobo-Dioulasso	91	8,3	46,8	140,5	6,5	11,0	235	-68,2	115,6	12	27,9
Bogandé	28	-24,3	-50,0	0,0	1,8	107,1	323	325,0	-0,3	4	57,1
Boromo	18	-73,9	-37,9	0,0	55,2	250,0	90	-33,8	-19,6	5	62,5
Dédougou	39	18,2	69,6	0,0	30,4	10,3	347	0,3	7,4	18	72,0
Diapaga	28	180,0	12,0	0,0	0,0	0,0	226	1406,7	35,3	0	0,0
Diébougou	22	-	-21,4	-	14,3	54,5	124	-	-26,6	3	60,0
Djibo	44	-	109,5	-	0,0	86,4	148	-	8,8	8	32,0
Dori	19	-32,1	11,8	146,4	82,4	68,4	297	38,8	-12,1	10	45,5
Fada N'gourma	43	-8,5	-21,8	85,1	1,8	11,6	783	78,8	5,2	13	26,5
Gaoua	13	-66,7	-56,7	35,9	120,0	169,2	354	-13,2	1,4	9	52,9
Kaya	10	-79,6	-56,5	6,1	8,7	120,0	385	32,8	1,9	11	55,0
Kongoussi	11	-54,2	175,0	258,3	275,0	81,8	72	-51,4	0,0	8	88,9
Koudougou	34	6,3	9,7	0,0	80,6	67,6	260	179,6	3,2	8	42,1
Koupéla	1-	-	-	-	-	0,0	1-	-	-	0	-
Léo	31	-	40,9	-	13,6	3,2	200	-	22,0	11	40,7
Manga	20	-39,4	-4,8	48,5	14,3	0,0	299	288,3	12,0	38	82,6
Nouna	5-	-	-50,0-	-	50,0	120,0	67-	-	3,1	1	100,0
Orodara	19-	-	-20,8-	-	0,0	0,0	112-	-	17,9	12	85,7
Ouagadougou	253	-23,8	-12,8	13,3	55,5	50,2	2914	36,9	-4,4	39	48,1
Ouahigouya	20	-23,1	81,8	19,2	118,2	15,0	143	-10,6	13,5	6	60,0
Tenkodogo	38	-39,7	-30,9	41,3	76,4	84,2	1079	61,3	14,2	30	50,8
Tougan	19	35,7	111,1	0,0	44,4	21,1	71	-2,7	16,4	2	25,0
Yako	11	-47,6	37,5	-	112,5	81,8	51	96,2	-1,9	4	33,3
Ziniaré	35	150,0	25,0	0,0	7,1	34,3	190	442,9	15,2	1	20,0

Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- allongement de la durée de traitement des affaires en instruction ;
- 12% d'affaires contre X dans les cabinets d'instruction

Commentaire général

Le nombre des affaires contre X en 2016 est de 1121, soit 12,2% de l'ensemble des affaires en cours dans les cabinets d'instruction. Ce nombre a augmenté car il était à 1087 en 2015. La répartition de ces affaires selon la durée de la procédure montre 53,9% d'affaires de plus de 5 ans contre 50,9% en 2015. Ces affaires contre X qui sont toujours en cours traitement sont d'une durée moyenne de 4 ans. Une affaire contre X sur deux est en instruction depuis au moins 5 ans. On note également que parmi les affaires enregistrées au cours de l'année 2016, 15,8% sont des affaires contre X.

La durée moyenne des affaires clôturées en 2016 est de 3 ans 8 mois soit 3 mois de moins que l'année dernière. En outre, 37,4% des affaires ont connu une durée de traitement de plus de 5 ans contre 49,6% en 2015.

Quant à la durée moyenne des affaires en cours d'instruction, elle est de 4 ans 1 mois contre 4 ans 2015. Elle connaît une augmentation après être resté sensiblement stable depuis 2013. Une grande part des affaires en cours d'instruction ont plus de 5 ans (55,9% de toutes les affaires en instruction).

Au cours de l'année 2016, 530 inculpés ont bénéficié de liberté provisoire contre 534 en 2015. Selon la durée de détention préventive, 50,4% de ces inculpés ont été mis en liberté en moins d'un an tandis que 24,1% l'ont été 2 ans après.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

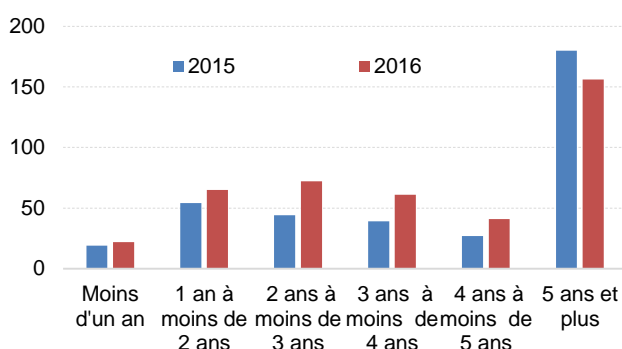
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2016.

Tableau 28 : Affaires terminées, affaires en cours au 31 décembre et affaires contre X en cours au 31 décembre selon la durée de procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2015	19	54	44	39	27	180	363
	2016	22	65	72	61	41	156	417
Affaires en cours	2015	931	1008	807	647	553	4939	8885
	2016	858	899	950	716	624	5125	9172
Affaires contre X en cours	2015	107	131	87	81	81	600	1 097
	2016	138	95	115	79	90	604	1121

NB : le nombre d'affaires contre X est pris en compte dans les affaires en cours (X = personne inconnue)

Graphique 46 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction



Graphique 47 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction

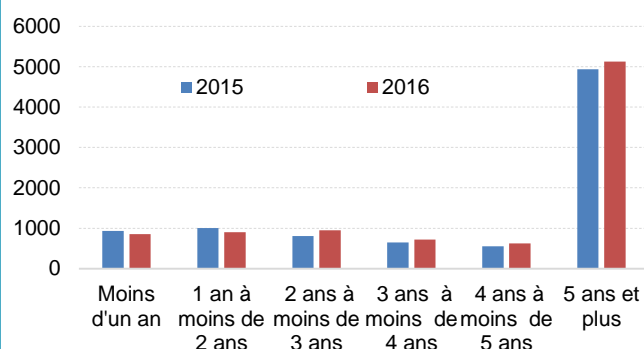


Tableau 29 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	580	642	1449	587	515	717	635	643	534	530
Moins de 6 mois	262	234	507	167	174	314	236	239	161	134
De 6 mois à moins de 1 an	160	175	399	182	135	199	182	182	129	133
De 1 an à moins de 2 ans	112	179	359	156	154	101	142	159	156	135
De 2 ans à moins de 3 ans	18	31	135	61	36	44	45	35	68	68
De 3 ans à moins de 4 ans	20	23	49	21	16	56	30	28	20	60
De 4 ans à moins de 5 ans	6	0	0	0	0	3	0	0	0	0
5 ans et plus	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Un tiers des certificats de nationalité délivrés à Ouagadougou en 2016;
- Hausse du nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire délivrés en 2016.
- Augmentation au double du nombre de RCCM délivrés en 2016.

Commentaire général

L'ensemble des actes délivrés par les greffes des tribunaux de grande instance est de 405 032 en 2016 soit une augmentation de 27,7% par rapport à 2015. Comparativement à 2007, le volume de l'ensemble des actes de greffe délivrés a plus que doublé, soit une augmentation de 133%.

Pour les bulletins n°3 de casier judiciaire, 237 551 ont été délivrés en 2016 au niveau national. Ce nombre a augmenté de 33% par rapport à 2015 et de 134,9% par rapport à 2007. La hausse est plus accrue au TGI de Bobo-Dioulasso et de Tougan où elle atteint respectivement 82,9% et 80% en 2016. Cependant, le tribunal de grande instance de Boromo, a enregistré une forte baisse de -38,6 % du nombre de casiers judiciaires par rapport à 2015.

Les certificats de nationalité des personnes physiques constituent après les bulletins de casiers judiciaires, le deuxième type d'actes le plus délivré par les greffes des TGI. En 2016, ils représentent 31,2 % de l'ensemble des actes délivrés par les greffes des TGI, soit 126 587. Le nombre de certificats de nationalité délivrés connaît une croissance au fil des années. Cette évolution diffère d'un TGI à un autre. Une baisse du nombre de certificats de nationalité est constatée au niveau des TGI de Boromo (-46,6%) et de Banfora (-11,4%) contre une hausse relevée aux TGI de Ouagadougou (27,7%) et de Bobo-Dioulasso (55,1%) en 2016. Le TGI de Koupéla a délivré 195 certificats de nationalité en 2016. Cette faible performance est due à l'ouverture récente de cette juridiction le 11 novembre 2016.

Les immatriculations au RCCM (4320) ont augmenté presque au double en 2016 soit un taux de 95,4%. Les personnes physiques représentent 80,7% de l'ensemble des immatriculations au RCCM et les personnes morales 12,5%.

Notes méthodologiques :

Les juridictions présentant des valeurs nulles n'étaient pas fonctionnelles à la période concernée.

Médiane : la médiane est la valeur qui sépare en deux une série de données rangée par ordre croissant ou décroissant. Les juridictions non fonctionnelles n'ont pas été prises en compte lors du calcul.

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des immatriculations au RCCM par type de personne : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

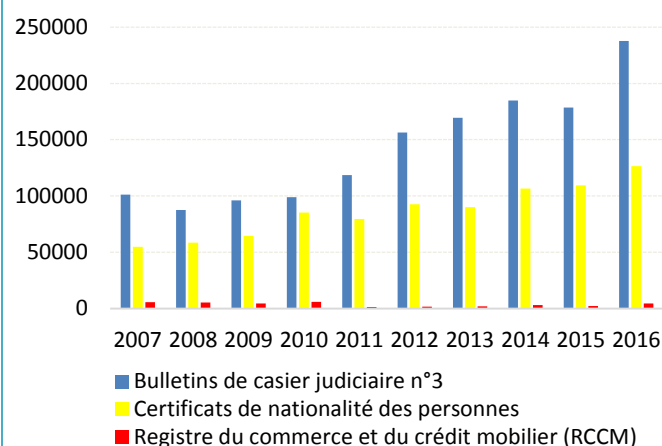
Sources statistiques

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Tableau 30 : Bulletins n°3 de casier judiciaire et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bulletins de casier judiciaire n°3	101140	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237551
Certificats de nationalité des personnes	54 797	59 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126587
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dont Immatriculation	5 784	5 300	4 526	6 118	1 432	1 651	2 104	3 204	2 368	4629
Personnes physiques	3 724	3 455	3 598	3 942	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965	3739
Personnes morales	677	763	811	1 078	96	53	70	97	112	581
Cession volontaire de salaires	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31917

Graphique 48 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI



Graphique 49 : Répartition des principaux actes de greffe des TGI en 2016 selon leur nature

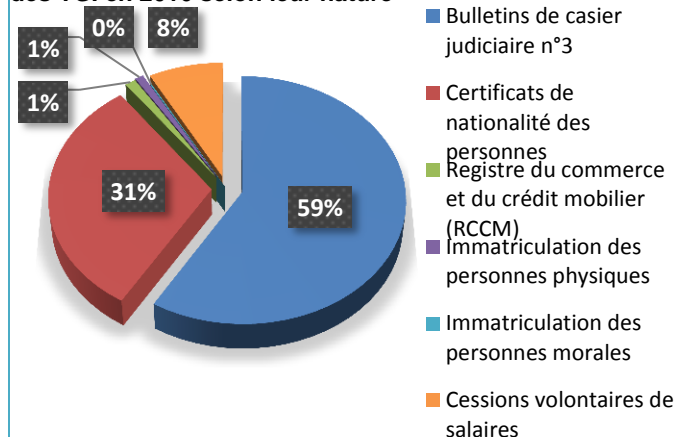


Tableau 31 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI

	Bulletins de casier judiciaire			Certificats de nationalité			Immatriculations au RCCM		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	2016	2007	2015	2016	2007	2015	2016	2007	2015
Ensemble	237 551	134,9	33,0	126 587	131,0	15,6	4 320	-1,8	108,0
Banfora	6 369	100,6	16,7	4 197	127,7	-11,4	244	248,6	46,1
Bobo-Dioulasso	29 935	79,1	82,9	17 205	71,1	55,1	-	-	-
Bogandé	2 500	179,3	10,8	1 110	232,3	9,9	123	434,8	127,8
Boromo	2 543	64,8	-38,6	2 458	342,9	-46,6	119	164,4	16,7
Dédougou	7 504	194,4	37,1	3 097	126,1	28,9	185	242,6	51,6
Diapaga	2 353	133,7	29,4	732	91,6	-9,9	35	59,1	-
Diébougou	3 709	-	26,9	1 456	-	9,0	119	-	170,5
Djibo	2 239	-	44,6	962	-	18,0	91	-	160,0
Dori	3 800	228,4	57,2	1 626	133,0	21,4	172	2 357,1	49,6
Fada N'gourma	5 333	97,4	12,7	3 826	202,7	14,5	99	70,7	-22,0
Gaoua	3 904	37,9	48,6	1 609	73,8	3,8	169	302,4	52,3
Kaya	8 153	149,2	46,0	4 556	268,6	41,7	265	341,7	143,1
Kongoussi	3 247	117,6	38,7	1 540	127,1	10,7	152	406,7	162,1
Koudougou	19 017	173,5	18,2	7 798	106,5	11,7	877	469,5	296,8
Koupéla	338	-	-	195	-	-	0	-	-
Léo	3 756	-	43,6	1 530	-	4,2	118	-	168,2
Manga	4 523	119,4	-0,2	6 620	600,5	10,6	193	348,8	112,1
Nouna	3 120	-	52,5	1 574	-	-0,1	34	-	142,9
Orodara	3 587	-	37,7	1 269	-	-8,2	86	-	132,4
Ouagadougou	70 300	124,8	31,0	40 757	106,5	27,7	-	-	-
Ouahigouya	13 897	138,1	34,2	5 473	143,1	-10,7	467	222,1	112,3
Tenkodogo	18 462	73,6	17,4	8 818	43,3	-5,2	496	168,1	112,0
Tougan	6 214	122,3	80,0	2 504	208,4	37,2	88	340,0	83,3
Yako	6 924	268,1	65,3	2 485	241,3	28,6	31	-3,1	19,2
Ziniaré	5 824	146,3	2,4	3 190	203,2	-4,5	157	98,7	60,2
Médiane*	4 523	124,8	35,7	2 485	133,0	10,3	123	248,6	112,1

NB : les immatriculations au RCCM sont désormais traitées au niveau des tribunaux de commerce

III.4. Tribunaux d'instance

Points saillants :

- Taux de rédaction des affaires de simple police de 43% ;
- allongement de la durée de traitement des affaires commerciales.

Commentaire général

Les tribunaux d'instance ont enregistré 403 affaires nouvelles (hors contraventions), chiffre légèrement en baisse par rapport à 2015 où ils enregistraient 405 affaires nouvelles. Selon l'origine de la saisine, on note 4 affaires en provenance des tribunaux départementaux ou d'arrondissements soit 1% des affaires nouvelles. La quasi-totalité (99%) des affaires nouvelles des tribunaux d'instance sont des saisines directes.

Selon la nature des affaires nouvelles, 55% sont des affaires civiles, 23% des injonctions de payer, 12% des contraventions pénales. Les deux tribunaux d'instance ont connu en 2016, 23 affaires commerciales dont 60,9% à Bobo-Dioulasso et 39,1 à Ouagadougou. Les affaires nouvelles civiles et commerciales au nombre de 265 ont enregistré une hausse de 38% par rapport à 2015. Le TI de Bobo-Dioulasso (72 affaires nouvelles civiles et commerciales) a eu la plus forte croissance par rapport à 2015 ; 125% contre 20,6% de croissance constatée au TI de Ouagadougou.

Sans les radiations, les injonctions de payer et les conciliations, les tribunaux d'instance ont rendu 223 décisions en 2016. Par rapport à l'année 2015, le nombre de décisions rendues a presque doublé (99% de variation). Le tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso qui n'avait rendu que 7 décisions en 2015, a rendu 76 en 2016, soit un taux de croissance de 986%. Celui de Ouagadougou a connu un accroissement de ses décisions rendues soit 40% par rapport à 2015. Parmi les décisions rendues, 203 sont rendues sur le fond contre 90 en 2015.

Les décisions civiles et commerciales rendues par les TI se chiffrent au total à 348 en 2016. Parmi ces décisions civiles et commerciales, 233 ont été rédigées contre 129 en 2015 soit un taux de rédaction respectif de 67% contre 89,6%.

Le délai moyen pour rendre une décision commerciale s'est allongé de 7 jours par rapport à 2015 passant ainsi de 2 mois 23 jours à 3 mois 1 jour. Quant aux décisions civiles, le temps moyen mis pour les rendre est de 3 mois 6 jours ; alors qu'il était de 3 mois 11 jours en 2015.

Le nombre de décisions rendues par magistrat est de 37,2 en 2016 contre 18,7 en 2015. Au tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso, 38 décisions en moyenne sont rendues par magistrat en 2016 tandis que l'on note à Ouagadougou 36,8.

En 2016, 90 décisions de simple police ont été rendues. La proportion des décisions de simple police rendues par rapport aux affaires nouvelles (51) est de 176,5% en 2016 contre 64,7% en 2015. 39 décisions de simple police ont été rédigées en 2016 soit un taux de rédaction de 43,3% contre 90,9% en 2015

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

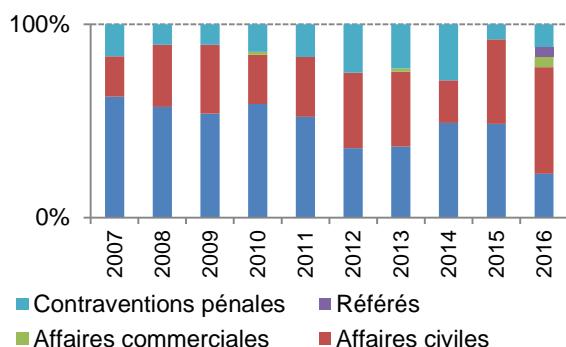
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et

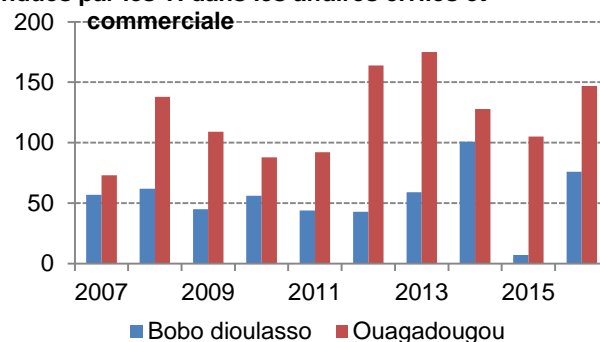
Tableau 32 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus (hors radiation et conciliation) par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance

	Affaires nouvelles civiles et commerciales			Décisions rendues			Nombre de jugements rendus / magistrat		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /				
	2016	2007	2015	2016	2007	2015	2007	2015	2016
Ensemble	265	107,0	38,0	223	71,5	99,1	26,0	18,7	37,2
Bobo-Dioulasso	72	22,0	125,0	76	33,3	985,7	28,5	3,5	38
Ouagadougou	193	179,7	20,6	147	101,4	40,0	24,3	26,3	36,8

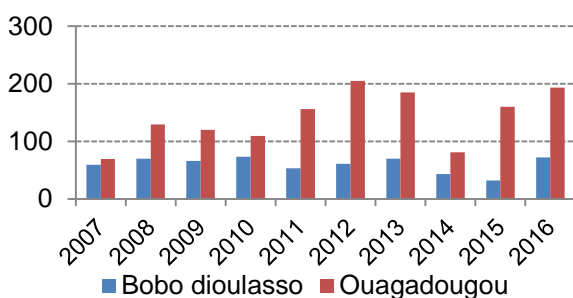
Graphique 50 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TI selon leur nature



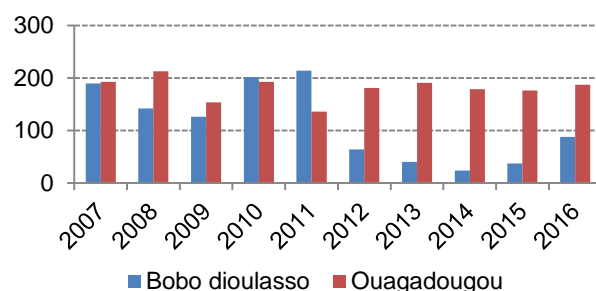
Graphique 51 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciale



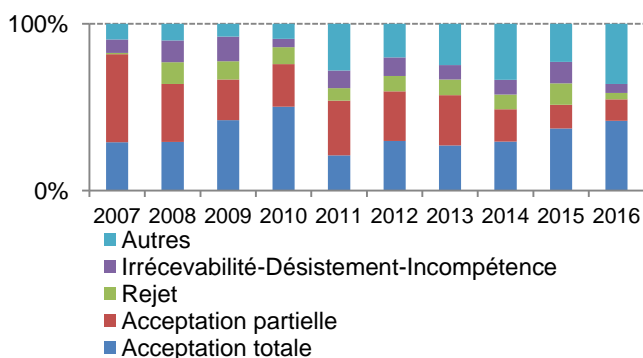
Graphique 52 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI



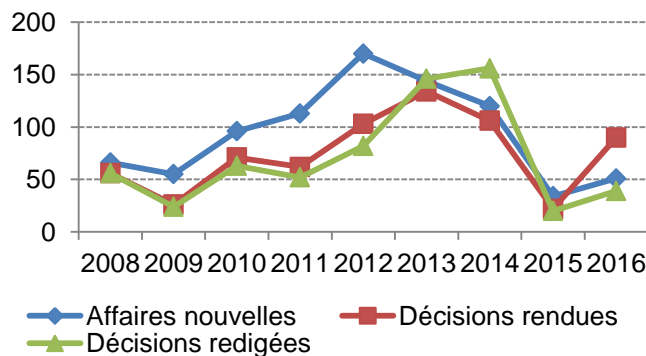
Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI



Graphique 54 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature



Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police par TI



	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	511*	554*	466*	577*	559*	511*	486*	303*	405	403
Décisions rendues	139*	213*	160*	158*	189*	259*	311*	343*	144	348
Décisions rendues/Affaires nouvelles (%)	27,2	38,4	34	27,4	33,8	50,7	64	113,2	35,6	86,4
Proportion des décisions rédigées (%)	88,5	93	148,8	229,1	59,8	62,9	58,5	93	89,6	67,0
Temps moyen mis pour rendre une décision civile	-	-	-	-	2 mois 9jrs	2mois 3jrs	2mois 11jrs	2 mois 10 jrs	3 mois 11 jrs	3 mois 6 jrs
Temps moyen mis pour rendre une décision commerciale	-	-	-	-	2 mois 16jrs	2mois 2jrs	3mois 22jrs	2 mois	2 mois 23jrs	3 mois 1 jr

*sans les contraventions

III.5. Tribunaux de commerce

Points saillants :

- Taux de rédaction des décisions de 100% ;
- temps moyen de traitement d'une affaire commerciale de 6 mois 27 jours.

Commentaire général

L'ouverture de tribunaux de commerce (TC) a permis d'assainir le climat des affaires au Burkina Faso. Depuis leur ouverture le nombre d'affaires nouvelles augmente d'année en année. En 2016, ce nombre est de 956 y compris les référés. Il a augmenté de 12,7% par rapport à l'année antérieure et de 62% par rapport à 2012. Les affaires en référé au nombre de 488 constituent plus de la moitié des affaires nouvelles reçues par les tribunaux de commerce soit 51%. Sur les 468 affaires nouvelles commerciales enregistrées en 2016, 21% sont reçues par le TC de Bobo-Dioulasso contre 79% par celui de Ouagadougou.

En 2016, 916 décisions ont été rendues dont 472 référés. Comme les affaires nouvellement enregistrées, les décisions rendues connaissent aussi une augmentation au fil des années. Par rapport à 2015, les décisions rendues par les deux tribunaux de commerce ont augmenté de 203 unités dont 131 référés. Les décisions rendues en 2016 sans les référés au nombre de 444 ont augmenté de 72 unités par rapport à 2015. Le TC de Bobo-Dioulasso a rendu 23% des décisions de 2016. Selon le type de décision, 92% sont contradictoires et 3% par défaut. Selon la nature de la décision, 63,5% sont des décisions d'acceptation 18,7% de rejet, et 17,8% d'autres décisions (incompétence, irrecevabilité, désistement et jugement avant dire droit).

Quant aux décisions rédigées, elles sont au nombre 919 en 2016 dont 477 référés et 442 décisions commerciales. Par rapport à 2015 le nombre de décisions s'est accru de 19%. Le taux de rédaction des décisions est de 100,3% contre 87% en 2015. Le TC de Bobo-Dioulasso a un taux de rédaction des décisions de 98,6% et celui de Ouagadougou de 100,8%.

La durée moyenne de traitement des affaires dans les tribunaux de commerce est de 6 mois 27 jours en 2016 contre 7 mois 3 jours en 2015 et 8 mois 2 jours en 2012. Cependant, sur les 102 décisions de 2016, 63 ont été rendues en moins de 3 mois et 27 entre 3 mois et 6 mois. Seulement, 2 décisions ont été rendues en plus d'une année par le TC de Bobo-Dioulasso. Celui de Ouagadougou a rendu 73 de ses 343 décisions en moins de 3 mois et 216 décisions entre 3 mois à une année.

Les actes établis dans ces tribunaux en 2016 se répartissent comme suit: 9 221 immatriculations au RCCM contre 6 137 en 2015, 1 552 modifications au RCCM contre 1 286 en 2015 ; 204 radiations contre 155 en 2015 ; 288 suretés mobilières en 2016 comme en 2015.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

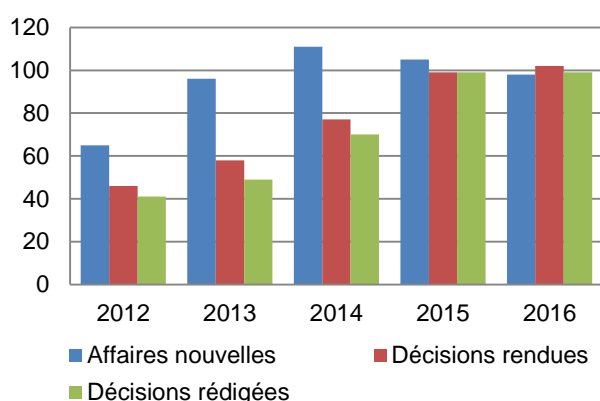
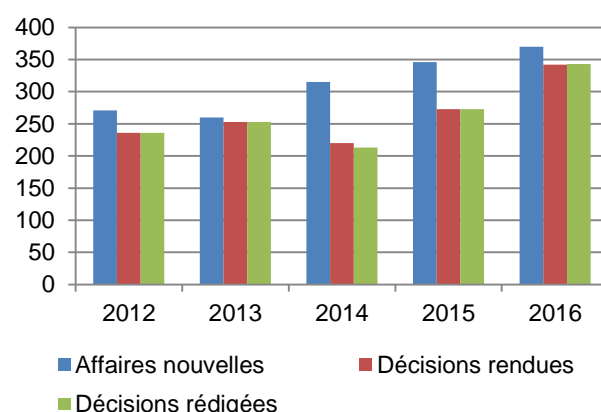
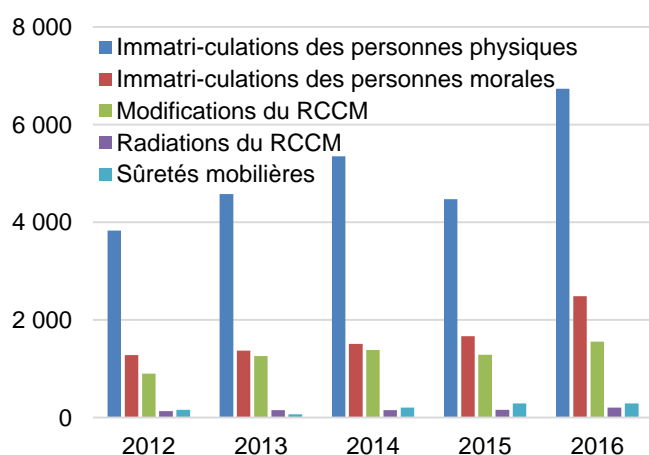
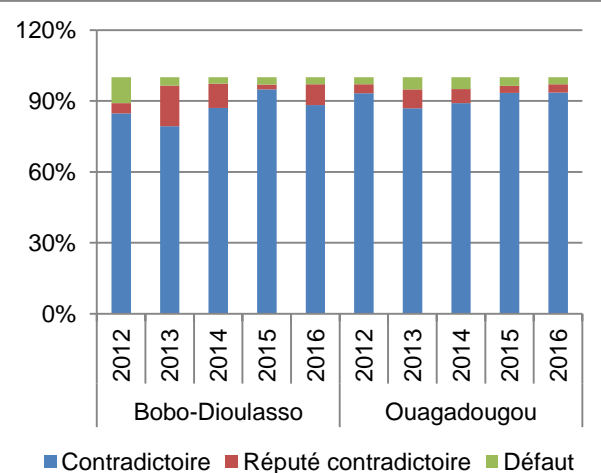
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

Tableau 33 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce

	Affaires commerciales				
	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	590	633	769	848	956
dont référés	254	277	343	397	488
Décisions rendues	512	567	610	713	916
dont référés	230	256	313	341	472
Décisions rédigées	503	546	596	621	919
dont référés	226	244	313	249	477
Proportion des décisions rédigées sur décisions rendues	98,2%	96,3%	97,7%	87,1	100,3
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours

Graphique 56 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Bobo-Dioulasso (sans les référés)**Graphique 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Ouagadougou (sans les référés)****Graphique 58 : Répartition des activités relatives au RCCM****Graphique 59 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC****Tableau 34 : Durée de traitement des affaires commerciales par tribunal de commerce**

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0
	2013	30	12	9	4	2	0
	2014	46	15	10	4	1	1
	2015	45	22	19	7	3	1
	2016	63	27	10	2	0	0
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0
	2013	54	65	93	33	6	2
	2014	49	65	82	18	2	4
	2015	65	78	106	13	5	6
	2016	73	92	124	45	8	1

III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Points saillants :

- 5 décisions rendues par les TPE en 2016 ;
- 15 affaires nouvelles sur 17 enregistrés par le TPE de Bobo-Dioulasso
- hausse du nombre d'affaires et de décisions rendues au niveau des juges des enfants;

Commentaire général

Les juridictions pour enfants ont enregistré en 2016, 301 affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi. Ce nombre d'affaires est en hausse de 18,5% par rapport à 2015. Elles ont rendu 299 décisions soit une hausse de 5,7% par rapport à 2015. La répartition des affaires nouvelles par juges des enfants laisse apparaître que la plus grande partie des affaires nouvelles soit 40,6% sont enregistrées par le juge des enfants de Ouagadougou. Celui de Bobo-Dioulasso a reçu 19,2% des affaires nouvelles. Le juge des enfants de Kaya a enregistré 3,6% de l'ensemble des affaires nouvelles des juges des enfants. Quant à la répartition des décisions rendues par juge des enfants, elle suit la même structure que celle des affaires nouvelles. Le juge des enfants de Ouagadougou a rendu 50,5% des décisions, celui de Bobo-Dioulasso 12,4%, et celui de Koudougou 12,7%.

Des décisions relatives aux mineurs en conflit avec la loi prononcées par les juges des enfants en 2016, 33% sont des décisions d'emprisonnement, 21% de relâche, 18% de placements, 12% de travail d'intérêt général, 3% de sursis.

En rapprochant les affaires nouvelles aux décisions rendues, on obtient une proportion de décision rendue par affaire nouvelle de 97%. Le juge des enfants de Kaya a rendu 136% de ses affaires nouvelles, celui de Ouagadougou 121%, celui de Ouahigouya 104%, celui de Koudougou 103% et ceux de Banfora, Bobo-Dioulasso et Tenkodogo respectivement 79%, 63% et 52%.

Au total, 327 mineurs sont impliqués dans les affaires des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi en 2016.

Les juges des enfants ont connu en 2016, 10 affaires relatives à la protection des mineurs en danger et ont rendu 13 décisions. Le juge des enfants de Ouagadougou a connu 9 de ces 10 affaires et a rendu 12 décisions. Celui de Banfora a connu une affaire et en a rendu une décision.

Les Tribunaux pour enfants de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou ont enregistré 17 affaires nouvelles en 2016 contre 1 seule en 2015 et une également en 2014. Sur les 17 affaires, 13 sont criminelles et 4 délictuelles. Le tribunal pour enfant de Bobo-Dioulasso a enregistré la quasi-totalité des affaires nouvelles soit 88%. Les Tribunaux pour enfants ont rendu 5 décisions en 2016 dont 3 à Ouagadougou et 2 à Bobo-Dioulasso. La proportion des décisions rendues par affaire nouvelle est de 13% à Bobo-Dioulasso contre 150% à Ouagadougou. Sur les 5 décisions rendues, 1 l'a été en saisine directe et les 4 autres en appel.

Notes méthodologiques :

Les données de Bobo-Dioulasso ont été estimées en 2014

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

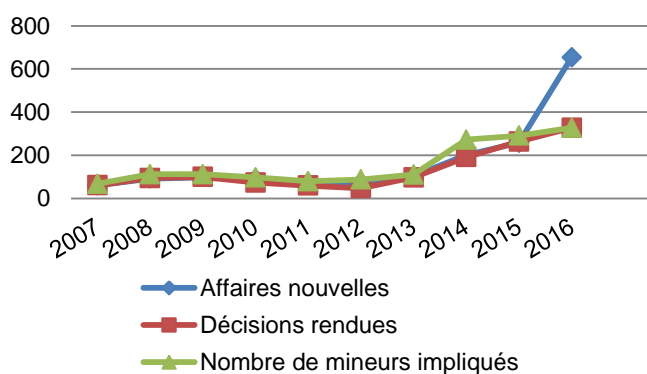
Sources statistiques

Rôles, plurièmes des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

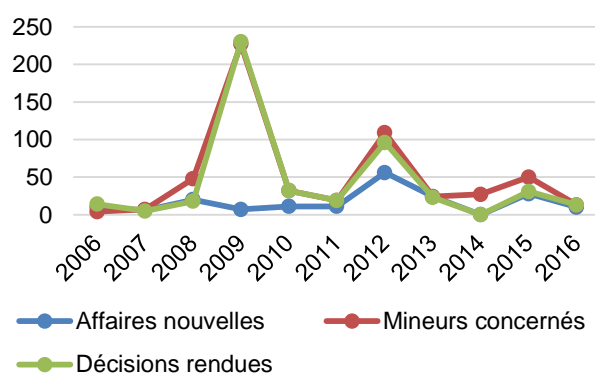
Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs (exceptées les affaires à l'instruction)

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rendues / magistrat	
	Nombre 2016	Variation en % / 2015	Nombre 2016	Variation en % / 2015	Nombre 2015	2016
Juge des enfants	308	18,5	299	5,7	40	43
Banfora	24	140	19	72,7	11	19
Bobo-Dioulasso	59	84,4	37	-19,6	46	37
Kaya	11	-60,7	15	-50,0	30	15
Koudougou	37	48	38	123,5	17	38
Ouagadougou	125	-16,7	151	-7,4	82	76
Ouahigouya	23	53,3	24	50,0	16	24
Tenkodogo	29		15	-		15
Tribunaux pour enfants	17	1 600	5	-	0	1
Bobo-Dioulasso	15	-	2	-	0	2
Ouagadougou	2	100	3	-	0	1

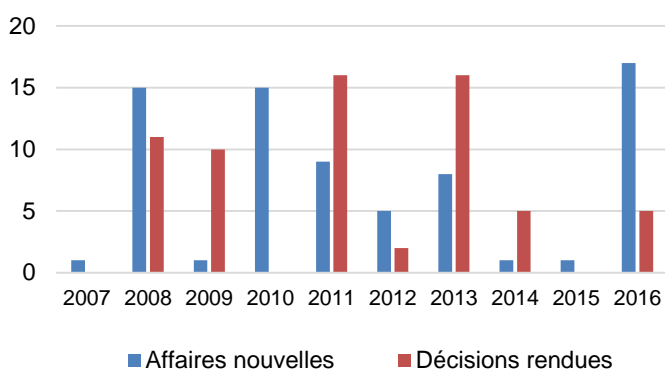
Graphique 60 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi



Graphique 61 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger



Graphique 62 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants



Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi

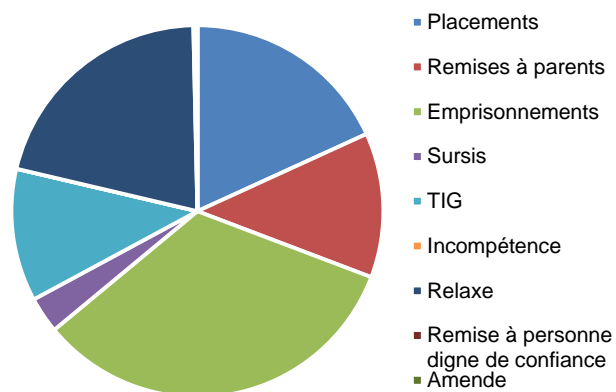


Tableau 36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	1	15	1	15	9	5	8	1	1	17
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	1	4	1	0	2	1	2	0	1	4
Crimes	0	11	0	15	7	4	6	1	0	13

III.7. Tribunaux du travail

Points saillants :

- 93,0% de taux de rédaction des décisions;
- Diminution du temps moyen de traitement des affaires d'1 mois ;
- 3 affaires nouvelles sur 4 enregistrées par le Tribunal du Travail de Ouagadougou
- 60% des affaires nouvelles concerne la rupture de contrat de travail.

Commentaire général

Les tribunaux du travail ont enregistré 1 241 affaires nouvelles en 2016 contre 1 225 en 2015. Les affaires nouvelles des tribunaux de travail de Bobo-Dioulasso et de Koudougou ont respectivement diminué de 11% et 48% par rapport à 2015. Seul le tribunal de travail de Ouagadougou a vu ses affaires nouvellement enregistrées augmentées de 10%. Ce tribunal compte 77% des affaires nouvelles des trois (3) Tribunaux de Travail. Les affaires enregistrées par le Tribunal de Travail de Koudougou ne représentent que 3% de l'ensemble des affaires nouvelles.

Selon la nature des affaires nouvelles, on note une forte représentation des ruptures de contrat de travail. Elles représentent 60% des affaires des tribunaux du travail en 2016. Le non-paiement de salaire représente 15% des affaires et les reconstitutions de carrière, référé, sécurité sociale et autres 25%.

Les décisions rendues en 2016 (1 080) par les tribunaux du travail ont connu un accroissement de 24% par rapport à l'année antérieure et de 212% par rapport à 2007. Les décisions rendues sur le fond (acceptation, rejet) représentent 66% de l'ensemble, les autres décisions (incompétence, irrecevabilité, désistement, avant dire droit) 14% et les décisions de radiation 20%. Cette structuration des décisions rendues selon la nature est identique à celle de 2015. La proportion des décisions de radiation augmente d'année en année. En 2007, elles occupaient seulement 5% de l'ensemble des décisions. Les décisions rendues selon le type de comparution laissent apparaître que 79% sont des décisions contradictoires, 15% des décisions par défaut et 6% des décisions réputées contradictoires.

Environ 70% des affaires nouvelles ont été jugées en 2016. Le tribunal du travail de Koudougou a jugé 126% de l'équivalent de ses affaires nouvelles ; 91% par celui de Bobo-Dioulasso et 61,8% par le Tribunal du Travail de Ouagadougou.

Les 3 tribunaux du travail du pays ont rédigé 805 décisions en 2016. Ce chiffre correspond à un taux de rédaction des décisions de 93,0%. En 2015, ce taux était de 89,3% et de 97,1% en 2007. Le tribunal de travail de Koudougou a un taux de rédaction de 100% comme en 2015. Celui de Ouagadougou 98,6% en 2016 contre 97,5% en 2015 et Bobo Dioulasso 76,3% en 2016 contre 54,4% en 2015.

Le nombre moyen de jugements rendus par magistrat est de 66,6 contre 50,3 en 2015. En moyenne, un juge du tribunal du travail de Koudougou a rendu 27 décisions au cours de l'année 2016 contre 25 en 2015. Celui du tribunal du travail de Ouagadougou en a rendu 73,5 contre 64,8 et enfin un juge du tribunal du travail de Bobo-Dioulasso a rendu en moyenne 75 décisions en 2016 contre 34 en 2015.

La durée moyenne de traitement d'une affaire sociale par les tribunaux du travail a diminué d'un(1) mois. Il est ainsi passé de 1 an 3 mois en 2015 à 1 an 2 mois en 2016.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

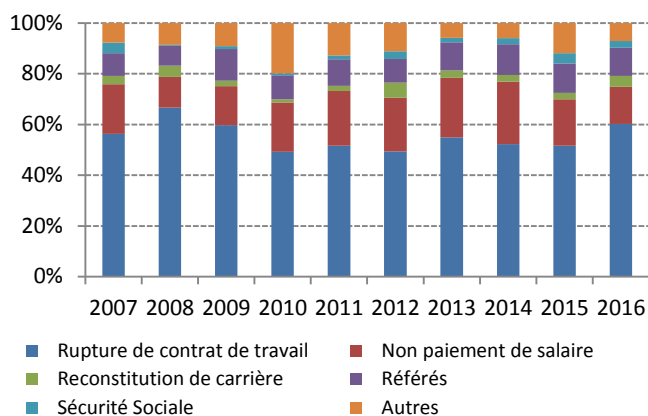
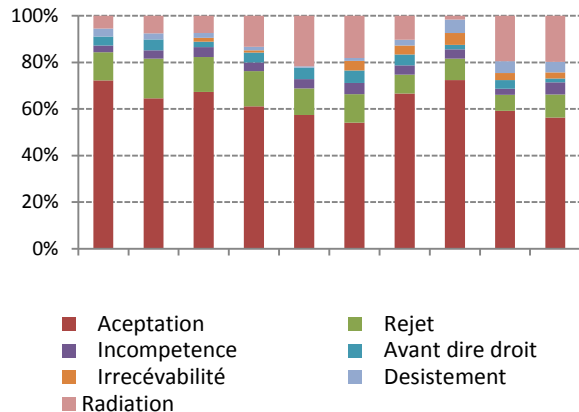
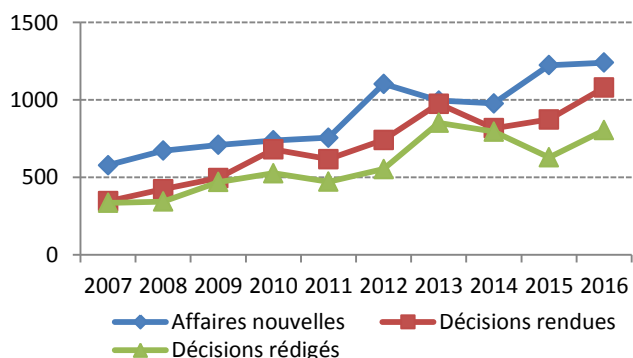
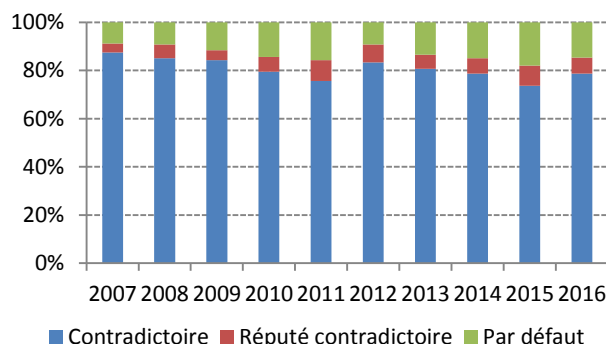
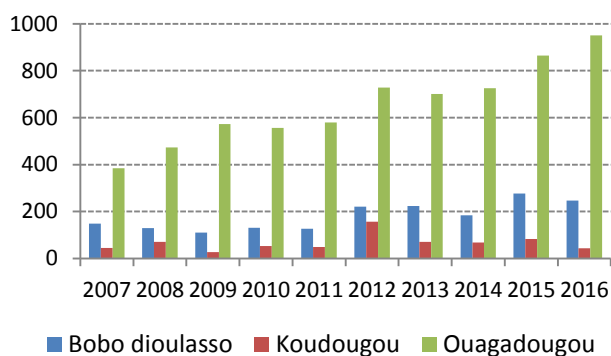
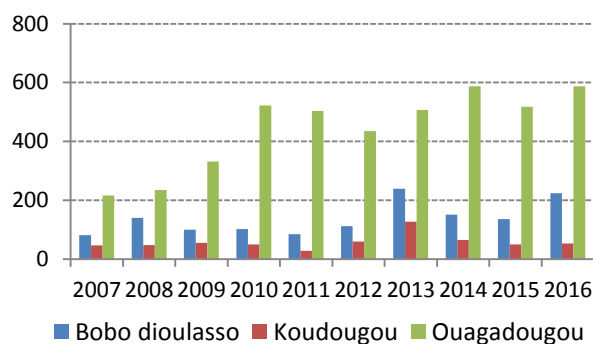
Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plumitifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

Tableau 37 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1225	1241
Décisions rendues (hors radiations)	346	423	488	674	618	607	875	804	704	866
Proportion des décisions rédigées %	97,1	81,3	96,3	78,2	76,4	91,3	97,4	99,0	89,3	93,0
Temps moyen mis pour rendre une décision sociale	-	-	-	-	1 an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an	1 an 3 mois	1 an 2 mois

Graphique 64 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges**Graphique 65 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature****Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT****Graphique 67 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type****Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail****Graphique 69 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail****Tableau 38 : Evolution des affaires nouvelles, des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat dans les tribunaux du travail**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues/ Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues/Magistrat		
	Nombre	Variation /		2007	2015	2016	2007	2015	2016
	2016	2007	2015						
Ensemble	1241	114,7	1,3	59,9	57,5	69,8	27,2	50,3	66,6
Bobo-Dioulasso	247	66,9	-10,8	55,4	49,1	90,7	27,3	34	74,7
Koudougou	43	-4,4	-48,19	104,4	60,2	125,6	-	25	27,0
Ouagadougou	951	147,0	9,94	56,4	59,9	61,8	27,1	64,8	73,5

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Points saillants :

- 16 arrêts rendus sur 100 comptes reçus en 2016
- Aucune décision de référé en 2016
- 39 contrôles de gestion effectués en 2016

Commentaire général

Le nombre de comptes de gestion reçus en 2016 par la Cour des comptes est de 294 contre 202 en 2015. En 2007, ce nombre était de 835 et depuis lors, la Cour des comptes ne l'a plus atteint. Notons que la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales qui a reçu plus de comptes en 2016, soit 131 dépassent seulement les comptes reçus en 2015 si l'on considère les 10 dernières années. La chambre chargée du contrôle des entreprises publiques a reçu 82 comptes de gestion en 2016. Au cours des dix dernières années, seuls les comptes reçus en 2007 (245) par cette chambre dépassent ce nombre. Quant à la chambre chargée des opérations de l'Etat, elle en a reçu 81 comptes contre 83 en 2015.

La Cour des Comptes a rendues en 2016, 46 décisions en matière de contrôle juridictionnel dont 43 arrêts provisoires et 3 arrêts définitifs. En 2015, un seul arrêt a été rendu. Ce dernier est un arrêt définitif. Le nombre d'arrêts rendus par la Cour varie en dents de scie durant la dernière décennie. La proportion des arrêts rendus par compte reçu en 2016 est de 15,6%. Cette proportion a augmenté largement par rapport à 2015 où elle était de 1%.

En marge des contrôles juridictionnels, la cour des comptes a effectué 39 contrôles de gestion en 2016 contre 11 contrôles de gestion en 2015. 2016 est l'année où la haute cour a effectué plus de contrôle de gestion au cours des 10 dernières années. Aucune décision de référé n'a été rendue en 2016.. Quant aux lettres du premier président, elles sont au nombre de 5 en 2016 contre 1 en 2015. La proportion des référés et lettres du président par contrôles de gestion effectués est de 13% en 2016 contre 64% en 2015.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, pluriels des audiences de la Cour des comptes.

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat

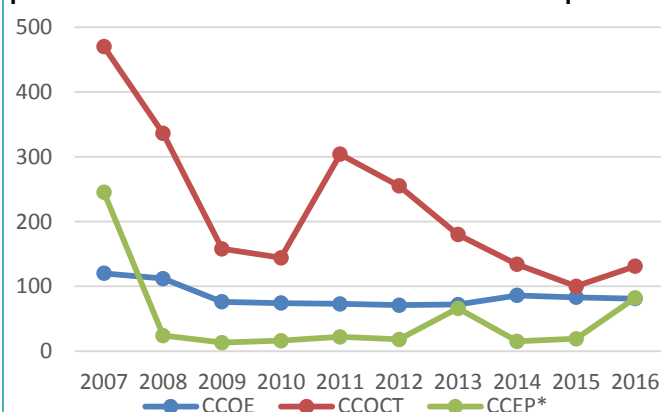
CCOCT : Chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques

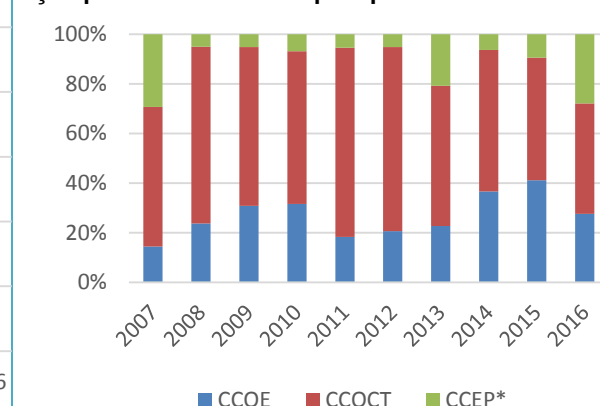
Tableau 39 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Comptes de gestion reçus	835	472	247	234	399	344	318	235	202	294
Arrêts provisoires	24	24	94	36	22	0	60	36	0	43
Arrêts définitifs	2	21	61	18	117	0	2	59	1	3
Contrôles de gestion effectués	13	11	11	3	8	5	7	11	11	39
Décision de référés	8	6	6	0	4	4	3	5	6	0
Lettres du président (décision)	4	25	2	0	1	0	4	1	1	5

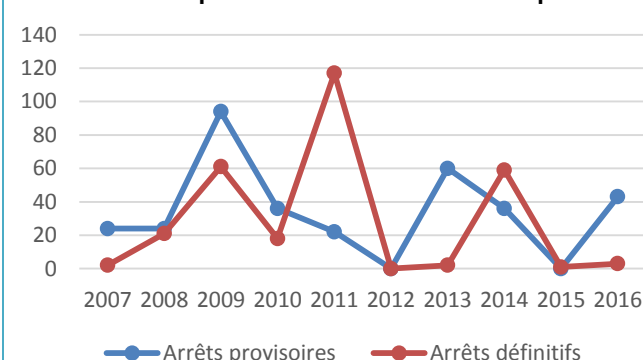
Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes



Graphique 71 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre



Graphique 72 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes suite au contrôle de comptes



Graphique 73 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues

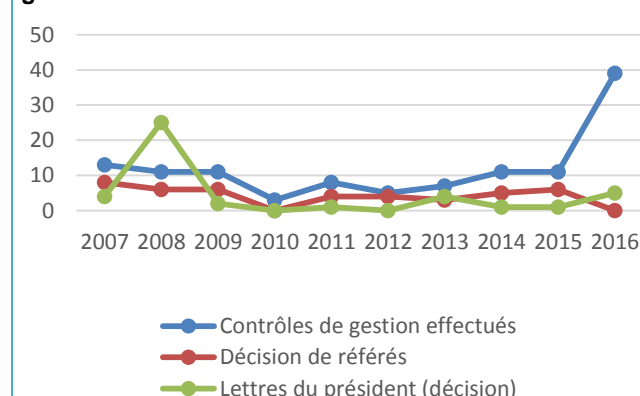


Tableau 40 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué

	Comptes reçus			Nombre d'arrêts rendus/ comptes reçus		Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués	
	Nombre	Variation (%) /					
	2016	2007	2015	2015	2016	2015	2016
Ensemble	294	-64,8	45,5	0	0,2	0,64	0,13
Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat	81	-32,5	-2,4	0,01	0,1	0,60	1,50
Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales	131	-72,1	31,0	0	0,3	1,00	0,00
Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques	82	-66,5	331,6	0	0	0,00	0,06

IV.2. Conseil d'Etat

Points saillants :

- 1 affaire électorale sur 2 affaires nouvelles en 2016
- 12,5 décisions rendues par magistrat du Conseil d'Etat en 2016 contre 2,4 en 2015;

Commentaire général

Le Conseil d'Etat, a enregistré 277 affaires nouvelles en 2016. Au cours des 10 dernières années, c'est en 2016 que la juridiction a enregistré le plus grand nombre d'affaires. Comparativement à 2015, le nombre d'affaires nouvelles a augmenté de 128 unités soit 85,9%.

Selon la matière, le contentieux électoral représente 48,4% des affaires nouvelles, le contentieux foncier 19,5%, le contentieux de la fonction publique 9,4% et 8,3% celui des marchés publics. Notons qu'au cours de la dernière décennie, 2016 a connu le plus grand nombre d'affaires nouvelles en matière foncière (54) en dépassant d'une unité l'année 2015.

Le conseil d'Etat a rendu 175 décisions en 2016 contre 36 en 2015. Sur les 175 décisions rendues, 146 ont été jugées en appel, 27 en saisine directe et 2 en cassation. Pour les jugements en appel, 72,6% sont des décisions de confirmation contre 66,7% en 2015 et 22,6% sont des décisions d'annulation contre 24,2%. Sur les 27 affaires jugées en saisine directe, 48% sont des décisions de rejet, 26% des décisions d'incompétence et 22% des décisions d'acceptation. Parmi les 2 affaires jugées en cassation, l'une a été déclarée irrecevable et l'autre frappée d'incompétence.

La durée moyenne de traitement d'une affaire au Conseil d'Etat (toute matière confondue) est de 7 mois 8 jours en 2016. 126 décisions électorales ont été rendues en moins de 15 jours. 3 entre 15 jours et 1 mois et 2 entre 1 mois et 3 mois. Dans l'ensemble, 56 décisions dont 20 de la fonction publique et 16 liées au foncier ont été rendues en une année et plus en 2016. Sans le contentieux électoral, la durée moyenne de traitement d'une affaire en 2016 est de 1 an 10 mois 7 jours.

Le nombre de décisions rendues par magistrat du Conseil d'Etat est de 12,5 en 2016 contre 2,4 en 2015 et 4,4 en 2007.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

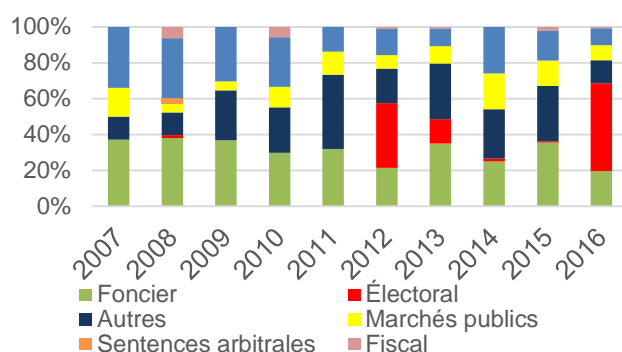
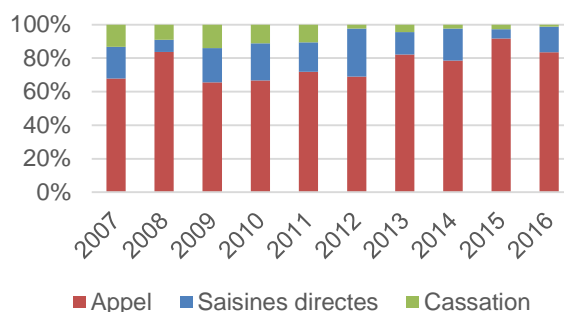
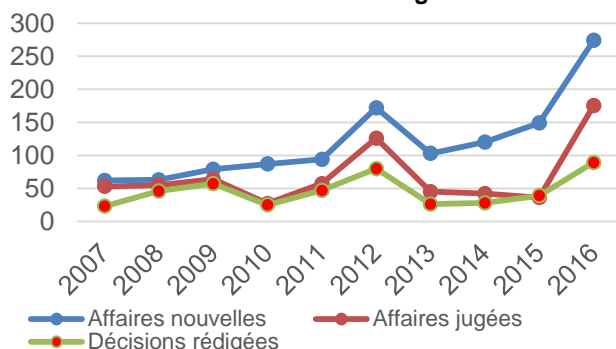
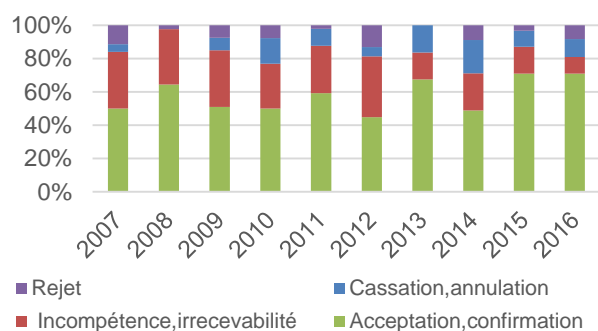
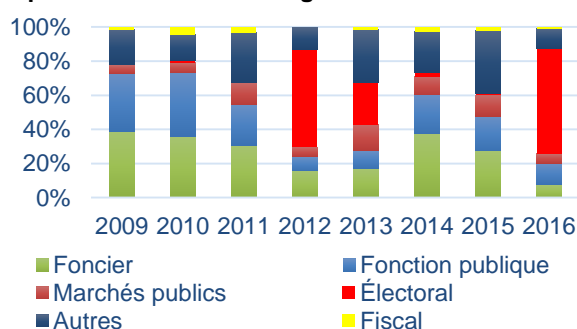
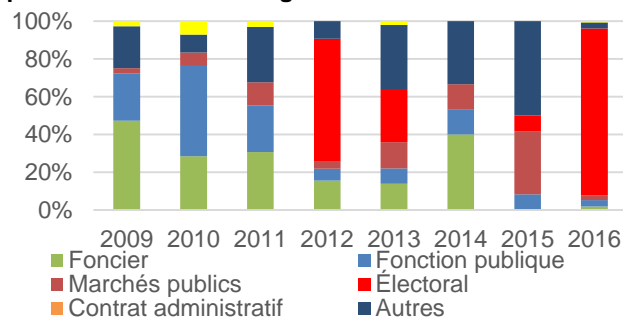
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 41 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	62	63	79	87	94	172	103	120	149	277
Ensemble des décisions rendues	53	55	64	27	57	126	45	42	36	175
Décisions rendues pour jugement en saisine directe	10	4	13	6	10	36	6	8	2	27
Décisions rendues pour jugement en appel direct	36	46	42	18	41	87	37	33	33	146
Décisions rendues pour arrêts en cassation	7	5	9	3	6	3	2	1	1	2

Graphique 74 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux**Graphique 75 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine****Graphique 76 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE****Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature****Graphique 78 : Répartition des affaires nouvelles reçues en par le Commissariat du gouvernement du CE****Graphique 79 : Répartition des conclusions rendues par le Commissariat du gouvernement du CE****Tableau 42 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues par magistrat		
	Nombre	Variation en %							
	2016	2007	2015	2007	2015	2016	2007	2015	2016
Ensemble	277	346,8	85,9	85,5	24,2	63,2	4,4	2,4	12,5
Fonction publique	26	23,8	4,0	152,4	40,0	80,8	-	-	-
Marchés publics	23	130,0	9,5	30,0	14,3	17,4	-	-	-
Foncier	54	134,8	1,9	60,9	26,4	29,6	-	-	-
Fiscal	2	-	-33,3	-	0,0	50,0	-	-	-
Electoral	134	-	13300,0	-	100,0	89,6	-	-	-
contrat administratif	3	-	-	-	-	0	-	-	-
Autres	35	337,5	-23,9	50,0	17,4	37,1	-	-	-

IV.3. Tribunaux administratifs

Points saillants :

- Domination nette des affaires électorales en 2016;
- 1 décision sur 2 rendue sur le fond en 2016 ;
- Augmentation de la durée moyenne de traitement des dossiers en 2016.

Commentaire général

Les activités des tribunaux administratifs ont plus que doublé en 2016 avec la tenue des élections municipales et consulaires. En effet, le nombre d'affaires nouvelles reçues est de l'ordre de 874 en 2016 contre 330 en 2015 et 158 en 2007, soit respectivement un taux de croissance de 164,8% et 453,2%. Cette augmentation est constatée dans chacun des tribunaux administratifs du pays. Par tribunal administratif en 2016, celui de Ouagadougou a enregistré 34, 8% des affaires nouvelles, celui de Bobo-Dioulasso 21,9% et les 23 autres tribunaux administratifs 43,3%. Contrairement aux années passées où le contentieux foncier a toujours dominé, en 2016, c'est celui électoral qui occupe la première place avec 48,4% des affaires reçues, suivi du contentieux foncier 22,3%.

Les décisions rendues en 2016 (687) ont connu une évolution de 169,4% par rapport à 2015 (255) et de 355% par rapport à 2007 (151). Les décisions rendues sur le fond représentent 60, 1% dont 28,5% de décisions d'acceptation et 31,6% de décisions de rejet. Les décisions du contentieux électoral représentent 56,2% de l'ensemble des décisions. La proportion de décisions rendues en 2016 par rapport aux affaires nouvelles est de 78,6%. La répartition des décisions rendues par tribunal administratif en 2016 donne un ratio de 71,7% au TA de Bobo-Dioulasso contre 146,4% en 2015, 80,3% au TA de Ouagadougou contre 71% en 2015 et 80,7% pour les autres tribunaux administratifs contre 32,7% en 2015.

Les décisions rédigées ont également connu une croissance en 2016 par rapport à 2015 et à l'année de base. En effet, elles se sont accrues de 216,7% entre 2015 et 2016, et de 488,1% entre 2007 et 2016. Le ratio décisions rédigées sur décisions rendues en 2016 a aussi nettement évolué d'où 71,9% contre 61,2% en 2015. Le tribunal administratif de Bobo-Dioulasso vient en premier avec un ratio de 95, 6%, celui de Ouagadougou présente un ratio de 57,8% et les 23 autres 72,1%.

Le temps moyen de traitement d'une affaire en matière administrative est de 1 an 9 mois en 2016 contre 1 an 5 mois en 2015. Cependant, il faut noter que ce délais moyens exclu les affaires électorales dont le délai de traitement est de 8 jours.

L'augmentation de l'activité des tribunaux administratifs s'illustre aussi au niveau des activités des commissaires de gouvernement où on enregistre une augmentation de 171,2% des affaires nouvelles et 187,9% des décisions rendues par rapport à 2015.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Part des affaires nouvelles par type de contentieux : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

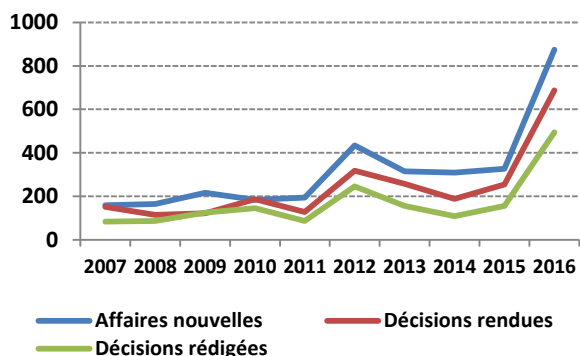
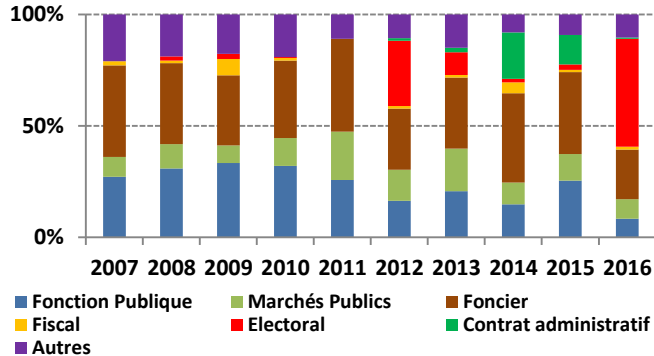
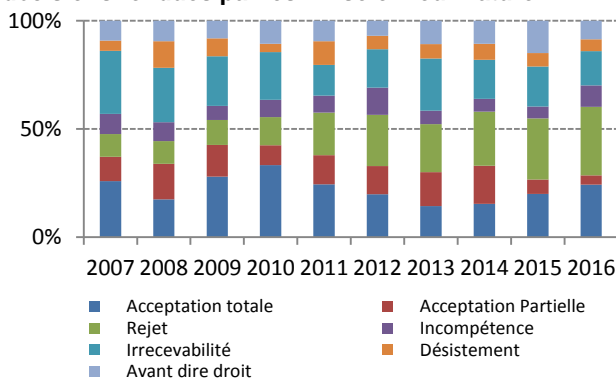
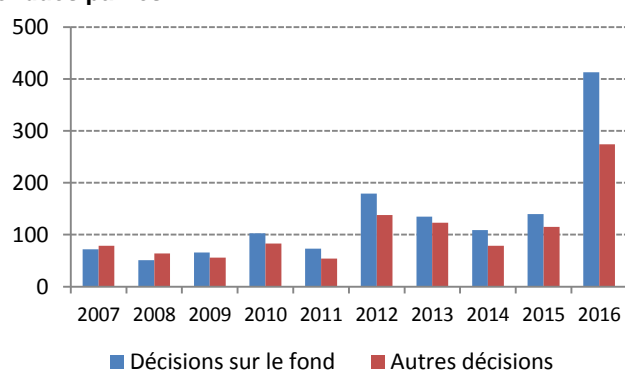
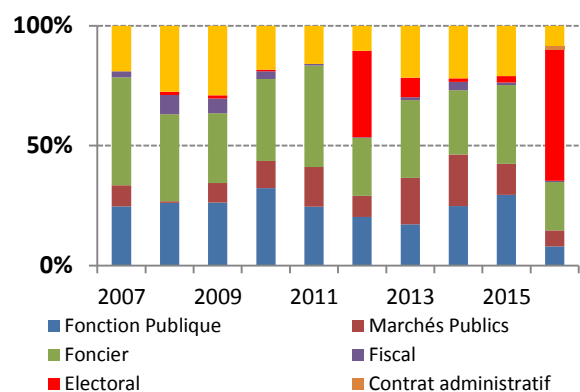
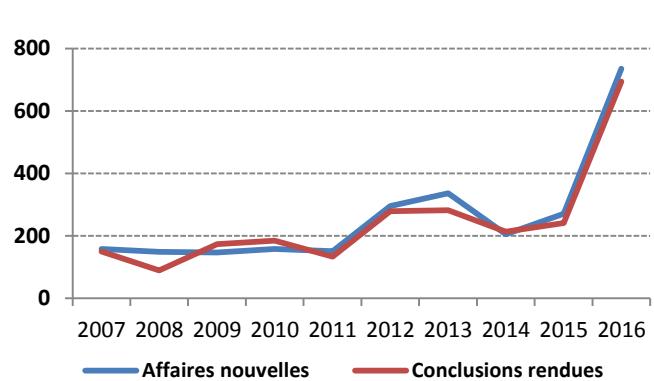
Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 43 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	158	165	216	184	194	434	314	309	330	874
Décisions rendues	151	115	126	193	127	317	258	188	255	687
dont Décisions sur le fond	72	51	67	103	73	179	135	109	140	413
% de Décisions sur le fond	47,7%	44,3%	54,9%	55,4%	57,5%	56,5%	52,3%	58,0%	54,9%	60,1%
Proportion de décisions rédigées	55,6%	75,7%	98,4%	75,7%	68,5%	77,6%	60,5%	57,4%	61,2%	71,9%
Temps moyen mis pour rendre une décision dans les TA	-	-	-	-	1 an 4mois	1 an 4mois	1 an 6mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 9 mois

Graphique 80 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA**Graphique 81 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux****Graphique 82 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature****Graphique 83 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA****Graphique 84 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux****Graphique 85 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA****Tableau 44 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rédigées/Décisions rendues par TA**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)		
	Nombre	Variation en % /		2007	2015	2016	2007	2015	2016
Ensemble	874	453,2	168,1	95,6	78,2	78,6	55,6	61,2	71,9
Bobo-Dioulasso	191	516,1	241,1	112,9	146,4	71,7	54,3	72,0	95,6
Ouagadougou	304	305,3	37,6	84,0	71,0	80,3	87,3	54,1	57,8
Autres tribunaux	379	628,8	673,5	101,9	32,7	80,7	18,9	75,0	72,5

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12

Points saillants :

- 86,2% de surpopulation carcérale en 2016;
- 20 EP surpeuplés sur 27 ;
- 414% de taux d'occupation à la MAC de Bobo-Dioulasso

Commentaire général

Au 31 décembre 2016, 7 670 personnes sont privées de liberté et détenues dans les établissements pénitentiaires (EP) du Burkina Faso. Le nombre de détenus au 31 décembre 2015 se chiffrait à 7 544 contre 4 207 il y a 10 ans. Le taux d'accroissement par rapport à 2015 et 2007 est respectivement de 1,7% et de 82,3%.

Selon le statut de détention, la proportion des détenus en attente de jugement dans les établissements pénitentiaires du pays au 31 décembre 2016, est de 41,7% dont 24,6% d'inculpés et 17,2% de prévenus. Les condamnés représentaient 58% des détenus et les détenus sous OMD, 0,2%. Relativement à l'année antérieure, le nombre de détenus a augmenté de 1,7%. Cette situation est due notamment à l'augmentation du nombre de condamnés de l'ordre de 6,2% et celui des inculpés de l'ordre 5,4%. Le nombre de détenus sous OMD a diminué de 84,4% par rapport à 2015 et celui des prévenus de 9,4%.

La hausse de 1,7% constatée dans l'effectif des détenus en 2015 marque une variation contrastée selon les établissements pénitentiaires. Les plus forts taux de croissance sont observés dans les EP de Nouna (51,4%), Orodara (46,2%) Djibo (43,7%) tandis que les plus fortes baisses sont enregistrées dans les EP de Kaya (-26,8%), de Dori (-24,1%) et Manga (-23,8%).

Le taux d'occupation de l'ensemble des EP en 2016 est de 186,2%. Par rapport à 2015, le taux d'occupation des EP a baissé de 2,4 points de pourcentage. Cette baisse est due à l'ouverture de la maison d'arrêt et de correction de Koupéla qui a augmenté la capacité d'accueil des EP de 120 places. Malgré cette baisse, la surpopulation carcérale reste une réalité dans presque tous les établissements pénitentiaires. Les taux d'occupation les plus préoccupants sont observés dans les EP de Bobo-Dioulasso (414,4%), de Ouagadougou notamment à la MACO (377,9%) Tenkodogo (306,7%). Seuls les EP de Koupéla, Kongoussi, Nouna, PHS, Yako et Tougan ne connaissent pas de surpopulation carcérale.

Le ratio détenus/GSP dans les EP est de 5,3 et est légèrement en baisse de 0,1 points par rapport à 2015.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Détenus par GSP : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels de la garde de sécurité pénitentiaire en service.

Part des détenus d'une catégorie donnée : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

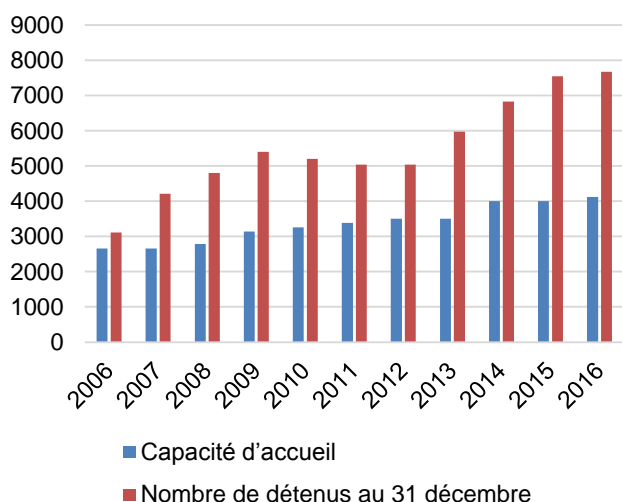
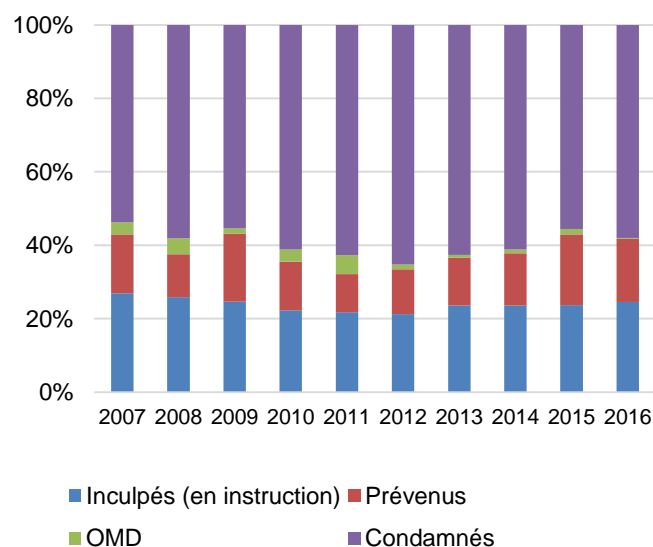
Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

Tableau 45 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des détenus	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Détenus en attente de jugement	1 805	1 803	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3201
Inculpés (en instruction)	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1883
Prévenus	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1318
OMD	142	210	82	170	262	67	47	75	109	17
Condamnés	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4452
détenus en attente de jugement (%)	42,9	37,6	43,1	35,6	32,1	33,4	36,6	37,8	43,0	43,0

Graphique 86 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP**Graphique 87 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie****Tableau 46 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport Détenus/GSP**

	Détenus			Occupation des établissements pénitentiaires				Détenus / GSP		
	Effectif au 31/12 2016	Variation en % /		Capacité d'accueil en 2015	Taux d'occupation au 31/12 en %			Nombre au 31/12		
		2007	2015		2007	2015	2016	2007	2015	2016
Ensemble	7 670	82,3	1,7	4 120	158,2	188,6	186,2	6,5	5,4	5,3
Banfora	329	83,8	7,5	120	149,2	255,0	274,2	9,4	7,0	7,2
Baporo	28	-66	-12,5	80	102,5	40,0	35,0	4,1	1,1	1,2
Bobo-Dioulasso	746	50,1	13,7	180	276,1	364,4	414,4	6,3	4,7	5,3
Bogandé	288	90,7	-15,8	120	125,8	285,0	240,0	10,1	8,6	6,3
Boromo	253	158	7,7	120	81,7	195,8	210,8	5,2	6,2	6,3
Dédougou	194	1,04	11,5	120	160,0	145,0	161,7	6,2	3,8	3,7
Diapaga	219	278	12,9	120	48,3	161,7	182,5	3,6	5,0	6,4
Diébougou	144	-	11,6	120	-	107,5	120,0	-	3,8	3,8
Djibo	171	-	43,7	120	-	99,2	142,5	-	4,3	3,0
Dori	161	35,3	-24,1	120	99,2	176,7	134,2	6,6	5,4	4,1
Fada N'gourma	343	47,8	2,4	120	193,3	279,2	285,8	8,6	7,4	7,5
Gaoua	176	-13	18,1	150	134,7	99,3	117,3	9,6	3,8	4,6
Kaya	267	-4,3	-26,8	120	232,5	304,2	222,5	12,1	7,9	5,9
Kongoussi	111	-31	18,1	120	135,0	78,3	92,5	7,7	3,4	3,4
Koudougou	298	67,4	3,5	120	148,3	240,0	248,3	5,9	5,0	5,5
Koupéla	2	-	-	120	-	-	1,7	-	-	0,1
Léo	154	-	-6,7	120	-	137,5	128,3	-	4,3	4,4
Manga	202	78,8	-23,8	120	94,2	220,8	168,3	7,1	7,0	5,6
Nouna	109	-	51,4	120	-	60,0	90,8	-	2,0	2,9
Orodara	133	-	46,2	120	-	75,8	110,8	-	2,9	3,8
Ouagadougou (MACO)	2154	86	-1,1	570	203,2	382,1	377,9	7,2	9,4	9,5
Ouagadougou (PHS)	232	-	17,2	500	-	39,6	46,4	-	1,6	1,9
Ouahigouya	222	30,6	1,8	120	141,7	181,7	185,0	6,3	4,3	4,4
Tenkodogo	368	21,9	-3,4	120	251,7	317,5	306,7	10,4	7,5	7,4
Tougan	105	200	19,3	120	29,2	73,3	87,5	2,2	2,9	3,3
Yako	102	-	-17,1	120	-	102,5	85,0	-	4,1	3,2
Ziniaré	159	-	17,8	120	-	112,5	132,5	-	3,0	3,9

V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires

Points saillants :

- Plus d'1 entrée sur 4 en 2016 est OMD ;
- Plus faible entrée depuis 10 ans ;
- 2 entrées dans les EP en Mai 2016.

Commentaire général

Au cours de l'année 2016, 7 998 personnes sont entrées dans les établissements pénitentiaires (EP) en tant que détenus. Au sein de cet effectif, on compte 236 femmes ce qui représente 3,0% de l'effectif total des entrées. De façon globale, les entrées ont baissé de 16,7% par rapport à 2015. Tout de même, certains EP notamment la PHS (380%), Djibo (36,8%), et Dédougou (15,3%) ont vu le nombre de leurs entrées augmenter.

Sur la période des 10 dernières années, le plus faible nombre d'entrées dans les EP a été enregistré en 2016. En mai 2016, seulement 2 personnes ont été incarcérées dans les établissements pénitentiaires du pays alors que le nombre moyen d'entrées est de 666 par mois. La faiblesse des entrées au mois de mai est due au mouvement d'humeur du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire qui assurait juste le service minimum.

En 2016, 2 222 personnes sont entrées dans les EP sous OMD. Cet effectif correspond à 27,8% des entrées. Le mois de Juin a connu 38,8% d'entrées sous OMD soit le taux le plus élevé de l'année. Pendant le mois de mai, aucune entrée OMD n'a été enregistrée sur les deux entrées.

La répartition des détenus nouvellement entrés dans les EP au cours de l'année 2016 selon la tranche d'âge laisse apparaître que la moitié des détenus (50,6%) ont entre 25 et 39 ans. Les détenus mineurs (moins de 18 ans) représentent 6,6%. Cette proportion de mineurs au sein des détenus est en augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à 2015. Au cours des 10 dernières années, la proportion de mineurs détenus est plus élevée en 2016. Par contre, l'âge moyen des personnes entrées dans les EP en 2016 a augmenté. Il est de 32,4 ans en 2016 contre 31 ans en 2015.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des entrées d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre des entrées d'une tranche d'âge donnée et le nombre total des entrées au cours d'une année.

Proportion des entrées d'un sexe donné : Rapport entre le nombre des entrées de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

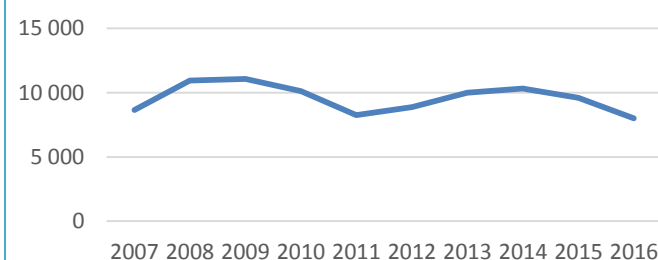
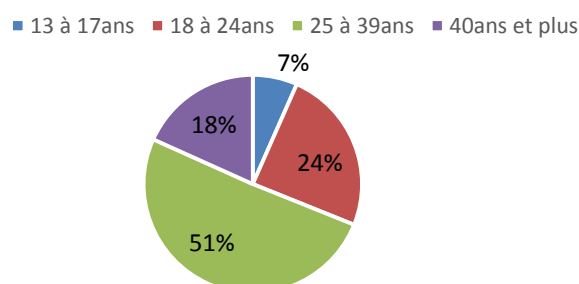
Sources statistiques
Registres des entrées

Tableau 47 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des entrées	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601	7 998
Hommes	8376	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762
Femmes	269	287	405	309	225	223	342	365	317	236
Répartition des entrées selon l'âge										
13 à 17ans	470	702	716	540	483	501	545	673	536	529
18 à 24ans	2694	3 399	3 049	2 842	2 412	2 451	2 660	2 848	2928	1957
25 à 39ans	4009	5 285	5 648	4 979	4 007	4 297	4 864	5 026	4552	4050
40ans et plus	1472	1 559	1664	1 761	1 355	1 627	1 939	1 788	1585	1 462
Age moyen (en années)	31,1	30,3	30,9	31,4	31,1	31,7	32,0	31,3	31,0	32,4

Tableau 48 : Nombre d'entrées sous OMD dans les établissements pénitentiaires en 2016 par mois

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillt	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Entrés	856	844	898	337	2	317	952	726	752	738	814	762
Entrés sous OMD	241	211	252	115	0	123	294	224	254	202	199	107
Entrés sous OMD en %	28,2	25,0	28,1	34,1	0,0	38,8	30,9	30,9	33,8	27,4	24,4	14,0

Graphique 88 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP**Graphique 89 : Répartition des entrées dans les EP par tranche d'âge au 31/12/2016****Tableau 49 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires**

	Nombre d'entrées dans les EP										Variation en % de 2015 par rapport à 2006 et 2014	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2007	2015
Ensemble	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9601	7 998	-7,5	-16,7
Banfora	324	266	354	335	303	312	335	285	269	283	-12,7	5,2
Baporo	82	77	nd	86	59	76	58	49	71	44	-46,3	-38,0
Bobo-Dioulasso	859	1 144	957	926	672	640	913	669	647	720	-16,2	11,3
Bogandé	284	230	358	292	310	375	347	390	361	170	-40,1	-52,9
Boromo	295	342	441	348	298	298	313	339	260	290	-1,7	11,5
Dédougou	283	299	355	293	227	286	283	272	209	241	-14,8	15,3
Diapaga	140	182	182	241	251	263	232	193	247	179	27,9	-27,5
Diébougou	-	-	-	0	173	163	197	223	192	169	-	-12,0
Djibo	-	-	173	159	199	163	183	160	136	186	-	36,8
Dori	256	333	400	298	244	280	276	371	368	207	-19,1	-43,8
Fada N'gourma	440	524	635	533	465	502	414	424	645	404	-8,2	-37,4
Gaoua	415	420	444	363	225	241	199	236	283	243	-41,4	-14,1
Kaya	449	556	506	431	366	396	503	590	442	262	-41,6	-40,7
Kongoussi	204	242	197	155	114	136	121	125	115	122	-40,2	6,1
Koudougou	420	424	585	545	292	343	464	426	399	369	-12,1	-7,5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Léo	-	141	315	235	244	291	340	275	208	101	-	-51,4
Manga	405	448	402	296	271	355	389	386	322	176	-56,5	-45,3
Nouna	-	-	64	118	107	113	205	161	124	128	-	3,2
Orodara	-	-	117	119	92	133	151	264	147	125	-	-15,0
Ouagadougou*(MACO)	2 494	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	-4,0	-7,0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	246	20	96	-	380,0
Ouahigouya**	406	405	495	378	273	221	311	401	375	256	-36,9	-31,7
Tenkodogo	742	679	853	793	450	695	863	672	688	457	-38,4	-33,6
Tougan	147	158	190	204	185	192	154	157	144	117	-20,4	-18,8
Yako	-	-	-	-	52	47	59	70	169	96	-	-43,2
Ziniaré	-	-	-	-	121	182	182	183	187	162	-	-13,4

* Y compris Ziniaré (exception de 2011, 2012, 2013)

** Y compris Yako (exception de 2011, 2012, 2013)

V.3. Caractéristiques des prévenus

Points saillants :

- Baisse du nombre de prévenus ;
- allongement de la durée de détention préventive ;
- 21,5% des prévenus, détenus pendant au moins 3 mois;

Commentaire général

L'effectif des prévenus est de 1 318 au 31 décembre 2016 dont 29 femmes. En 2015, leur effectif était de 1 455 à la même période dont 25 femmes et 674 en 2007 dont 19 femmes.

L'âge moyen des prévenus est de 30,8 ans. Cette moyenne au cours des 10 dernières années, fluctue entre 28,5 et 31 ans. Les mineurs représentent 7,4% en 2016 contre 8,5% en 2015. Les personnes âgées de 30 à 40 ans représentent 27,4% des prévenus.

Selon les catégories d'infractions pour lesquelles les prévenus ont été mis en cause en 2016, 70% sont détenus pour crimes et délits contre les biens, 13,4% pour crimes et délits contre les particuliers, 12,2% pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, 3% pour crimes et délits contre la chose publique. Les infractions en matière d'armes et de munitions représentent 0,3%. La répartition des prévenus par catégorie d'infraction suit la même structure que les années antérieures.

La durée moyenne de la détention préventive en 2016 est de 2,9 mois. Cette durée s'est rallongée par rapport à 2015 où elle était de 2,4 mois. Elle est d'ailleurs la plus longue des 10 dernières années. Environ 33% des prévenus ont une durée de détention de moins d'un mois et 21,5% ont été détenus pendant au moins 3 mois et plus.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année.

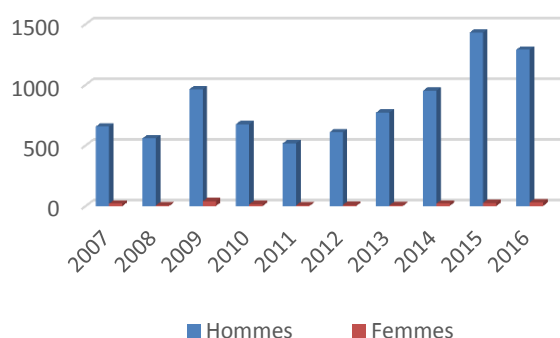
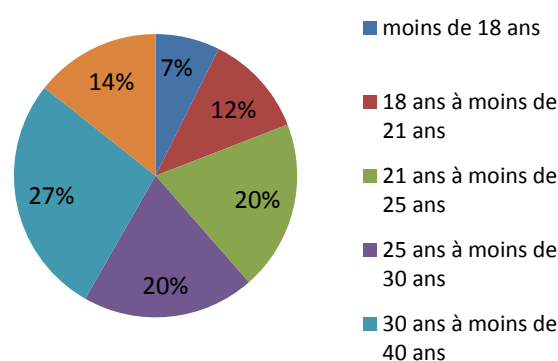
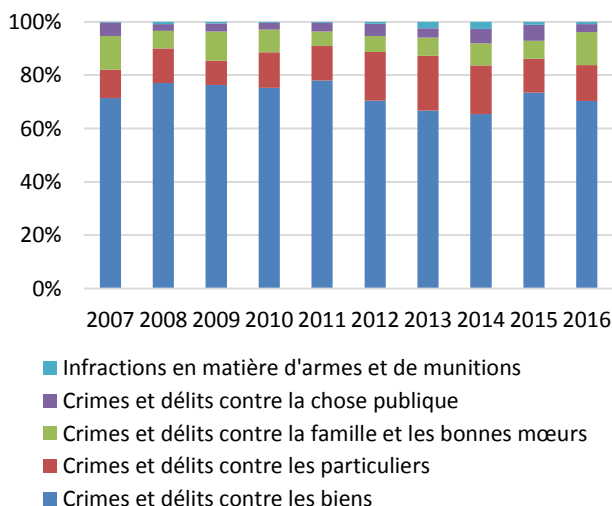
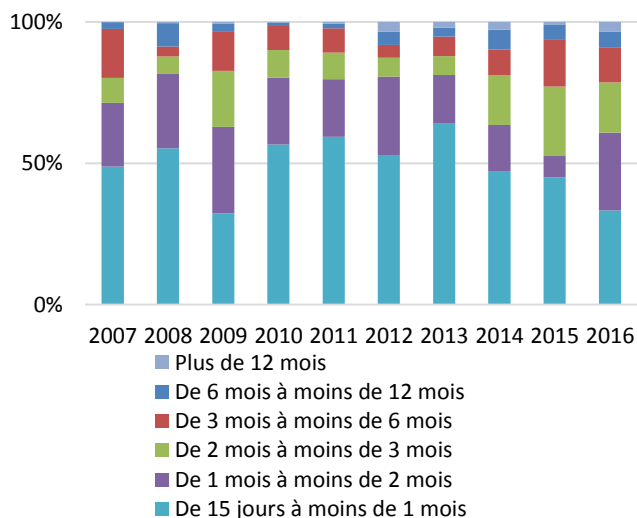
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des prévenus

Tableau 50 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des prévenus	674	563	1000	689	522	615	777	969	1455	1318
Répartition selon le sexe										
Hommes	655	558	962	675	517	607	771	950	1430	1289
Femmes	19	5	38	14	5	8	6	19	25	29
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54	53	84	122	97
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82	100	161	193	155
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108	138	161	252	256
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128	167	207	313	260
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144	222	248	376	361
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99	97	108	199	189
Age moyen (en années)	29,0	28,5	29,3	29,7	29,4	30,0	30,0	29	31,0	30,8
Répartition selon la catégorie de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433	518	634	1 069	920
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112	160	177	184	176
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37	53	81	98	161
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28	27	52	87	39
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5	19	26	17	12
Répartition selon la durée de détention préventive										
De 15 jours à moins de 1 mois	329	311	323	390	310	324	497	458	655	439
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106	172	134	158	109	362
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41	52	169	358	234
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28	53	89	243	162
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28	25	68	76	76
Plus de 12 mois	1	3	6	2	4	22	16	27	14	45
Durée moyenne de détention préventive (en mois)	1,9	2,0	2,2	1,6	1,6	2,2	1,9	2,6	2,4	2,9

Graphique 90 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe**Graphique 91 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31/12/2016****Graphique 92 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions****Graphique 93 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive**

V.4. Caractéristiques des inculpés (1/2)

Points saillants :

- durée de détention préventive en hausse continue depuis 10 ans ;
- augmentation de la proportion des inculpés pour crimes et délits contre les biens de 8% ;
- augmentation de 2 mois de la durée moyenne de détention préventive en 2015
- 3,1% d'inculpés pour actes de terrorisme

Commentaire général

L'effectif des inculpés ou des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction (dans le cadre d'une procédure d'information) au 31 décembre 2016 est de 1 883. Cet effectif est en hausse de 5,4% par rapport à son niveau de 2015 et de 66,5% par rapport à 2007. Parmi les inculpés présents au 31 décembre 2016 dans les EP du Burkina Faso, 3% étaient de sexe féminin tout comme en 2015.

L'âge moyen des inculpés est de 35,2 ans. C'est la moyenne d'âge la plus élevée au cours des 10 dernières années. La structure par tranche d'âge des inculpés en 2016 est presque identique à celle des années antérieures. La tranche [25-39 ans] représente 55% des détenus inculpés contre 54% en 2015 ; celles comprises entre [40 ans et +] et [18-24 ans] représentent respectivement 27% et 16% en 2016 contre 24,1% et 18,5% en 2015. La proportion des mineurs inculpés qui est de 2% a baissé par rapport à 2015 où elle représentait 4% de l'effectif total.

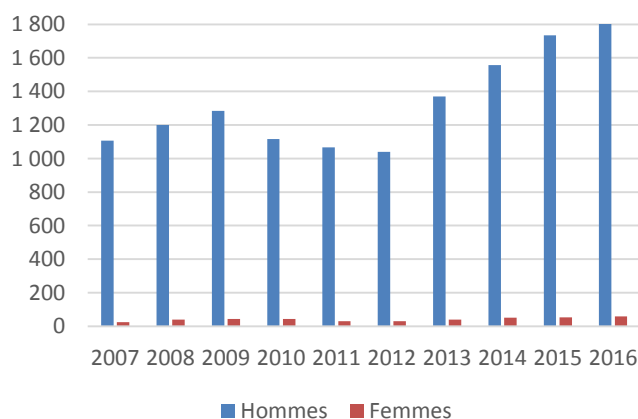
En 2016 la majorité des inculpés sont détenus pour crimes et délits contre les particuliers. En effet, 61,1% des inculpés sont détenus pour crimes et délits contre les particuliers (67,7% en 2015), 14,6% pour crimes et délits contre la chose publique (15,3% en 2015), 15% pour crimes et délits contre les biens (6,9% en 2015), 2,5% pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs (3,2% en 2015) et 3,6% pour infractions en matière d'armes et de munitions (5,6% en 2015). Les inculpés pour actes de terrorisme représentent 3,1% de l'ensemble des inculpés en 2016.

La durée moyenne de détention préventive en 2016 est de 19,6 mois. Au cours de la dernière décennie, c'est en 2016 que la durée moyenne de détention préventive a été la plus longue. L'année 2007 a connu la plus courte durée moyenne de détention préventive qui est de 12 mois. Il faut aussi noter que cette durée moyenne de détention préventive est en hausse continue depuis 2007. Cette situation serait due à la saturation des cabinets d'instruction d'une part et à la réduction continue du nombre d'assises criminelles d'autre part.

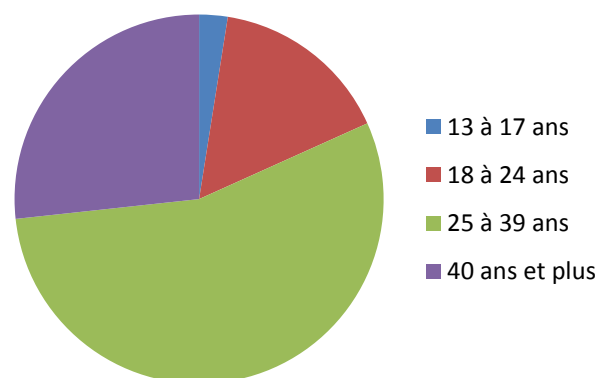
Tableau 51 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des inculpés	1 131	1 240	1328	1160	1096	1069	1 408	1 609	1 787	1 883
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 106	1 201	1284	1 116	1066	1 039	1 369	1 557	1 734	1824
Femmes	25	39	44	44	30	30	39	52	53	59
Répartition selon l'âge										
13 à 17 ans	23	25	40	14	24	24	38	47	63	47
18 à 24 ans	278	326	354	282	264	229	266	313	331	297
25 à 39 ans	614	660	707	640	609	602	656	899	963	1036
40 ans et plus	216	229	227	224	199	214	348	350	430	503
Age moyen (en années)	32,4	32,5	34,4	33,0	32,6	33,3	32,1	33,7	34,2	35,2
Répartition selon la catégorie d'infractions										
Crimes et délits contre les particuliers	782	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1149
Crimes et délits contre les biens	99	137	142	102	121	72	79	131	133	283
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	48	57	43	39	34	29	42	44	58	48
Crimes et délits contre la chose publique	147	263	291	172	156	175	125	213	274	274
Infractions en matière d'armes et de munitions	55	23	9	10	26	6	59	134	100	68
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 6 mois	338	493	416	300	394	365	478	433	456	432
6 mois à moins de 12 mois	421	272	362	276	178	219	442	415	331	275
1 an à moins de 2 ans	254	287	309	327	225	206	252	461	545	516
2 ans et plus	118	188	241	257	299	279	236	300	455	660
Durée moyenne de la détention préventive (en mois)	12,0	12,8	14,1	16,0	16,1	15,7	13,1	15,0	17,1	19,6

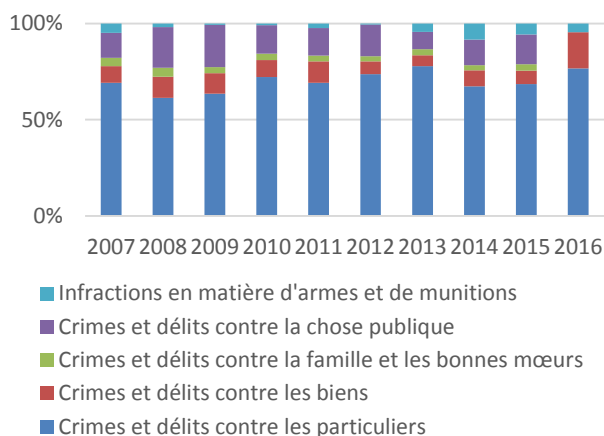
Graphique 94 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe



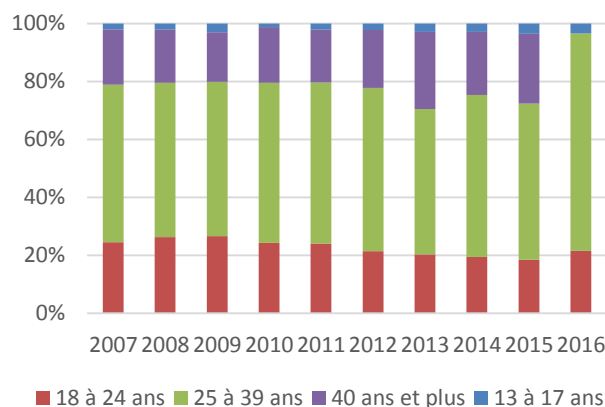
Graphique 95 : Répartition des inculpés selon la tranche d'âge au 31/12/2016



Graphique 96 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infractions



Graphique 97 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive



V.5. Caractéristiques des inculpés (2/2)

Point saillant :

- augmentation de 73,7% du nombre d'inculpés de la MAC de Dédougou

Commentaire général

Au 31/12/2016 le nombre d'inculpés était de 1 883. Cet effectif représente 24,6% de l'ensemble des détenus. En 2015, il représentait 23,7% des détenus et 26,9% en 2007.

Comparativement au 31 décembre 2015, l'effectif des inculpés a augmenté de 5,4% et de 66,5% par rapport à 2007. L'augmentation observée en 2016 par rapport à 2015 est plus importante à Dédougou (73,7%), Djibo (55,3%) et Diapaga (39,7%). Cependant, quelques EP ont enregistré une baisse du nombre d'inculpés. Il s'agit notamment de Manga (-60,3%), de Gaoua (-27,8%) et de Dori (-25%).

Au 31 décembre 2015, le Burkina Faso comptait 1 149 inculpés, détenus pour crimes et délits contre les particuliers. Cet effectif a baissé de 5% par rapport à l'année antérieure. Tout de même, il représente 147% des inculpés de 2007. Les EP dont le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers qui ont connu une forte baisse par rapport à 2015 sont ceux de Manga (-54,3%), Banfora (-25,2%), et Dori (-25%). Certaines maisons d'arrêt ont par contre enregistré une hausse des effectifs de leurs inculpés pour crimes et délits contre les particuliers. Ce sont notamment les EP de Tougan (35,7%), de Fada N'Gourma (35,7%) et de Diébougou (30%).

Le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les biens (283) a augmenté de 112,8% par rapport à 2015 et de 185,9% par rapport à 2007.

Tableau 52 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des inculpés			Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers			Inculpés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/2016	Variation en % /		Nombre au 31/12/2016	Variation en % /		Nombre au 31/12/2016	Variation en % /	
		2007	2015		2007	2015		2007	2015
Ensemble	1 883	66,5	5,4	1 149	46,9	-5,0	283	185,9	112,8
Banfora	117	77,3	-7,1	92	41,5	-25,2	2	100,0	0,0
Baporo	0	-	-	0	-	-	0	-	-
Bobo-Dioulasso	153	4,8	-3,2	108	27,1	-3,6	20	300,0	81,8
Bogandé	180	157,1	-2,7	62	6,9	6,9	43	1333,3	616,7
Boromo	43	13,2	-10,4	36	24,1	-14,3	4	100,0	100,0
Dédougou	66	24,5	73,7	37	-7,5	2,8	27	800,0	-
Diapaga	102	750,0	39,7	63	600,0	-7,4	17	466,7	1600,0
Diébougou	44	-	37,5	39	-	30,0	2	-	-
Djibo	59	-	55,3	47	-	27,0	2	-	-
Dori	27	50,0	-25,0	27	107,7	-25,0	0	-100,0	-
Fada N'gourma	92	15,0	31,4	57	32,6	35,7	29	-	480,0
Gaoua	39	-48,7	-27,8	33	-51,5	3,1	0	-100,0	-100,0
Kaya	62	-23,5	-18,4	59	18,0	-10,6	3	50,0	-40,0
Kongoussi	21	-48,8	-12,5	14	-51,7	0,0	7	75,0	-
Koudougou	60	81,8	30,4	43	59,3	26,5	8	-	14,3
Koupéla	1	-	-	1	-	-	0	-	-
Léo	58	-	3,6	47	-	6,8	9	-	0,0
Manga	23	-11,5	-60,3	21	-	-54,3	0	-100,0	-100,0
Nouna	20	-	-13,0	19	-	0,0	0	-	-
Orodara	57	-	18,8	46	-	7,0	2	-	100,0
Ouagadougou(MAC O)	378	27,7	13,2	171	1,8	-12,8	85	63,5	70,0
Ouagadougou(PHS)	51	-	-	0	-	-	0	-	-
Ouahigouya	25	-16,7	-16,7	23	-14,8	0,0	1	0,0	-75,0
Tenkodogo	120	90,5	-25,9	45	-21,1	-13,5	5	25,0	-68,8
Tougan	25	1150,0	56,3	19	850,0	35,7	2	-	-
Yako	12	-	-33,3	9	-	-18,2	1	-	0,0
Ziniaré	48	-	26,3	31	-	-3,1	14	-	366,7

*les valeurs de base 2006 ou/et 2014 sont nulles

Tableau 53 : Proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP

	Inculpés en % de détenus			Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés			Inculpés en détention de 2 ans et plus en % des inculpés		
	2007	2015	2016	2007	2015	2016	2007	2015	2016
Ensemble	26,9	23,7	24,6	26,6	22,0	18,3	10,4	25,5	35,1
Banfora	36,9	41,2	35,6	25,8	26,2	18,8	4,5	15,1	11,1
Baporo	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	29,4	24,1	20,5	22,6	15,2	10,5	24,7	52,5	62,7
Bogandé	46,4	54,1	62,5	22,9	24,3	18,3	1,4	17,8	58,3
Boromo	38,8	20,4	17,0	50,0	27,1	14,0	5,3	43,8	39,5
Dédougou	27,6	21,8	34,0	37,7	39,5	18,2	9,4	23,7	19,7
Diapaga	20,7	37,6	46,6	16,7	26,0	22,5	0	41,1	32,4
Diébougou	-	24,8	30,6	-	3,1	15,9	-	21,9	36,4
Djibo	-	31,9	34,5	-	47,4	39,0	-	39,5	27,1
Dori	15,1	17,0	16,8	27,8	36,1	14,8	5,6	11,1	59,3
Fada N'gourma	34,5	20,9	26,8	11,3	20,0	16,3	12,5	8,6	10,9
Gaoua	37,6	36,2	22,2	28,9	18,5	12,8	27,6	14,8	17,9
Kaya	29,0	20,8	23,2	27,2	26,3	14,5	14,8	26,3	62,9
Kongoussi	25,3	25,5	18,9	39,0	33,3	28,6	2,4	33,3	4,8
Koudougou	18,5	16,0	20,1	30,3	30,4	23,3	15,1	23,9	25,0
Koupéla	-	-	50,0	-	-	0,0	-	-	0,0
Léo	-	33,9	37,7	-	14,3	13,8	-	50,0	62,1
Manga	23,0	21,9	11,4	30,8	10,3	4,3	0	34,5	26,1
Nouna	-	31,9	18,3	-	17,4	25,0	-	30,4	60,0
Orodara	-	52,7	42,9	-	60,4	50,9	-	6,3	47,4
Ouagadougou (MACO)	25,6	15,3	17,5	22,6	15,0	13,8	6,4	21,0	30,7
Ouagadougou (PHS)	-	0,0	22,0	-	-	3,9	-	-	2,0
Ouahigouya	17,6	13,8	11,3	46,7	20,0	8,0	0	23,3	32,0
Tenkodogo	20,9	42,5	32,6	31,7	21,0	25,8	3,2	0,0	32,5
Tougan	5,7	18,2	23,8	50,0	6,3	16,0	0	193,8	28,0
Yako	-	14,6	11,8	-	5,6	25,0	-	27,8	25,0
Ziniaré	-	28,1	30,2	-	21,1	25,0	-	2,6	16,7

V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2/)

Points saillants :

- Augmentation de la durée moyenne de la peine prononcée de 1,7 mois;
- 58% de détenus condamnés en 2016 ;
- augmentation d'une unité du nombre de condamnés à mort.

Commentaire général

Le nombre de condamnés dans l'ensemble des EP au 31/12/2016 est de 4 452 et est en hausse de 6,2% par rapport à 2015 et de 97% par rapport à 2007. Les condamnés représentent 58% de l'ensemble des détenus contre 55,4% en 2015. A l'instar des autres années, la quasi-totalité des condamnés sont de sexe masculin (99% en 2016).

L'âge moyen des détenus condamnés est de 33,2 ans. Il a augmenté de 2,2 ans par rapport à 2015. Cet indicateur est resté presque statique au cours de la dernière décennie. Son niveau le plus bas est enregistré en 2013. Les condamnés qui ont entre 25 et 39 ans sont les plus nombreux dans les EP. Ils représentent 73,7% de l'effectif total. 2 condamnés sur 100 sont des mineurs en 2016 contre 1 sur 100 en 2015.

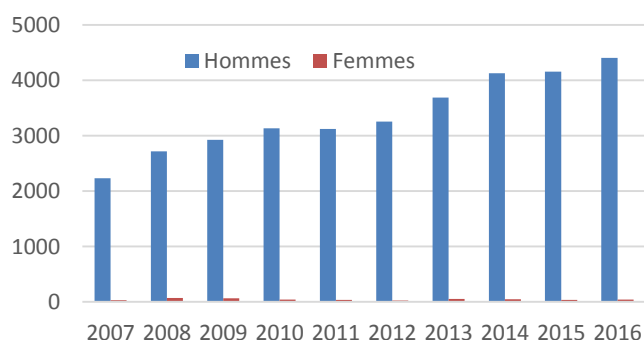
Selon la catégorie de l'infraction, 77,4% des condamnés sont détenus pour crimes et délits contre les biens, 9,4% pour crimes et délits contre les particuliers, 8,2% pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, 3,9% pour crimes et délits contre la chose publique et 1,1% pour infractions en matière d'armes et de munitions.

La durée moyenne de la peine prononcée en 2016 est de 38,3 mois. Elle a augmenté de 1,7 mois par rapport à 2015. Au cours des 10 dernières années, la peine la plus longue (40,6 ans) a été prononcée en 2014. En 2016, seulement 8,3% des condamnés (hors peine de mort et peine à perpétuité) ont reçu une peine de moins d'une année de prison, 65,9% entre 1 et 5 ans et 25,1% au-delà de 5 ans. 12 détenus sont des condamnés à mort et 22 des condamnés à perpétuité en 2016.

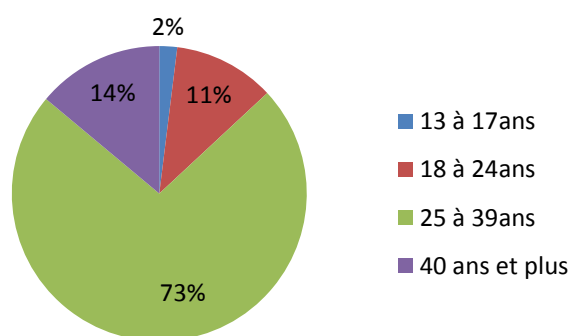
Tableau 54 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la peine prononcée

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des condamnés	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452
Répartition selon le sexe										
Hommes	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409
Femmes	30	68	64	42	33	26	54	45	35	43
Répartition selon l'âge										
13 à 17ans	37	58	94	59	47	50	62	107	53	87
18 à 24ans	845	911	980	987	996	891	996	1 233	1 294	495
25 à 39ans	1 109	1 409	1 548	1 745	1 722	1 885	2 140	2 258	2 302	3 250
40 ans et plus	269	410	368	388	394	458	546	576	544	620
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>29,7</i>	<i>31,0</i>	<i>30,3</i>	<i>30,7</i>	<i>30,8</i>	<i>31,5</i>	<i>31,7</i>	<i>31,1</i>	<i>31,0</i>	<i>33,2</i>
Répartition selon la catégorie d'infractions										
Crimes et délits contre les biens	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447
Crimes et délits contre les particuliers	129	175	238	314	336	454	557	565	548	418
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	190	364	313	259	213	204	332	353	347	364
Crimes et délits contre la chose publique	89	78	110	123	148	136	137	289	314	172
Infractions en matière d'armes et de munitions	25	30	22	33	45	32	56	44	32	48
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 6 mois	399	402	271	158	97	104	183	143	86	46
6 mois à moins de 12 mois	424	651	529	465	399	338	374	374	310	322
1 an à moins de 2 ans	696	993	1 141	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230
2 ans à moins de 5 ans	640	625	844	1 108	1 212	1 165	1 315	1 573	1 690	1 703
5 ans et plus	95	110	193	402	523	651	741	860	878	1 117
<i>Durée moyenne de la peine (en mois)</i>	<i>23,9</i>	<i>22,2</i>	<i>26,8</i>	<i>33,7</i>	<i>38,1</i>	<i>39,9</i>	<i>37,8</i>	<i>40,6</i>	<i>36,6</i>	<i>38,3</i>
<i>Peine à perpétuité</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>6</i>	<i>12</i>	<i>13</i>	<i>14</i>	<i>21</i>	<i>16</i>	<i>21</i>	<i>22</i>
<i>Peine de mort</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>10</i>	<i>11</i>	<i>11</i>	<i>10</i>	<i>11</i>	<i>12</i>

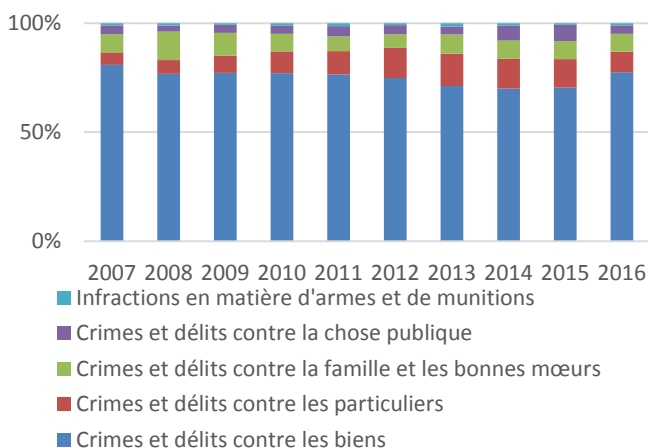
Graphique 98 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe



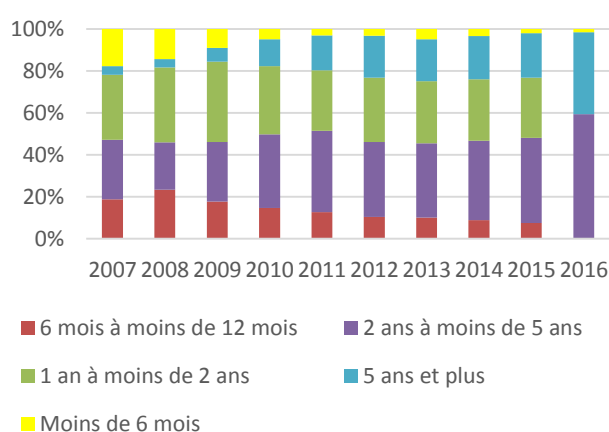
Graphique 99 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31/12/2016



Graphique 100 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions



Graphique 101 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée



V.7 Caractéristiques des condamnés (2/2)

Point saillant :

- augmentation de 6% des condamnés en 2016
- 1 condamné sur 2 âgé de moins de 25 ans à Djibo en 2016

Commentaire général

Le nombre de détenus condamnés en 2016 est de 4 452 contre 4 193 en 2015 soit une augmentation de 6,2%. Par rapport à 2007, le nombre de détenus condamnés a augmenté de 97%. Le niveau de variation du nombre de condamnés diffère d'un établissement pénitentiaire à un autre. Comparativement à 2015, les condamnés des MAC de Nouna, Orodara et Gaoua ont vu leur effectif accroître respectivement de 123,5%, 116,1% et 59%. Par contre, le nombre des condamnés des MAC de Kaya, Dori et Bogandé a baissé respectivement de 21,8%, 17,2% et 16,4%.

Le nombre de condamnés pour crimes et délits contre les particuliers a baissé de 23,7% par rapport à 2015 et a par contre augmenté de 224,0% par rapport à 2007. La variation de ce nombre est fonction des établissements pénitentiaires. Il en est de même pour les crimes et délits contre les biens.

En 2016, la proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus est de 58% contre 55,6% en 2015. Excepté le Centre pénitentiaire agricole de Baporo qui accueille uniquement des condamnés, c'est dans les EP de Yako (85,3%), de Manga (83,7) et à la PHS (76,3%) que cette proportion est plus importante. La MAC de Koupéla ouverte en 2016 n'a pas encore de détenus condamnés.

La proportion des condamnés de moins de 25 ans en 2016 est de 31,4% contre 32,1% en 2015. Cette proportion est plus importante dans les MAC de Djibo (48,5%), Ouahigouya (40,6%) et Koudougou (40,4%). Elle est plus faible à Baporo (14,3%), à la PHS (22%) et à Manga (23,7%).

Quant aux condamnés à plus de 2 ans d'emprisonnement, ils représentent 63,3% de l'ensemble des condamnés contre 62% en 2015 et 32,8% en 2007.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des condamnés.

Tableau 55 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des condamnés			Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers			Condamnés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/2016	Variation en % /		Nombre au 31/12/2016	Variation en % /		Nombre au 31/12/2016	Variation en % /	
		2007	2015		2007	2015		2007	2015
Ensemble	4 452	97,0	6,2	418	224,0	-23,7	3447	88,7	16,8
Banfora	156	92,6	-6,0	15	400	87,5	122	60,5	-10,3
Baporo	28	-65,9	-12,5	0	-100	-100,0	24	-68,0	-20,0
Bobo-Dioulasso	358	11,2	11,9	56	166,7	75,0	265	11,3	10,9
Bogandé	92	73,6	-16,4	14	180	75,0	60	46,3	-21,1
Boromo	170	269,6	2,4	15	-	7,1	138	236,6	4,5
Dédougou	112	-8,9	6,7	21	600	16,7	86	-23,2	8,9
Diapaga	95	331,8	8,0	7	40	-50,0	68	580,0	1,5
Diébougou	92	-	12,2	10	-	66,7	72	-	7,5
Djibo	101	-	48,5	10	-	66,7	89	-	45,9
Dori	101	44,3	-17,2	16	45,5	-27,3	81	39,7	-12,0
Fada N'gourma	193	89,2	-10,6	7	-22,2	-82,5	173	111,0	49,1
Gaoua	124	30,5	59,0	6	-68,4	-40,0	99	52,3	86,8
Kaya	176	12,8	-21,8	45	650	4,7	122	-0,8	-23,8
Kongoussi	68	-35,8	28,3	16	77,8	220,0	48	-49,5	9,1
Koudougou	227	124,8	40,1	11	120	-21,4	182	119,3	30,9
Koupéla	0	-	-	0	-	-	0	-	-
Léo	93	-	-9,7	9	-	-69,0	69	-	6,2
Manga	169	168,3	-6,6	14	133,3	55,6	125	160,4	-4,6
Nouna	76	-	123,5	9	-	125,0	63	-	142,3
Orodara	67	-	116,1	6	-	100,0	52	-	108,0
Ouagadougou (MACO)	1173	110,6	0,9	56	300	-64,6	940	110,3	17,9
Ouagadougou (PHS)	177	-	-4,3	28	-	16,7	127	-	69,3
Ouahigouya	160	48,1	7,4	9	125	-25,0	131	44,0	9,2
Tenkodogo	191	27,3	56,6	13	333,3	44,4	112	-8,9	30,2
Tougan	71	208,7	22,4	7	250	-53,3	58	205,3	52,6
Yako	87	-	-6,5	2	-	-60,0	78	-	27,9
Ziniaré	95	-	17,3	16	-	-59,0	63	-	70,3

Tableau 56 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP

	Condamnés en % de détenus			Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés			Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés		
	2007	2015	2016	2007	2015	2016	2007	2015	2016
Ensemble	53,7	55,6	58,0	39,0	32,1	31,4	32,8	62,0	63,3
Banfora	45,3	54,2	47,4	38,3	34,3	40,4	54,3	37,3	48,1
Baporo	100	100,0	100,0	47,6	21,9	14,3	20,7	62,5	64,3
Bobo-Dioulasso	64,8	48,8	48,0	45,7	25,3	26,3	9,3	53,1	62,3
Bogandé	35,1	32,2	31,9	28,3	30,9	23,9	35,8	60,9	63,0
Boromo	46,9	70,6	67,2	28,3	31,9	35,3	17,4	55,4	55,9
Dédougou	64,1	60,3	57,7	35,8	38,1	33,0	48,8	75,2	74,1
Diapaga	37,9	45,4	43,4	27,3	30,7	34,7	4,5	53,4	81,1
Diébougou	-	63,6	63,9	-	34,1	29,3	-	58,5	54,3
Djibo	-	57,1	59,1	-	48,5	48,5	-	52,9	54,5
Dori	58,8	57,5	62,7	22,9	24,6	25,7	64,3	63,1	61,4
Fada N'gourma	44,0	64,5	56,3	31,4	37,0	33,2	19,6	56,9	73,1
Gaoua	47,0	52,3	70,5	33,7	33,3	32,3	32,6	76,9	66,1
Kaya	55,9	61,6	65,9	47,4	32,9	25,0	26,3	67,6	70,5
Kongoussi	65,4	56,4	61,3	29,2	26,4	25,0	34,9	64,2	60,3
Koudougou	56,7	56,3	76,2	39,6	37,7	34,4	39,6	56,2	40,5
Koupéla	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-
Léo	-	62,4	60,4	-	31,1	33,3	-	68,9	67,7
Manga	55,8	68,3	83,7	54,0	30,9	23,7	0,0	71,8	72,8
Nouna	-	47,2	69,7	-	14,7	18,4	-	76,5	50,0
Orodara	-	34,1	50,4	-	22,6	23,9	-	64,5	29,9
Ouagadougou (MACO)	48,1	53,4	54,5	38,2	32,8	33,8	48,8	61,7	66,9
Ouagadougou (PHS)	-	93,4	76,3	-	22,7	22,0	-	95,7	87,6
Ouahigouya	63,5	68,3	72,1	37,0	41,6	40,6	34,3	47,7	43,8
Tenkodogo	49,7	32,0	51,9	44,0	35,2	33,0	21,3	41,8	56,5
Tougan	65,7	65,9	67,6	39,1	36,2	29,6	30,4	77,6	70,4
Yako	-	75,6	85,3	-	32,3	29,9	-	82,8	79,3
Ziniaré	-	60,0	59,7	-	27,2	30,5	-	69,1	62,1

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA et /ou du travail d'intérêt général.

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel du ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi pénale.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant une juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions compétentes, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nés au Burkina par les greffe des TGI et ceux nés à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

Centre pénitentiaire agricole de Baporo : Etablissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Certificat de nationalité burkinabè : Document administratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon lequel un individu est de nationalité burkinabè.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, amende, TIG) a été prononcée.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Juridiction supérieure de l'Ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

Coups et blessures volontaires : Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait pouvant entraîner une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics, Corruption, Evasion fiscale, etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines, Infractions en matière de mariage, Proxénétisme, Trafic d'enfant, Enlèvement d'enfant, Attentat aux mœurs, Racolage, Stupéfiants, etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols, Extorsions, Recels, Escroqueries, Abus de confiance, Destructures, dégradations, dommages ; Stellionat ; Infractions en matière de chèques, etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires, Empoisonnements, Violences, Coups et blessures volontaires, Violences et voies de fait, Homicides et blessures involontaires, Viols, Coups mortels, Assassinats, Associations de malfaiteurs, Diffamation, Injures, Non-assistance à personne en danger, etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, sous réserve toutefois de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Décision (Arrêt, jugement, ordonnance) avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue (définitive) : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président (Cour d'appel) : Ordonnance de référé et ordonnance rendue en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit (voir Affaire correctionnelle)

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

Destructures, dégradations de biens : Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention préventive : Mesure d'incarcération d'une personne placée sous mandat de dépôt en attente de jugement ou pour les besoins de l'instruction.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Est qualifié délit flagrant, le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au délit.

Est assimilé au délit flagrant tout délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur [du Faso] ou un officier de police judiciaire de le constater.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmary : Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

Jonction : Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)

Jugement rédigé (voir décision rédigée)

Jugement rendu (voir décision rendue)

Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)

Lettre du Premier Président de la Cour des comptes : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 20 ans révolue (majorité civile). Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non-paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmité partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique et numérique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Rejet : Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputée contradictoire (décision) : La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Rupture de contrat de travail (conflit lié) : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Saisine directe : Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine pénale : Introduction d'une affaire nouvelle pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

Stupéfiants (usage de) : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

Tribunal de grande instance : C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale dont le montant n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 /AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

Vol : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	2	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	19	20	23	24	24	24	24	25	25	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	6 942	7 003	7 167	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136
Effectifs des magistrats au Ministère	308	333	361	369	391	415	409	428	449	480
Effectif du personnel greffier au Ministère	279	306	301	300	352	343	340	372	414	419
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	170	155	183	158	169	206	236	225	167	231
Décisions rendues	161	145	145	122	112	159	152	138	108	161
Décision rédigées	124	115	117	100	108	130	125	105	117	106
Conclusions rendues par le parquet général	154	146	113	76	133	137	128	96	57	179
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641
Décisions rendues	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372
Décision rédigées	573	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096
Affaires nouvelles pénales	353	526	593	371	530	585	634	434	639	492
Décisions des chambres d'accusation	185	234	188	260	153	168	205	222	110	399
Décisions des chambres criminelles	55	111	414	201	167	123	99	54	39	52
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	3 143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 062
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit		1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe		14 mois	14 mois	11 mois	10 19 jrs	11 29 jrs	13 16 jrs	10 12jours	10 12 jrs	12 29 jrs
Affaires nouvelles en instruction	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875
Affaires en Instruction terminées	438	355	801	438	934	690	442	291	363	417
Affaires en cours d'instruction	6 262	6 902	7 210	7 586	7 4011	7 657	7 83	8 924	8 885	9 172
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction		3 ans	3ans	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction		4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	229	265	241	278	322	436	399	158	226	316
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	208	269	186	229	261	259	311	343	144	144
Décision rédigées	123	198	238	362	227	163	182	319	129	233
Temps moyen pour rendre une décision					2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	60	92	98	89	72	73	103	202	257	298
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	61	94	99	73	59	47	97	191	263	286
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	6	20	7	11	11	56	24	16	28	10
Décisions rendues (mineurs en danger)	5	18	230	32	18	96	23	13	31	13
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	1	15	1	15	9	5	8	1	1	17
Affaires terminées	0	11	10	0	16	2	16	5	0	5

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	339	336	356	426	451	468
Décisions rendues	-	-	-	-	319	282	311	297	372	444
Décisions rédigées	-	-	-	-	199	277	302	283	372	442
Temps moyen pour une décision commerciale					9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241
Décisions rendues	346	423	496	681	618	742	975	817	874	1 080
Décision rédigées	336	344	470	527	471	554	852	796	629	805
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	-	1 an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	835	472	247	234	399	344	318	235	202	294
Arrêts provisoires et définitifs rendus	26	45	155	54	139	0	62	95	1	46
Contrôles de gestion effectués	13	11	11	3	8	5	7	11	11	39
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	62	63	79	87	94	172	103	120	149	274
Affaires jugées	53	55	64	27	57	126	45	42	36	175
Décision rédigées	23	46	57	25	47	80	26	28	39	89
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	158	165	216	184	194	434	314	309	330	874
Décisions rendues	151	115	126	193	127	317	258	188	255	687
Décision rédigées	84	87	124	146	87	246	156	108	156	494
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	-	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois
Etablissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Nombre d'inculpés au 31 décembre	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883
Nombre de prévenus au 31 décembre	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318
Nombre d'OMD	142	210	82	170	262	67	47	75	109	17
Nombre de condamnés au 31 décembre	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452
Taux d'occupation (100%)	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	13
Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2016 par localité.....	13
Tableau 3 : Personnel du MJDPHC par sexe et par corps	15
Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations des personnels par sexe	15
Tableau 5: Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants	17
Tableau 6: Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position	17
Tableau 7: Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP au 31/12	19
Tableau 8: Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation	19
Tableau 9: Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position	19
Tableau 10 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)	21
Tableau 11: Consommations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA).....	21
Tableau 12: Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation	23
Tableau 13 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2016	23
Tableau 14 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel	24
Tableau 15 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions).....	26
Tableau 16 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)	27
Tableau 17 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure	29
Tableau 18: Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI	31
Tableau 19 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI	31
Tableau 20 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction.....	33
Tableau 21 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI.....	33
Tableau 22 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise ..	35
Tableau 23 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI	35
Tableau 24 : Proportion des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en pourcentage selon la durée de la procédure	37
Tableau 25 : Durées moyennes des décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI.....	37
Tableau 26 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12	39
Tableau 27 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio <i>Affaires terminées / Affaires nouvelles</i> et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI.....	39
Tableau 28 : Affaires terminées, affaires en cours au 31 décembre et affaires contre X en cours au 31 décembre selon la durée de procédure	41
Tableau 29 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	41
Tableau 30 : Bulletins n°3 de casier judiciaire et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires	42
Tableau 31 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI.....	43
Tableau 32 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus (hors radiation et conciliation) par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance.....	44
Tableau 33 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce	46
Tableau 34 : Durée de traitement des affaires commerciales par tribunal de commerce	47
Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs (exceptées les affaires à l'instruction)	48
Tableau 36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE	49
Tableau 37 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail ..	50
Tableau 38 : Evolution des affaires nouvelles, des ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rendues par magistrat</i> dans les tribunaux du travail.....	51
Tableau 39 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes	52
Tableau 40 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué.....	53
Tableau 41 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat	54
Tableau 42 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rendues par magistrat</i> au Conseil d'Etat	55
Tableau 43 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA	57
Tableau 44 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios <i>Décisions rendues/Affaires nouvelles</i> et <i>Décisions rédigées/Décisions rendues</i> par TA.....	57
Tableau 45 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12.....	59
Tableau 46 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport <i>Détenus/GSP</i>	59
Tableau 47 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	61
Tableau 48 : Nombre d'entrées sous OMD dans les établissements pénitentiaires en 2016 par mois.....	61
Tableau 49 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires	61
Tableau 50 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive	62
Tableau 51 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive.....	65
Tableau 52 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP.....	67
Tableau 53 : Proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP	67
Tableau 54 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la peine prononcée ..	69
Tableau 55 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP	71
Tableau 56 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP	71

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du ratio greffier / magistrat.....	15
Graphique 2: Evolution de la répartition des magistrats par sexe.....	17
Graphique 3: Evolution de la répartition du personnel greffier.....	17
Graphique 4: Auxiliaires de justice par position du cabinet en 2016.....	19
Graphique 5: Evolution de la répartition des GSP par grade.....	19
Graphique 6: Personnel des droits humains par sexe en 2016.....	19
Graphique 7: Personnel des droits humains par direction régionale en 2016.....	19
Graphique 8: Evolution du budget du Ministère de la justice.....	21
Graphique 9 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles.....	21
Graphique 10: Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice.....	21
Graphique 11: Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles.....	21
Graphique 12: Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre.....	23
Graphique 13: Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature.....	23
Graphique 14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre.....	23
Graphique 15: Répartition du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres.....	23
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine.....	25
Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA.....	25
Graphique 18 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre.....	25
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature.....	25
Graphique 20 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination.....	25
Graphique 21 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2016.....	25
Graphique 22 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI.....	27
Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI.....	27
Graphique 24 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées.....	27
Graphique 25 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI.....	27
Graphique 26 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type.....	29
Graphique 27 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature.....	29
Graphique 28 : Décisions rendues par les TGI en 2016 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure.....	29
Graphique 29: Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI.....	31
Graphique 30: Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI.....	31
Graphique 31: Répartition des affaires enregistrées en 2016 dans les Parquets des TGI.....	33
Graphique 32: Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction.....	33
Graphique 33: Evolution de la répartition des mineurs selon l'orientation des affaires dans lesquelles ils sont impliqués par les parquets des TGI.....	33
Graphique 34: Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI.....	33
Graphique 35: Répartition des affaires nouvelles en 2016 relatives à l'état des personnes dans les parquets.....	33
Graphique 36: Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits.....	35
Graphique 37: Poids des jugements des principaux délits.....	35
Graphique 38 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure.....	37
Graphique 39 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type.....	37
Graphique 40 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure.....	37
Graphique 41 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure.....	37
Graphique 42 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction.....	39
Graphique 43 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction.....	39
Graphique 44 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12.....	39
Graphique 45 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive.....	39
Graphique 46 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction.....	41
Graphique 47 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction.....	41
Graphique 48 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI.....	43
Graphique 49 : Répartition des principaux actes de greffe des TGI en 2016 selon leur nature.....	43
Graphique 50 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TI selon leur nature.....	45
Graphique 51 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciale.....	45
Graphique 52 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI.....	45
Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI.....	45
Graphique 54 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature.....	45
Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police par TI.....	45
Graphique 56 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Bobo-Dioulasso (sans les référés).....	47
Graphique 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Ouagadougou (sans les référés).....	47
Graphique 58 : Répartition des activités relatives au RCCM.....	47
Graphique 59 : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC.....	47
Graphique 60 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi.....	49
Graphique 61 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger.....	49
Graphique 62 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants.....	49
Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi.....	49
Graphique 64 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges.....	51

Graphique 65 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature	51
Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT	51
Graphique 67 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type	51
Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail	51
Graphique 69 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail	51
Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes	53
Graphique 71 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre	53
Graphique 72 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes suite au contrôle de comptes	53
Graphique 73 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues	53
Graphique 74 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux	55
Graphique 75 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine	55
Graphique 76 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE	55
Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature	55
Graphique 78 : Répartition des affaires nouvelles reçues en par le Commissariat du gouvernement du CE	55
Graphique 79 : Répartition des conclusions rendues par le Commissariat du gouvernement du CE	55
Graphique 80 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA	57
Graphique 81 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux	57
Graphique 82 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature	57
Graphique 83 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA	57
Graphique 84 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux	57
Graphique 85 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA ..	57
Graphique 86 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP	59
Graphique 87 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie	59
Graphique 88 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP	61
Graphique 89 : Répartition des entrées dans les EP par tranche d'âge au 31/12/2016	61
Graphique 90 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe	63
Graphique 91 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31/12/2016	63
Graphique 92 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions	63
Graphique 93 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive	63
Graphique 94 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe	65
Graphique 95 : Répartition des inculpés selon la tranche d'âge au 31/12/2016	65
Graphique 96 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infractions	65
Graphique 97 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive	65
Graphique 98 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe	69
Graphique 99 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31/12/2016	69
Graphique 100 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions	69
Graphique 101 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée	69